

**Ministère  
des  
Affaires Etrangères**

Réseau Africain de  
Formation à  
Distance  
**RESAFAD**

**Association pour le Développement  
de l'Éducation  
en Afrique**

Groupe de Travail sur l'éducation  
à distance  
et l'apprentissage libre  
**GTEDAL**

**ENSEIGNEMENT à DISTANCE et APPRENTISSAGE LIBRE  
en AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**ETAT des LIEUX  
dans les pays francophones\_\_**

**fin 2001**

Jean Valérien  
Jacques Guidon  
Jacques Wallet  
Etienne Brunswic

Les idées et les opinions exprimées dans cette étude sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du Ministère des Affaires Etrangères ou de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique.

Publié par le RESAFAD  
ADPF  
Les Patios St Jacques  
6, rue Ferrus  
F. 75683 PARIS CEDEX 14

pour

Le Groupe de travail sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre  
ADEA  
IIPE, 7-9 rue Eugène Delacroix  
F. 75116 PARIS

Version de travail au 20 avril 2002  
© ADEA mars 2002

# TABLE DES MATIERES

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
Le contexte	
EDAL et techniques d'enseignement	
Champ couvert par l'étude	
Sources d'information utilisées	
Structure de l'étude	
<b>I. Bref historique de l'EDAL en Afrique francophone.....</b>	<b>9</b>
<b>II. L'Internet en Afrique.....</b>	<b>14</b>
<b>III. L'offre de formation à distance existante.....</b>	<b>17</b>
3.1. Les enseignements des études précédentes	
3.2. Exploration de l'offre en fonction des opérateurs	
3.3. Exploration de l'offre en fonction des cibles visées	
3.4. Exploration de la toile	
<b>IV. Constats.....</b>	<b>37</b>
4.1. Présence dans les pays d'institutions délivrant une formation à distance	
4.2. Essai de quantification	
4.3. La variété des situations	
4.4. Traits spécifiques de l'espace africain francophone	
4.5. Les caractéristiques de l'offre de formation à distance	
4.6. La fragilité de cette offre.	
<b>V. Une demande faible mais de grands besoins.....</b>	<b>45</b>
<b>VI. Les TIC, moteurs de l'EDAL.....</b>	<b>49</b>
<b>VII. Perspectives et recommandations.....</b>	<b>55</b>
7.1. Fonctionnement du groupe de travail ED/AL	
7.2. Compléments au programme de travail	
7.3. Prolongement de l'état des lieux par des études de cas	
7.4. Recommandations à l'intention des planificateurs	
<b>Conclusion.....</b>	<b>59</b>
<b>Table des annexes.....</b>	
.....	
1. Rappel statistique	
2. Résumé de l'étude de l'ADEA de 1997	
3. Bibliographie	
4. Webographie	
5. Liste des contributeurs	

## LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

AIF                    Agence Intergouvernementale de la Francophonie

ADEA	Association pour le Développement de la Education en Afrique
AFIDES	Association Francophone International de Directeurs d'Etablissement Scolaires
ASSAFAD	Association des Spécialistes Africains de Formation à Distance
AUF	Agence Universitaire de la Francophonie
BREDA	Bureau régional de l'UNESCO (DAKAR)
CÆRENAD	Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance
CIFFAD	Consortium international francophone de formation à distance
CMC	Centres Multimédia Communautaires
CNED	Centre National d'Enseignement à Distance (France)
CNTEMAD	Centre National de Télé-Enseignement de Madagascar
COL	Commonwealth of Learning
CPU	Collège Polytechnique Universitaire (Bénin)
EDAL	Enseignement à Distance et Apprentissage Libre
FAD	Formation A Distance
GKP	Partenariat mondial pour le Savoir (Global Knowledge Partnership)
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
INFRE	Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (Bénin)
INTIF	Institut des Nouvelles Technologies pour l'Information et la Formation
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (Côte d'Ivoire)
ISPEC	Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative
ORFFAD	Observatoire de Ressources francophones pour la Formation à Distance
RUCA	Réseau des Centres Universitaire d'Auto-formation
TCP	Télécentres Communautaires Polyvalents
TELUQ	Télé Université du Québec
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UVA	Université virtuelle africaine

## **INTRODUCTION**

### **Le contexte**

Au cours de la décennie écoulée, l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (EDAL) ont fait l'objet d'un intérêt grandissant, tant de la part des décideurs politiques que des spécialistes de l'éducation. Pour beaucoup de pays, notamment les pays industrialisés, l'EDAL est devenu un moyen important de modernisation pédagogique et un mode de diffusion de connaissances à des publics plus vastes. Cependant le continent africain, et particulièrement l'Afrique au Sud du Sahara (ASS), est resté en marge de ce développement technologique. Certains parlent d'une « fracture numérique » qui irait en s'accroissant.

Quelle est la réalité de l'EDAL sur le terrain en Afrique au Sud du Sahara ? Pour répondre à cette question, le groupe de travail sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GT/EDAL) de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA), a lancé un projet de recherche dont les résultats serviront à orienter la mise en œuvre de son programme de travail.

Cette recherche comporte deux volets, l'un sur l'Afrique anglophone et l'autre sur l'Afrique francophone, et a été prévue en deux phases. La première phase est une revue de la littérature qui doit fournir « une photographie générale de l'EDAL en ASS », donc faire un état des lieux fin 2001. La deuxième phase comportera des études de cas qui viseront à combler des manquements significatifs de la recherche sur l'EDAL en ASS.

Le GT/EDAL a demandé au Réseau Africain de Formation à Distance (RESAFAD<sup>1</sup>) de conduire la partie francophone : la présente étude a pour objectif de produire un état des lieux aussi complet que possible de l'Enseignement à Distance et de l'Apprentissage Libre (EDAL) en Afrique subsaharienne francophone.

## **EDAL et techniques d'enseignement**

L'EDAL est ainsi défini par les termes de référence préparés par le Groupe de travail : « *L'apprentissage libre a pour objectif de promouvoir l'accès à l'éducation et l'égalité des chances, et repose sur le concept de flexibilité. Dans ce sens, il utilise des approches et des méthodologies associées à la formation à distance et aux moyens de diffusion auxquels celle-ci a recours.*

*L'EDAL est généralement caractérisé par la séparation physique, dans le temps et/ou dans l'espace, entre l'apprenant et l'institution de formation ou l'enseignant. Par conséquent, la communication entre l'apprenant et l'enseignant repose sur l'utilisation d'une forme ou d'une autre des médias<sup>2</sup> »*

---

<sup>1</sup>

Réseau Africain de Formation à Distance, initié par le Ministère français des Affaires Étrangères

<sup>2</sup> Termes de référence de l'étude.

La même source distingue quatre générations méthodologiques dans la formation à distance (FAD) en fonction des technologies mises en œuvre : la première génération de FAD est basée sur des cours par correspondance ressemblant aux textes utilisés dans l'enseignement présentiel et délivrés par voie postale, les méthodologies de la seconde reposent sur l'utilisation de supports écrits faisant appel aux techniques de l'auto-formation comme l'enseignement programmé, la troisième génération méthodologique est celle du multimédia qui correspond à l'intégration de l'audiovisuel aux cours imprimés. La dernière, enfin, est caractérisée par le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

## **Champ couvert par l'étude**

La présente étude couvre le champ géographique correspondant aux pays francophones d'Afrique subsaharienne. Elle concerne à la fois les institutions nationales actives en matière d'EDAL dans la majorité de ces pays<sup>3</sup>, mais également les principaux organismes sous-régionaux, francophones ou internationaux, qui dispensent des formations à distance dans les pays africains francophones.

Les enseignements ou formations que nous avons pris en compte pour dresser l'état des lieux correspondent à ceux qui délivrent un curriculum défini par une institution (nationale ou étrangère), ou qui sont sanctionnés par une évaluation, ceux qui visent à un perfectionnement professionnel et/ou à des formations de seconde compétence, ou encore ceux qui constituent une formation continue post-diplôme (médecins, ingénieurs, etc.).

Les utilisations palliatives ou d'enrichissement en institution, l'assistance aux devoirs, la vulgarisation des connaissances, les émissions culturelles de radio et de télévision, ont été volontairement exclues du champ de notre étude.

Il existe déjà une documentation récente, postérieure à 1995, sur la formation à distance en Afrique subsaharienne francophone, comportant des synthèses qui sont toujours d'actualité. Nous citerons ici plus particulièrement :

- d'une part, le Compendium (Répertoire Régional sur l'Education à Distance en Afrique) réalisé en 1996 par l'Unesco à l'issue d'une série de rencontres initiées par le Séminaire tenu à Arusha en 1990 sur la formation à distance, et mis en oeuvre par l'INTIF<sup>4</sup>,
- d'autre part, l'étude conduite par la Coopération Française en 1997 pour le compte du Groupe de travail sur l'Enseignement Supérieur de l'ADEA<sup>5</sup>. Un résumé des conclusions de cette étude est donné en annexe 2.

---

<sup>3</sup> Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo.

<sup>4</sup> Institut des Nouvelles Technologies pour l'Information et la Formation, relevant de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie ou AIF.

La richesse de cette documentation et sa pertinence nous ont amenés à considérer que l'état des lieux des enseignements à distance des trois premières générations était déjà largement couvert. Pour cette raison, notre contribution, sans pour autant négliger les formations significatives utilisant la correspondance, les supports écrits élaborés et les moyens audiovisuels, portera une attention plus soutenue aux formations à distance de la dernière génération, celles correspondant aux formations accompagnées par Internet.

## **Sources d'information utilisées**

La collecte de l'information retenue a été le résultat :

- du dépouillement de la littérature existante (livres, articles, rapports, etc.) en privilégiant les documents récents et accessibles en langue française ;
- d'une exploration des sites présents sur la toile ;
- d'une interrogation de certaines institutions de FAD ;
- de l'appel à un réseau de personnes ressources, et plus particulièrement au réseau RESAFAD, lequel nous a permis de valider les informations retenues.

Ces sources présentent des niveaux d'information différents : les moins nombreuses sont les informations de première main comme les compte rendus d'expériences. Les recensions et les synthèses, plus ou moins fidèles, présentent un second niveau d'information sujet à vérification. Par contre la littérature abonde en documents généraux sur les différents aspects de l'EDAL et documents d'orientation ou d'intention comme les projets et les programmes, mais qui ne décrivent pas un état présent.

Trois difficultés particulières sont encore à signaler :

- d'une part, nous nous sommes heurté à une sorte de rétention de l'information de la part de certaines institutions de formation à distance. Cette rétention s'applique surtout aux aspects quantitatifs et concerne aussi bien les opérateurs africains que leurs partenaires extérieurs ;
- d'autre part, en Afrique francophone, le faible impact de la FAD dans de nombreux pays et le fait que les différents secteurs de l'éducation et de la formation n'accordent pas la même importance à l'EDAL font que la problématique générale se rencontre davantage au macro niveau , au plan de l'ensemble de la sous-région, qu'au plan de chacun des pays.

---

<sup>5</sup> Formation, à Distance au niveau de l'enseignement supérieur dans les pays d'Afrique francophone, par Régine Thomas avec la Collaboration de Jean Valérien, octobre 1997. Cette étude est intégrée dans la publication du GTES de l'ADEA portant sur L'Enseignement Supérieur à distance en Afrique, publiée en 1998.

- enfin certains organismes de formation ne distinguent pas les inscrits en formation à distance des inscrits en formation traditionnelle

Cependant, la masse de ces informations assez disparates mais dûment vérifiées nous permet, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, de dresser un état des lieux et de donner une vue d'ensemble de la situation qui prévaut actuellement (fin 2001) en Afrique subsaharienne francophone en matière d'EDAL.

## **Structure de l'étude**

Cette revue de la littérature comporte deux parties.

La première, très factuelle, consiste, après un court historique de la FAD et un rappel sur la présence de l'Internet en Afrique, en une présentation de l'offre de formation à distance existante.

Au travers des opérateurs et des institutions, en fonction des publics cibles visés, sont passées successivement en revue les activités nationales significatives, les actions relevant d'une approche sous-régionale endogène, enfin, les activités d'EDAL conduites en partenariat ou à l'initiative des coopérations bilatérales, francophone et/ou internationale.

Des encadrés portant soit sur l'état de la FAD dans tel ou tel pays, soit sur l'activité de tel ou tel opérateur, illustrent comme des instantanés photographiques, la diversité des situations rencontrées mais aussi la spécificité de l'ensemble francophone en ASS.

La seconde partie est de nature plus problématique. Elle comporte une analyse de l'offre de formation et sa mise en perspective par rapport à une demande. Elle en explore, en fonction de la demande, les spécificités et les lacunes.

Elle présente ensuite un certain nombre de recommandations et se termine par une proposition d'études de cas.

Cinq annexes complètent le rapport (données statistiques, résumé de l'étude conduite pour l'ADEA en 1997, bibliographie raisonnée, exploration des sites sur le web et liste des personnes ressources mises à contribution).

### **I . Bref historique de l'EDAL en Afrique francophone**

Après leur accession à l'Indépendance, les Etats francophones d'Afrique subsaharienne, soucieux de développer leur système éducatif, ont continué à s'inspirer du modèle européen et principalement français sans remettre en cause l'héritage de la colonisation.



La croissance de l'enseignement élémentaire, l'appel à des enseignants français pour développer le secondaire et la création d'un enseignement supérieur occupent tout le champ de la réflexion : l'enseignement à distance n'est pas à l'ordre du jour.

La décennie 60 correspond ainsi, pour EDAL, à une période de calme plat, juste marquée par la création de quelques centres d'enseignement par correspondance à l'image du modèle français, le Centre National de Télé-Enseignement (CNTE), devenu aujourd'hui le CNED (Centre National d'Enseignement à Distance) pour délivrer une formation à distance pour le perfectionnement académique et professionnel des maîtres du premier degré, ou préparer aux examens professionnels (Certificats d'Aptitude Pédagogique). Télévision d'état en France oblige, certains pays mettent en œuvre une radio télévision éducative qui n'aura qu'une audience limitée.

La décennie suivante va par contre correspondre à une période d'activité intense, avec l'arrivée de la troisième génération d'EDAL caractérisée par la mise en œuvre des moyens de communication de masse que sont la presse, la radio et la télévision.

Au cours des vacances d'été 1968, la Coopération Française anime, en Côte d'Ivoire, un programme d'enseignement à distance destiné aux élèves des classes terminales qui ont, fort nombreux, échoué à la session de juin du baccalauréat : c'est l'opération « Télé-Bac » qui rencontre un grand succès.

La communauté internationale est persuadée à l'époque que la diffusion des connaissances, grâce à la radio et à la télévision, va permettre une généralisation rapide de l'enseignement. Pour pallier l'absence de maîtres qualifiés, se mettent en place, comme au Niger, des dispositifs expérimentaux pour étudier des solutions alternatives dans le but d'atteindre la scolarisation universelle : radio et télévision apportent les contenus sur lesquels vont travailler les élèves encadrés par un moniteur.

C'est seulement en Côte d'Ivoire qu'une expérience de très grande envergure sera lancée en 1971, après deux ans d'études : le Programme d'Enseignement TéléVisuel ou PETV. C'est un bond spectaculaire du taux de scolarisation (de 20% à plus de 60%) qui se produit en moins de 5 ans cependant qu'un plan de formation des maîtres va concerner un effectif important (quelque 2000 élèves-maîtres en formation initiale pour la seule année 1976).

A part la formation continue des maîtres qui utilise la presse hebdomadaire et la radio, le PETV n'est pas réellement une action de formation à distance, mais il sera perçu comme tel lors de la période du reflux, qui aboutira, pour des raisons sociales plus que pédagogiques, à la fin du programme en 1982.

Dans le même temps, en 1970, l'Université Marien Ngouabi du Congo/Brazzaville met en place un service de formation à distance par

correspondance aux niveaux Deug, Licence et Maîtrise qui va rayonner sur les pays voisins. Le service s'arrêtera en 1990 à la fois pour des raisons budgétaires et à cause du non passage à l'EDAL de seconde génération (présentation indigeste des contenus sous forme de photocopiés reproduisant le cours présentiel.

C'est à nouveau une période de calme plat qui va suivre. Au Nord, on assiste à une forte évolution des environnements technologiques mis en œuvre et des logiques pédagogiques sous-jacentes : avec l'arrivée du micro-ordinateur, l'accent sera mis sur l'introduction de l'informatique à l'école (comme le plan informatique pour tous, ou IPT en France). Le continent africain ne sera pas concerné.

En 1990, l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie expérimente en Guinée, au Mali et au Sénégal une « Université d'Été » à distance pour la mise en œuvre d'une formation pour les professeurs de français de collège. Cette initiative va se développer et constituer une véritable relance de la formation à distance : en 1991, l'« Ecole Francophone d'été » va concerner 12 équipes nationales, des universités (Burundi, Cameroun, Congo, Niger, Sénégal,.. ), des départements ministériels (Centrafrique, Togo,..) ou encore des IPN (Gabon, Guinée, Mali, ... ).

En 1992, un plan majeur proposé par l'AIF est entériné par la Conférence des Ministres de l'Éducation tenue à Québec : il prévoit la formation de plus de 2000 spécialistes et la mise en place de politiques nationales en matière de formation à distance<sup>6</sup>.

Cette relance va souffrir des à-coups de programmation intervenant lors du Sommet francophone de 1993 : le plan majeur sera stoppé sans donner les résultats escomptés. Le programme « Ecole Francophone d'été » sera arrêté avant que les institutions de FAD qui l'ont mis en œuvre aient pu trouver les moyens de la pérennité de leurs actions.

Indépendamment de cette relance, quelques rares Etats vont créer ou développer leurs institutions nationales. C'est le cas à Madagascar où le Centre National de Télé-enseignement (CNTEMAD) ouvre en 1992 pour faire face à une situation difficile due à la crise de l'Université (3 années sans recrutement).

C'est ainsi après une nouvelle période de calme que se produit un nouveau temps fort, que nous constatons aujourd'hui. La société de l'information va toucher la sous région francophone : le « Réseau Africain de Formation à Distance ou Resafad en sera la première manifestation. Les centres de ressources multimédia vont ensuite se multiplier rapidement pour soutenir les programmes de quatrième génération.

Le développement rapide d'Internet va provoquer une nouvelle dynamique : les concepts de formation à distance, puis de formation

---

<sup>6</sup> Jean Valérien « Guide pour la préparation et la mise en œuvre de politiques nationales de formation à distance » ACCT 1993, édité en 1997

ouverte et à distance se substituent à celui plus restrictif d'enseignement à distance. De nouvelles pratiques se mettent en place, pour lesquelles le vocabulaire du monde de l'entreprise se confond pour partie avec celui du monde éducatif : l'« apprentissage flexible en réseau », l'« auto-formation », le « travail collaboratif » et le « e-learning »<sup>7</sup> deviennent les composantes du « knowledge management ».

Très influencée par la prégnance du modèle français, la formation à distance en Afrique francophone a ainsi une histoire faite d'une alternance de développements pilotes suivis de ruptures et de récessions. Les temps forts correspondent généralement à l'arrivée d'une innovation technologique marquant le passage d'EDAL d'une génération à la suivante. Mais globalement, à l'exception du PETV, le développement de la formation à distance n'a jamais atteint une dimension comparable à celle de l'Afrique anglophone ou à celle des autres continents.

---

<sup>7</sup> Le e-learning est défini précisément par la Commission Européenne dans son 6<sup>ème</sup> PCRD. C'est cette définition que nous considérons ici.



## II . L'Internet en Afrique

L'Afrique reste aujourd'hui le continent le plus défavorisé en matière de télécommunications et d'accès aux technologies de l'Information et d'Internet.

### **Infrastructures de l'information dans les pays d'Afrique Subsaharienne**

Le nombre de radios pour 1 000 habitants varie de 54 en Angola à 355 en Afrique du Sud,  
Le nombre de postes de télévision pour 1 000 habitants varie de 1 en Erythrée à 64 en Côte d'Ivoire,  
Le nombre d'ordinateurs pour 1 000 habitants varie de 1 au Burkina Faso à 27 en Afrique du Sud  
Le nombre de lignes téléphoniques pour 1 000 habitants varie de 1 au Niger à 41 au Botswana  
Le taux de 1 utilisateur d'Internet pour 5 000 habitants supporte difficilement la comparaison avec le taux mondial qui est de 1 pour 40 , et de 1 pour 6 en Europe et en Amérique du Nord.  
De plus, la majeure partie du million d'utilisateurs d'Internet sur le continent réside en Afrique du Sud.  
(source : Jensen, Unesco 1998 cité par la Banque mondiale).

Ce chapitre ne vise pas à refaire ou à paraphraser différentes études existantes sur ce sujet. Rappelons ici les travaux effectués par Mike Jensen<sup>8</sup>, cité ci-dessus, mais aussi ceux touchant plus à la francophonie du Sud, en particulier l'étude produite par Larry Press et le CIDIF sur la diffusion francophone de l'Internet ou le travail de recherche de Bernard Conte de l'Université de Bordeaux IV - Centre d'Economie du Développement, portant sur les indicateurs de développement de l'Internet en Afrique (IDIA). On trouvera des pointeurs sur ces documents et d'autres sources au début de l'annexe 4 de ce rapport.

Toutes ces études révèlent des tendances d'évolution prometteuses mais aussi des ruptures et de fortes inégalités, y compris entre pays du Sud. L'origine de ces différences tient à des contextes variés dans de nombreux domaines :

- économique : libéralisation des télécommunications, coûts des connexions ;
- juridique et politique : soutien fort ou réticence des pouvoirs politiques, réglementations ouvertes ou

<sup>8</sup> L'accès à l'Internet et aux ordinateurs s'est beaucoup amélioré dans les quatre dernières années depuis ce rapport. Cependant l'Afrique reste de loin la région la moins avancée dans ces domaines, et de grandes disparités persistent en matière de mesure de l'accès à la fois entre pays africains et entre zones urbaines et zones rurales

contraignantes, taxation forte ou faible des matériels et logiciels importés ;

- ou encore éducatif : existence ou non de formation locale de compétences de bon niveau dans le domaine de l'Informatique, des réseaux et de leurs usages.

Seule l'évolution conjointe de ces critères dans un sens positif peut favoriser le décollage de tel ou tel pays. C'est ce à quoi on assiste aujourd'hui au Sénégal ou la conjonction de ces divers éléments crée un contexte favorable.

Une autre caractéristique qui ressort est une appropriation spécifique et des formes d'usages de ces technologies. Un des points les plus marquants est probablement celui d'un usage en communauté, alors que celui-ci est plus individualisé au Nord. Ce qui signifie aussi que les chiffres constatés au Sud peuvent recouvrir des réalités différentes.

Notre étude se limitera à décrire les ressources africaines en ligne ou celles consacrées en totalité, ou pour une large part, à l'Afrique sub-saharienne, alors que les pratiques des internautes africains sont mondialisées. Ainsi, dans le secteur éducatif, la consultation des milliers de sites consacrés à l'éducation dans les pays du Nord est désormais possible pourvu que l'on possède un accès Internet, alors que l'accès à la documentation papier était beaucoup plus difficile. Le problème de la distance est partiellement aboli, même si l'accès au confort du haut débit ou de la permanence de la connectivité reste limité pour l'utilisateur de base et si le coût associé en est plus élevé que pour un étudiant d'un pays développé.

Nous considérons que ces ressources en ligne, si elles ne sont pas accompagnées de services (tutorat, forum, etc.) ne constituent pas cependant des offres pertinentes de formation, même si elles peuvent être utiles pour compléter ou enrichir telle ou telle acquisition de connaissance.

La participation africaine à cette (r)évolution numérique est en progression rapide et se traduit par un foisonnement des idées, des échanges et des projets. Cependant elle est souvent plus le fait d'individus ou de petits groupes que des institutions.

Une bonne idée de cette évolution est donnée par exemple sur un portail récent : **www.Mbolo.com**, « Le guide du web africain » qui recense fin 2001, 4500 sites africains. Les services marchands y tiennent le haut du pavé (entreprises, publicité, culture et société, e-commerce, etc.), et l'éducation reste le parent pauvre.

En Afrique subsaharienne plus qu'ailleurs, l'éducation et la formation accusent un retard certain par rapport à d'autres secteurs d'activités

Parmi les sites spécialisés en matière de Formation à distance, nombreux sont les centres de ressources. L'un des plus consultés est sans conteste le journal électronique THOT<sup>9</sup> édité par Cursus avec l'aide de l'AIF : il présente ses informations sur la formation à distance chaque semaine à plus de 12 000 lecteurs.

Il publie un certain nombre de répertoires sur :

- les sites de formation à distance ;
- les plates formes de e-formation ;
- les services d'accompagnement scolaire par Internet ;
- les outils d'évaluation ;

et plus de 4 000 des informations déjà publiées sont archivées.

On trouvera en Annexe IV.2 un sommaire de ce journal en ligne.

Il existe un très gros effort pour créer des centres de formation à distance ou des campus numériques dans les universités. Les ONG sont très présentes. Des centres communautaires multimédia ouvrent en dehors des structures institutionnelles. Ce mouvement, qui s'apparente à de nouvelles bibliothèques (virtuelles) ou qui esquissent une approche vers un portail de la connaissance, favorise l'apprentissage libre. Peu à peu s'organise une sorte de maillage, à même d'offrir un point d'appui, voire un soubassement à de nouvelles actions éducatives.

Certes, les utilisateurs de cours en ligne sont encore assez peu nombreux, mais la situation en Afrique francophone n'est pas fondamentalement différente de celle qui prévaut chez les plus grands opérateurs mondiaux de formation à distance. En Thaïlande ou en Chine, c'est encore sur des supports papier que se fait la transmission des connaissances dans les grandes universités ouvertes.

Avec moins de 0,5 % de sa population connectée, l'Afrique accuse un grand retard en matière d'utilisation de l'Internet. La situation actuelle est caractérisée par une insuffisance des infrastructures qui entraîne la faiblesse des débits, et par un coût élevé des connexions, ce qui explique le petit nombre d'utilisateurs, leur localisation dans les capitales et les métropoles économiques et l'utilisation de moyens de

---

<sup>9</sup> <http://thot.cursus.edu>

connexion principalement communautaires et rarement individuels.

Selon un rapport de Mike Jensen, il y aurait actuellement 38 pays africains avec plus de 1000 abonnés, 19 pays ont plus de 5000 abonnés et 11 pays plus de 20.000. Un seul pays se situe dans la tranche élevée : Maurice. Trois viennent ensuite avec moins de 20 000 abonnés : la Côte d'Ivoire, Madagascar, et le Sénégal.

La communauté internationale se mobilise pour réduire ce que l'on appelle la fracture numérique, et l'aide à l'Afrique est l'un des trois points inscrits à l'ordre du jour du prochain sommet du G8 programmé au premier semestre 2002 au Canada.

La conférence Africa 2001 de l'Union Internationale des Télécommunications propose de propager l'accès à l'Internet en privilégiant le monde de l'éducation. L'objectif est de passer la barre de 1% des Internautes en 2005 . Il est envisagé que tous les lycéens aient accès au net en 2006 et tous les écoliers du primaire en 2011. Sans doute faut-il tempérer ce volontarisme, en recherchant de façon réaliste comment les TIC et l'Internet peuvent contribuer au doublement programmé dans les 10 ans à venir des effectifs des systèmes éducatifs africains à chacun des niveaux, en respectant la limite des possibilités de financement national et international, et sans pour autant affecter l'équilibre des coûts unitaires par apprenant et par an.



### **III . L'OFFRE DE FORMATION A DISTANCE EXISTANTE**

L'offre existante comporte à la fois des formations relativement anciennes, qui sont essentiellement des formations par correspondance, et un premier ensemble de formations plus récentes, accompagnées par l'Internet.

A une présentation par pays, fastidieuse à cause des redites, nous avons préféré une triple exploration, l'une centrée sur les opérateurs et/ou les institutions, une autre axée sur les publics visés, une dernière enfin menée au travers d'une promenade dans les sites africains de plus en plus nombreux sur la toile.

#### **3.1. Les Enseignements des études précédentes**

C'est un bilan sévère que dresse Régine Thomas dans l'étude réalisée pour le Groupe de travail ADEA sur l'Enseignement supérieur en 1997.

A l'exception de Madagascar et de Maurice, il n'y a pas de véritables politiques nationales en matière de FAD et la majorité des expériences en cours d'exécution sont menées de façon plus ou moins ponctuelle, aléatoire, voire improvisée, souvent en ordre dispersé, sans véritable planification ni coordination. La plupart visent en effet à répondre de façon conjoncturelle à certains besoins spécifiques et limités de formation. Beaucoup font figure de pratiques au coup par coup et d'expérimentations sans lendemain.

Les méthodologies et les médias utilisés font que la majorité des programmes s'apparentent à ceux de la seconde génération. Les publics prioritaires sont les maîtres du premier degré et les directeurs d'école, les professeurs du secondaire, et la formation initiale universitaire à Djibouti et à Madagascar. La seule opération d'envergure est celle du Centre de télé-enseignement de Madagascar (CNTEMAD).

Mais déjà se manifestent les prémices de l'arrivée des TICE avec la création de l'Université Virtuelle Africaine (UVA) par la Banque Mondiale, le Projet d'Université Virtuelle Francophone (UVF) de l'Agence Universitaire de la Francophonie, ou encore l'initiative Resafad de la Coopération Française.

L'étude recense les difficultés qui expliquent le retard de l'Afrique francophone par rapport à l'Afrique Anglophone et aux autres continents : absence de réelle politique nationale, manque de planification et d'organisation rigoureuse des

activités, absence de véritable formation des acteurs de la FAD, manque de concertation entre les différentes institutions au niveau national, communications difficiles (faiblesse des circuits postaux, réseau routier précaire, manque de liaisons téléphoniques ...), peu ou pas d'autonomie financière accordée aux Institutions, faiblesse des procédures d'évaluation, absence d'encouragement des pouvoirs publics, non reconnaissance des validations.

Mais déjà des facteurs positifs sont mis en avant pour un renouveau et un développement attendu de la FAD : le contexte de réforme profonde dans lequel se trouvent plongées les universités africaines, la récente prise de conscience de certaines autorités politiques et éducatives sur les enjeux de la société de l'information, la progression de l'accès à INTERNET en Afrique, l'existence de projets majeurs.

Un résumé de cette étude est donnée en annexe 2.

### **3.2. Exploration de l'offre en fonction des opérateurs**

Nous aborderons successivement :

- les opérateurs nationaux de FAD, entièrement dédiés à la FAD ou à fonctionnement bimodal ( présentiel et à distance) ;
- les projets sous-régionaux africains ;
- les programmes menés en coopération avec les agences d'aide à l'éducation ;
- les programmes menés en coopération avec le secteur privé.

#### **3.2.1. Les Institutions nationales**

L'université à distance de Madagascar, le Centre National de Télé - enseignement ou CNTEMAD , constitue l'unique exemple d'envergure représentatif d'opérateur public entièrement dédié à la FAD.

Le plus souvent en effet, les opérateurs nationaux ont un fonctionnement bimodal, délivrant à la fois des formations présentielle et des formations à distance.

C'est, par exemple, le cas de plus en plus d'Universités (Collège Polytechnique Universitaire de Cotonou, Université de Ouagadougou) et de nombreux IPN (Bénin, Guinée, Burkina...)

## Université de l'Île Maurice

4 722 étudiants sur les 5 471 que compte l'Université de Maurice suivent une partie de leur formation à distance, sous forme de modules équivalant chacun à 45 heures d'études (1020 en mathématiques, 1396 en informatique, 590 en économie, 35 en travail social, 286 en sociologie et 34 en gestion de la zone côtière sont disponibles)

C'est presque toujours le cas des Instituts Pédagogiques Nationaux ayant en responsabilité la formation continue des enseignants comme l'INFRE au Bénin ou l'IPB du Burkina, qui dispensent à l'intention des enseignants des cours par correspondance pour la préparation des examens professionnels en complément de sessions présentielles.

### INFRE (Bénin)

L'Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (INFRE) du Bénin, implanté à Porto Novo propose en 2001/02 trois formations continues à distance au public enseignant. Il s'agit de formations par correspondance. Seules les deux premières sont gratuites.

#### Mise à niveau des Inspecteurs de l'Enseignement Primaire

Créé en 2001, elle concerne 124 Inspecteurs.

Une augmentation indiciaire récompense le succès à l'évaluation finale.

#### Préparation au Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) :

Mise en place depuis une dizaine d'années, elle s'adresse aux instituteurs non titulaires, aux enseignants du privé et aux normaliens en échec. Elle concerne chaque année quelque mille apprenants nouveaux. L'effectif est de 2467 en 2001.

#### Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Conseiller Pédagogique CAFCP

Mise en place en 2001, cette formation s'adresse à 1300 instituteurs  
coût de la formation : 20.000CFA payés par les candidats

### 3.2.2. Programmes sous-régionaux africains

Les deux programmes sous-régionaux de formation à distance les plus suivis sont ceux proposés par l'Institut Africain pour le développement Economique et Social ou INADES et par l'Institut Panafricain d'Economie Coopérative. Ils concernent la formation professionnelle.

Tous les deux délivrent des contenus africains.

L'ISPEC bénéficie toutefois de la Coopération Québécoise : le Développement International Desjardins (DID) assure la promotion d'un programme de formation à la gestion des coopératives d'épargne et de crédit.

## **Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative ISPEC Siège à Cotonou Bénin**

Pays participants : Bénin, Burkina, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo,  
Partenaires : CRDI, Université de Sherbrooke, MRQI, AIF.  
En dehors des Formations à temps plein (Diplôme d'Etudes Supérieures en économie coopérative et Diplôme d'Etudes Supérieures en développement coopératif, reconnu par le CAMES), une formation à distance est proposée dans une dizaine d'antennes nationales (pays participants) relayées par 4 centres régionaux (République Démocratique du Congo, Togo, Cameroun, Sénégal et Madagascar à venir) qui contrôlent l'activité des antennes.  
Des supports écrits (« cahiers ») sont transmis aux antennes qui les multiplient et les distribuent aux apprenants et 2 ou 3 « sessions de rencontre » sont organisées, suivies d'une évaluation.  
Formation « Coopératives » :  
Mise en place en 1993, formation étalée sur 3 mois ( 60 heures)  
s'adresse aux membres des coopératives  
Coût de l'inscription : 7 500 FCFA.  
1300 personnes ont reçu une attestation de l'ISPEC depuis 1974  
Formation «Microfinance » :  
Mise en place en 1996 en partenariat avec le Projet d'Appui Mobilisation Epargne (PAMEF)  
s'adresse aux employés des réseaux d'épargne  
études étalées sur 11 mois ( 90 à 120 heures)  
Coût des études : de 150.000 à 250.000 CFA (varie selon les antennes)  
400 personnes ont été certifiées ISPEC depuis 1996  
[ispec@intnet.bj](mailto:ispec@intnet.bj)

### **3.2.3. Programmes conduits en coopération et en partenariat avec l'aide bilatérale**

Nombre de programmes relèvent d'initiatives émanant de coopérations bilatérales.

Nous en donnerons quelques exemples.

#### **programme CÆRENAD initié par la Coopération Canadienne**

CÆRENAD, Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance, est un programme de coopération et de développement international au niveau de l'enseignement supérieur qui réunit six institutions universitaires partenaires (Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Île Maurice et ENS du Sénégal), financé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI-CIDA).

CÆRENAD permet aux partenaires de mettre en commun et de développer conjointement des formations dans les quatre champs qu'ils ont identifiés comme prioritaires : la formation des maîtres, l'administration (en éducation et dans

les petites et moyennes entreprises), l'environnement et la communication.

La TELUQ (Télé Université du Québec) joue le rôle de leader dans toutes les étapes de préparation et de mise en œuvre du programme.

### **programme Resafad initié par la Coopération Française**

Le Ministère français des Affaires Etrangères a, dès 1996, proposé à ses partenaires naturels que sont les Ministères de l'Éducation de conduire en commun une réflexion-action sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour l'éducation et la formation.

Ainsi est né RESAFAD, Réseau Africain de Formation à Distance, qui a pour objectif principal la formation de cadres nationaux à l'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation en vue de contribuer à développer et/ou à conforter une expertise nationale en ce domaine.

Certaines Universités africaines délivrent aujourd'hui des cursus spécialisés en informatique sanctionnés par des maîtrises, des DEA et des diplômes d'ingénieurs : elles forment ainsi des spécialistes reconnus dans le domaine des Technologies de l'information. Par contre il n'existait pas de formation de seconde compétence à même d'apporter aux cadres et agents des départements ministériels ayant en charge l'éducation et la formation les compléments de formation pour qu'ils puissent exercer plus efficacement leurs responsabilités, en ayant notamment recours aux TIC.

Pour répondre à ce besoin identifié, Résafad a implanté des centres de ressources multimédia interconnectés via l'Internet dans les capitales des pays partenaires : Burkina Faso, Guinée, Mali, Togo depuis 1997, Bénin à partir de janvier 1999, et plus récemment, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mauritanie et Sénégal, cependant qu'une base arrière est installée à Paris. Chacun des centres nationaux constitue la tête d'un réseau national.

### **programme conduit avec la Coopération Belge**

La Faculté de Droit de l'Université de Mons, en collaboration avec une association dont le siège se trouve à Kigoma AHADI, vient de lancer, en septembre 2001, un projet de baccalauréat en Droit à distance pour la population de la région des grands lacs et plus particulièrement pour les réfugiés francophones rwandais, burundais et congolais en Tanzanie. Le nombre d'étudiants est limité à quatre vingt.

Des supports écrits sont utilisés avec un appui local par des tuteurs.

### **programme conduit avec la Coopération Suisse**

L'université de Genève a initié le projet « universante » regroupant des experts en santé publique, en éducation médicale et en technologies éducatives des Universités de Genève, Beyrouth, Monastir et Yaoundé. Ce projet s'inscrit dans l'effort de la Francophonie pour stimuler la présence francophone sur la toile.

L'objectif est de mettre en réseau des étudiants et des enseignants de ces différents pays autour d'un objet commun : la formation en santé publique.

### **3.2.4. Programmes conduits en coopération et en partenariat avec le secteur privé**

Parmi les initiatives d'offreurs privés de formation, délivrant des certifications, le plus souvent avec des modalités hybrides, accompagnés par les TIC et Internet, citons les certifications « informatiques » proposées par Cisco, Microsoft, Oracle,...

L'Académie Cisco, par exemple, dispense une formation aux personnes ressources chargées de concevoir, réaliser et maintenir des réseaux informatiques.

#### **Académie Cisco au Burkina Faso**

Créé en partenariat avec l'Université de Ouagadougou  
S'adresse aux professionnels et aux étudiants.  
Coût 400 000 FCFA pour une formation étalée sur 6 mois minimum  
Cours et évaluation en ligne  
Un serveur Cisco Network Academy Management Server assure l'enregistrement des Académies, des formateurs et des apprenants.  
6 Académies locales créées, 18 instructeurs formés, 40 inscrits en session de longue durée

### **3.2.5. Programmes conduits avec la Coopération multilatérale Francophone**

#### **l'AIF/INTIF**

L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie a, de 1996 à 1999, initié de nombreux programmes de formation à distance, portant sur la formation des agents du système éducatif, sur les renforcements des compétences FAD au sein

des Administrations centrales, sur l'équipement des instituts et centres de ressources, sur l'application de la méthodologie FAD à des projets de formation professionnelle.

Au cours du biennium 2000/01, elle a décidé de réorienter sa politique, de ne plus s'impliquer dans la formation des enseignants, et de supprimer les actions de terrain au bénéfice du renforcement des approches visant l'analyse, l'élaboration et l'appui aux plans nationaux de formation à distance.

Seules subsistent quelques formations, comme celle destinée aux formateurs et agents de l'alphabétisation, mais elles sont en voie d'achèvement.

Par ailleurs l'AIF développe une politique d'implantation de centres de ressources dédiés à la formation aux nouvelles technologies, les LABTIC, qui est accompagnée d'ateliers de formation intensive d'une semaine visant à former des compétences locales pour supporter ces dispositifs. Ces formations sont régulièrement associées avec le programme de formation d'experts réseaux et Web de l'Internet Society

### **l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)**

L'AUF, au titre de son programme « Nouvelles technologies et appropriation des savoirs » prend appui sur son réseau de « Campus numérique » (4 Campus régionaux implantés à Dakar, Yaoundé, Bujumbura et Antananarivo, de 6 Campus nationaux implantés au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Tchad, et bientôt au Togo,) et des Centres d'Accès à l'Information (ex points Syfed).

Elle propose un programme de plus en plus étoffé de formations diplômantes et fait état, pour l'année 2001/2002 et pour l'Afrique des chiffres de fréquentation suivants :

- consultants inscrits 33 710 ;
- interrogation Banques de Données 5918 ;
- articles commandés 16 445 ;
- abonnements à l'Internet 6 134 ;
- connexions 978 000 ;
- messagerie électronique 4 954 000 ;
- accès portail 481 000.

### **Principales formations diplômantes de l'AUF**

#### Biotechnologies végétales

Diplôme Universitaire de Troisième cycle

5 promotions de 50 personnes de 1993 à 1998

Supports pédagogiques : cassettes vidéos, livrets

#### Maladies parasitaires et tropicales

Diplôme universitaire de 3ème cycle, en partenariat avec Paris VI et le CNED.  
8 promotions de 50 titulaires d'un doctorat en médecine entre 1992 et 2000  
Taux moyen de réussite : 57%.  
Une nouvelle formation à distance sur les maladies tropicales, de niveau second cycle et utilisant les nouvelles technologies est en préparation avec l'Institut Francophone de Médecine Tropicale (IFMT, Laos) avec l'aide du Fonds francophone des inforoutes (FFI). La RDC et la Côte d'Ivoire sont partenaires du projet.

Droits fondamentaux.

5 promotions de 45 personnes (étudiants mais aussi de plus en plus avocats, membres d'ONG, magistrats...) entre 1990 et 2000. 75 % des apprenants originaires d'Afrique.  
Diplôme interuniversitaire de 3ème cycle délivré par les universités de Nantes et de Paris X Nanterre. Taux de réussite de 80 %  
La formation vient d'être portée entièrement sur Internet et sur cédérom avec un contenu renouvelé à 40%. La formation est relayée par la création d'une revue électronique scientifique international de l'environnement.  
4ème promotion de 45 personnes en cours.  
Diplôme de 3ème cycle délivré par l'Université de Limoges. Taux moyen de réussite de 65 %  
Supports pédagogiques : vidéos, livrets, cédérom et recueil de traités.

DESS UTICEF (utilisation des TIC dans l'enseignement et la formation)  
Diplôme délivré par l'Université Louis Pasteur (Strasbourg 1).  
Regroupement d'une semaine en début de formation, suivi cursus sur internet.  
Formation d'enseignants appelés à devenir les "cadres supérieurs" de la FAD.  
Seconde promotion de 35 enseignants (du Sud) en cours  
Consortium pédagogique réunissant outre l'ULP, les universités de Mons (Belgique) L'Institut supérieur de documentation (Tunis), l'ENS et l'ESP (Dakar).

Une licence professionnelle sur les métiers de l'Internet sera proposée à la rentrée 2002  
Système hybride présentiel-à distance dans un premier temps.  
Partenariat Paris V - Universités de Douala et Yaoundé - UCAD - Université Nationale du Bénin - INSAT Tunis - ESP Antananarivo.

L'AUF est partenaire de l'initiative « Campus numérique français » qui associe universités du Nord et du Sud et va offrir 5 ou 6 nouvelles formations.

### **3.2.6. Programmes initiés par les autres coopérations internationales**



## **Le groupe Banque Mondiale**

Initiée par la Banque Mondiale, l'Université virtuelle africaine (UVA) est un programme d'enseignement à distance utilisant la transmission par satellite, orienté, pour l'essentiel, vers les formations scientifiques et techniques.

Une phase pilote de l'UVA a débuté en juillet 1997 et a permis de tester et valider le concept d'université virtuelle. Depuis le début de sa phase pilote, l'UVA a transmis plus de 2000 heures de cours à plus de 9 000 étudiants dans toutes les régions de l'Afrique sub-saharienne.

Actuellement, l'UVA travaille avec 22 universités partenaires de 15 pays d'Afrique subsaharienne dont 7 francophones (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Mauritanie, Niger, Rwanda et Sénégal). C'est maintenant un projet indépendant de la Banque Mondiale

Au total, l'UVA a diffusé environ 3 500 heures de programmes pour 24 000 inscrits. Elle a procuré 1000 ordinateurs répartis entre les différents centres et donne accès gratuitement au courrier électronique. Elle propose une bibliothèque digitale incluant 20 000 journaux et périodiques. Ces différents services se traduisent par une fréquentation très grande du site UVA ( un peu plus d'un million de consultations par mois).

### **Les formations offertes par l'UVA**

Des cours sont offerts régulièrement dans les disciplines suivantes :

- Formations pré-universitaires ;
- Bureautique et technologies de l'information ;
- Langues ;
- Formation professionnelle des cadres d'entreprises (gestion et, management) ;
- Formation des enseignants ;
- Formation des journalistes.

Cours Francophones actuellement diffusés

- Langues Crossroad Café ;
- Algorithme et Programmation ;
- Structure Interne de l'ordinateur ;
- Séminaire sur le Marketing et PME.

L'UVA prépare actuellement sa phase opérationnelle au cours de laquelle elle offrira des formations diplômantes dans trois disciplines d'étude :

- informatique ;
- génie informatique
- génie électrique

Dans le cadre du Programme « Global Development Learning Network », la Banque Mondiale et l'Institut de la Banque Mondiale ont créé dans de nombreux pays un « Centre d'Education à Distance » ou CED (Site web : [www.gdln.org](http://www.gdln.org))

Trois pays d'Afrique francophone sont pour l'instant concernés : le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

### **Les formations à distance du CED du Bénin**

Statut : Association régie par la loi 1901.  
Moyens financiers : Banque mondiale, prestations.  
Le Centre est hébergé par l'Institut National d'Economie (INE).  
Une salle de vidéo conférence équipée VSAT, une salle de formation de 15 postes de travail.

Formations accessibles en ligne avec CD d'appui :  
- Cours de développement professionnel de la banque mondiale (réduction de la pauvreté, développement).  
S'adresse aux décideurs politiques, opérateurs économiques, responsables d'ONG et de projets, bailleurs de fonds etc.  
sanction : attestation CED.  
Coûts : varie en fonction des institutions et des partenariats.  
- DESS Gestion de la micro entreprise  
Même public.  
sanctions : DESS Canada  
Coûts de la formation : 2.500.000CFA

La CNUCED, organise une session de formation à Distance (E-Concurrence) en collaboration entre le programme TrainForTrade et le programme de renforcement des capacités en matière de concurrence et de protection des consommateurs.

Ce séminaire concerne actuellement le Bénin, le Burkina Faso et le Mali

### **3.3. Exploration de l'offre en fonction des publics visés**

Nous envisagerons successivement :

- la formation diplômante (diplômes généraux) ;
- la formation débouchant sur une certification professionnelle ;
- la formation post universitaire ;
- le perfectionnement professionnel des enseignants ;
- la formation d'autres publics.

#### **3.3.1. La formation diplômante (diplômes généraux)**

Les formations initiales, au niveau pré-universitaire, sont peu nombreuses et peu importantes, alors qu'elles sont beaucoup plus largement répandues dans d'autres régions du monde (Asie, Amérique de Sud, Russie, etc.).

En Côte d'Ivoire subsiste une formation par correspondance préparant les apprenants isolés au baccalauréat, délivrée par le Centre de Para-Télé Enseignement (CNPTE), relevant de la Direction de l'Enseignement du second degré<sup>10</sup>.

Par contre, les formations sont plus nombreuses au niveau de l'enseignement supérieur et de nombreux exemples illustrent une offre de formation académique, qui tend à prendre une dimension de plus en plus professionnalisante :

- les universités nationales sont de plus en plus nombreuses à disposer d'une unité de formation à distance (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ile Maurice, Sénégal) ;

- la Guinée Equatoriale abrite à Bata et à Malabo une antenne de l'Université Nationale d'Education à Distance (UNED) d'Espagne, qui forme les étudiants dans les domaines du Droit, de l'Economie, Administration et Direction d'entreprise, de Philologie, de Politique et Sociologie et de Sciences de l'éducation ;

- à Djibouti, la formation initiale académique et professionnelle des professeurs scientifiques de collège (soit deux cohortes de 12 inscrits par an), est conduite à distance

---

<sup>10</sup> Il est prévu que le CNPTE soit intégré dans un Centre Ivoirien d'Enseignement à Distance ou CIED dont la mise en œuvre est envisagée depuis plusieurs années

en partenariat avec une université française (Besançon). Par ailleurs certains diplômes sont également suivis à distance en formation initiale avec l'Université de Franche-Comté ;

- la formation en économie et gestion délivrée par le CNTEMAD (Centre National de Télé-Enseignement de Madagascar), seule université de plein exercice entièrement dédiée à la FAD, disposant d'un statut d'Etablissement public à caractère industriel et commercial, accueille actuellement quelque 7 000 inscrits, soit 25% des effectifs des étudiants de l'ensemble des 6 universités et des établissements d'enseignement supérieur à Madagascar.

### **CNTEMAD**

Le CNTEMAD : une formation à distance plus professionnalisante qu'académique.

Le CNTEMAD offre une solution aux demandes qui ne peuvent être satisfaites par le système présentiel et joue un rôle actif dans le recyclage des travailleurs et cadres des provinces autonomes.

En 2001, les inscrits ont accès à 23 centres régionaux où ils trouvent de bonnes conditions de travail ( documentation, tutorat, etc.).

L'enseignement, basé sur des cours photocopiés fractionnés en 9 envois et accompagnés chacun d'exercices pratiques corrigés, est complété par :

- des devoirs de synthèse aux 3<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> envois avec des corrigés-types ;
- un galop d'essai : les matières fondamentales font l'objet de galop d'essai dont les sujets sont traités en salle dans les mêmes conditions que celles des examens finaux. Il concerne les envois 1 à 6, les résultats étant pris en compte pendant la délibération avec les résultats de l'examen final ;
- la diffusion de cassettes-Audio pour écoute collective au niveau des centres régionaux ;
- une bibliothèque spécialisée disponible dans chaque centre régional ou confiée à des organismes disposant d'une infrastructure adéquate ( Alliance Française, Bibliothèque Municipale ou Universitaire, etc.)
- des exercices complémentaires ( sujets et corrigés ) ;
- une formation en informatique obligatoire en 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années ;
- depuis l'année 1998, certaines matières fondamentales font l'objet d'émissions radiophoniques nationales et/ou régionales pour le 2<sup>ème</sup> Cycle. Ces émissions remplacent les regroupements.

Le CNTEMAD a accueilli en 2000/2001 quelque 7000 inscrits : 2813 en droit (dont 839 travailleurs), 2616 en Gestion (dont 703 travailleurs), 1284 en formations professionnalisantes (dont 381 travailleurs) et 291 en capacité pré-universitaire ( dont 144 travailleurs).

Avec l'aide du CNED et le concours du Fonds Francophone des Inforoutes géré par l'AIF, l'introduction des matières professionnalisantes oriente les formations CNTEMAD vers un plus professionnel et différencie totalement les formations en deuxième cycle CNTEMAD de celles des universités intra-muros.

En 2001/02, CNTEMAD ouvre un deuxième cycle en informatique, avec un tutorat en ligne, organisée en partenariat avec le CRA-CNAM de la Réunion.

Le pourcentage des abandons à l'issue de la première année varie entre 57 et 67 % pour les 4 premières générations d'apprenants CNTEMAD (le même rapport varie entre 29,7 et 47,4 % durant l'année universitaire 1996/1997 au sein des universités traditionnelles).

La première année constitue ainsi une année test d'intégration ou non de l'apprenant au système de formation à distance. Le taux d'abandon chute notablement au fur et à mesure que le niveau de formation augmente : en 1998/99, le taux de réussite à l'examen CNTEMAD atteint 77% des étudiants inscrits en 5<sup>e</sup> année.

Les sortants se placent facilement sur le marché du travail.

Le CNTEMAD se prépare à l'utilisation des TIC.

### **3.3.2. La formation débouchant sur une certification professionnelle**

Citons quelques programmes significatifs :

Le Collège Polytechnique Universitaire (CPU) du Bénin assure des formations diplômantes à distance pour répondre aux demandes exprimées par les opérateurs économiques. Depuis 1995, par correspondance, il prépare au Diplôme Universitaire de Technologie en Génie Civil, Hydraulique, Electronique, Mécanique et Sciences Agricoles.

L'EBAD de Dakar propose une formation à distance pour les documentalistes.

Dans le domaine agricole, l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES), a créé un organisme indépendant non confessionnel, INADES-FORMATION. Présent dans 10 pays, il offre par correspondance et regroupements des cours d'apprentissage agricole, un cours de gestion de petits projets, un cours pour l'initiation au développement. Sa nouvelle perspective est d'intégrer les nouvelles technologies.

Son site, à Abidjan, est abrité par l'Agence Universitaire de la Francophonie.

#### **INADES**

L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social est présent dans 8 pays francophones : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo Démocratique, Côte d'Ivoire, Rwanda, Tchad, Togo.

Son siège est à Abidjan

L'Institut a été fondé en 1962 par les Pères Jésuites. En 1977, il a donné naissance à INADES-Formation, sans attache confessionnelle.

INADES-Formation délivre des formations destinées au milieu rural : sous des formes variées : correspondance, regroupements, accompagnement des dynamiques organisationnelles paysannes. Il produit du matériel pédagogique et gère un centre de documentation.

Il existe une importante bibliothèque en ligne.

Au Burkina Faso, Les formations à distance concernent essentiellement la correspondance

- un cours d'apprentissage agricole (livrets en français et en langues nationales) ;
- un cours de gestion des petits projets (en français, BEPC exigé) ;
- un cours relatif à l'autoformation rurale.

L'abonnement annuel est de 25 FF par an pour 9 livrets comprenant cours, exercices et devoirs à envoyer, regroupements (3sessions de suivi sur le terrain). Il existe, en 2001, au Burkina 5000 abonnés (4000 en apprentissage agricole et 1000 en gestion de petits projets).

Environ 500 nouveaux inscrits chaque année, et un taux d'abandon de l'ordre de 25%.

Au Cameroun, savoir lire et écrire est nécessaire aux paysans regroupés dans des associations, aux agents de développement, aux responsables de projet pour s'inscrire à un cours de trois modules (les organisations paysannes, la formation des agents de développement, les minorités autochtones), d'une durée de 3 mois à 2 ans, pour un coût total de 150FF (3 versements de 50 FF). Ce cours vise à un renforcement du pouvoir paysan pour permettre aux ruraux de participer à la construction d'une société civile forte.

Les formations par correspondance sont identiques à celles proposées au Burkina, mais les effectifs sont en diminution (un peu plus de 2000 en 1998, guère plus de 300 en 2000).

L'éloignement des populations, l'absence de téléphone, le manque d'expertise en matière de TIC ralentissent l'arrivée du courrier électronique dans les échanges entre les apprenants et les tuteurs.

A l'intention des acteurs des entreprises coopératives, l'Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative (ISPEC), basé à Cotonou (Bénin), délivre dans 14 pays, via une dizaine d'antennes et 4 centres régionaux (Zaire, Togo, Cameroun et Sénégal), une formation à distance par correspondance et regroupements dans le domaine des coopératives (organisation, gestion, comptabilité) et, en liaison avec le Projet d'Appui Mobilisation Epargne (PAMEF), dans le domaine de la micro finance.

### **3.3.3. La formation continue post-universitaire**

Elle s'adresse aux cadres (employés de banque, médecins, etc.) en exercice pour leur apporter un perfectionnement professionnel.

- par exemple la Coopération Canadienne a initié le projet FORST en Santé du travail en Afrique francophone pour les médecins en exercice du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Guinée et du Maroc. Cette formation repose sur un programme d'auto-apprentissage supporté par courrier électronique et téléphone, avec regroupements.

### **Formation postuniversitaire des médecins : FORST**

Public : Médecins spécialisés en santé au travail

**FORST I** a été initié par le Canada en 1997 pour une durée de trois ans.

Pays bénéficiaires : Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée, Maroc

Partenaires : CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International), CIST (Commission Internationale de Santé au travail), Université McGill, Universités de Lille et de Strasbourg.

Programme d'auto-apprentissage supporté par courrier électronique, téléphone et regroupements. Transmission de photocopies, échange de devoirs, corrections par courrier électronique. Regroupements en sessions intensives de deux à trois semaines de travaux pratiques animés par les missionnaires des universités partenaires.

Sanction : Maîtrise en Sciences (MSc) de l'Université McGill.

Coût des études : 8.000.000CFA par personne sur 3ans, financé par FORST I Canada.

Effectifs : promotions de 10 à 15 (une seule promotion de 13 au Bénin)

Le projet se termine.

Lui succède un **FORST II**, calqué sur FORST I, piloté par le Bénin en association avec les universités de Tours, de Bruxelles et de Liège (prestations offertes à titre gracieux jusqu'à présent)

Pays bénéficiaires : Bénin, Togo, Cameroun, Gabon et Côte d'Ivoire.

Effectifs au Bénin : Une promotion de 15 personnes recrutée en 2000.

Sanction : un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en santé au travail de la Faculté de médecine de Cotonou est à instituer en remplacement du MSc de McGill.

Les problèmes de pérennité à l'échéance du financement canadien ne sont pas encore entièrement réglés (coût des études : à chiffrer, recherche de modalités de financement (bourses, subventions).

- le projet « Formation en santé publique sur les inforoutes francophones » (Universanté), initié par la coopération suisse et soutenu par le Fonds Francophone des Inforoutes, s'adresse aux experts en santé des universités de Genève, de Beyrouth, de Monastir et de Yaoundé .

### **3.3.4. Le perfectionnement professionnel et la formation continue des enseignants et des agents de l'éducation.**

La formation continue des enseignants à distance a constitué longtemps une priorité de la FAD en Afrique francophone. Ce secteur, confié aux directions des Ministères ou aux Instituts Pédagogiques, n'a guère évolué et ce qu'il en reste aujourd'hui est basé sur l'utilisation de supports écrits. Plus qu'aux enseignants, la priorité de ces dernières années a concerné les agents de supervision pédagogique (Inspecteurs, Directeurs d'Ecole, Chefs d'Etablissement).

L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF) a ainsi mis fin à la formation des enseignants de français du secondaire (2 700 professeurs de collège de 7 pays ), mais apporte une contribution au programme de formation des chefs d'établissement mis en œuvre par l'AFIDES<sup>11</sup>

#### **AFIDES**

Les activités de formation ont à ce jour concerné quelque 500 chefs d'établissement (Sénégal) et directeurs d'école (Bénin, Burkina Faso, Sénégal).

Sont en formation cette année 70 directeurs au Bénin, une centaine de chefs d'établissement et directeurs au Sénégal

Le matériel de formation en cours d'emploi utilisé est celui développé par l'AIF

<http://www.afides.qc.ca/fad/intro.html>

L'Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) de Côte d'Ivoire met en œuvre, en partenariat avec l'Université du Québec à Trois Rivières, des formations à distance en direction des gestionnaires et chefs d'établissement.

Le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Togo, dans le cadre de l'initiative RESAFAD initiée par la Coopération Française, ont mis en œuvre un programme de formation des directrices et directeurs d'école. Plus de 6 000 directeurs ont été formés à ce jour. La formation de l'ensemble de la cible se termine au Burkina Faso et en Guinée, elle se met en place au Bénin et au Sénégal.

#### **Formation à distance des directeurs d'école**

<sup>11</sup> Association francophone Internationale des Directeurs d'Etablissements Scolaires



## au Togo

Public concerné : 2183 directeurs de l'Enseignement public laïc sur les 2397 directeurs en poste en 1999 .

Dates : d'avril 1998 à juin 1999

Personnels impliqués formés par Résafad :

- CONCEPTEURS DES SÉQUENCES DE FORMATION (11 concepteurs : formateurs de la DIFOP, Inspecteurs, Conseillers pédagogiques)
- GROUPE DE CORRECTION ET DE VALIDATION DES SÉQUENCES (5 membres : le Directeur du 1<sup>er</sup> Degré, 2 inspecteurs, 2 professeurs d'Ecole Normale)
- TUTEURS (90 tuteurs, soit tous les inspecteurs et conseillers pédagogiques du pays)
- GESTIONNAIRES DE LA FORMATION ( 6, dont 2 à la cellule centrale de Lomé).

Contenus : 21 séquences (cours, exercices d'auto-évaluation, exercices) réparties en 8 livrets .

Les contenus de formation ont été produits sous forme numérique et sont facilement exportables, réutilisables et adaptables. Des échanges ont eu lieu avec les autres pays du programme Resafad (production mutualisée)

255 pages format A4 de cours par apprenant, 20 pages format A3 d'exercices par apprenant, 20 pages format A3 de corrections par tuteur.

Méthodologie : supports écrits, tutorat, 5 à 6 regroupements pour évaluation

Coûts identifiés : Conception des séquences et exercices, tests de lisibilité des séquences, correction et validation des séquences, imprimerie (impression, assemblage, agrafage et colisage), formation informatique (concepteurs et gestionnaires), tutorat et correction des évaluations, fournitures (papier bristol, cristal) pour un montant total de :

13 080 000 FCFA, soit un peu moins de 6 000 FCFA par directeur en formation.

Nombre de reçus : Pas d'examen final mais un contrôle continu des connaissances et de la capacité à améliorer les pratiques pédagogiques : 2037 Directeurs sont confirmés dans leurs fonctions (soit 93,31 % des directeurs ayant suivi la formation).

Retombées effectives : satisfaction déclarée de l'Institution, satisfaction des directeurs d'école formés, attestée par les fiches d'évaluation renseignées lors de chaque regroupement, avantages professionnels suivant la formation (confirmation dans leurs fonctions des directeurs ayant suivi avec succès la formation et leur inscription sur une liste d'aptitude et mise en place de décharge de cours pour les directeurs formés)

Suite de la formation : poursuite et extension de la formation prévue pour l'année 2002/2003

**Utilisation de programmes existants pour la formation des enseignants :**

Concernant la formation des enseignants, compte tenu de la demande forte, des expérimentations sous l'égide de Resafad sont en cours, notamment en Guinée et au Sénégal, en vue d'adapter les programmes d'auto formation du Réseau Universitaire français des Centres d'Auto-formation (RUCA) pour le perfectionnement des professeurs scientifiques du second cycle

### **exemple du RUCA**

Sous l'impulsion du Ministère de l'Education nationale, quelque 20 universités françaises regroupées au sein du Réseau des Centres Universitaire d'Auto-formation (RUCA) ont produit les programmes multimédia relatifs aux enseignements scientifiques de premier cycle en Mathématiques, Physique, chimie, et Biologie.

Ces programmes représentent actuellement plus de 600 heures de formation ( 1000 heures dans quelques mois).

Ils sont consultables en ligne.

En Guinée et bientôt au Sénégal, Resafad, en liaison avec le RUCA, aide un groupe de formateurs et d'enseignants chercheurs à s'approprier ces programmes multimédia. Ils étudient leur adaptation possible, en vue d'une utilisation pour la formation des enseignants scientifiques du second cycle, sur site, à partir d'un portail proposant des supports faisant largement appel à l'auto-formation.

### **3.3.5. Autres publics**

Notre survol ne saurait oublier d'autres publics, larges ou spécialisés, qui bénéficient d'une offre de formation à distance.

#### **Les inscriptions individuelles\_**

Un certain nombre d'apprenants suivent, à titre individuel, un cursus en ligne dispensé par un centre de FAD du Nord.

En Afrique francophone, pour des études académiques, c'est sans doute au Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) que l'on s'inscrit le plus volontiers : en 2001/02, ce sont plus de 2000 inscrits individuels qui suivent un cours par correspondance délivré par le plus important des opérateurs français<sup>12</sup>.

#### **Les initiatives sectorielles**

Certains « métiers » ou « organisations », tel le réseau des parlementaires, certains Conseils Economiques et Sociaux, ou encore des organismes de normalisation, des

<sup>12</sup> (161 au Bénin, 160 au Burkina, 318 au Cameroun, 355 en Côte d'Ivoire, 143 au Gabon, 32 en Guinée, 127 au Mali, 48 au Niger, 369 à Madagascar, 140 en Centrafrique, 294 au Sénégal, 52 au Tchad et 137 au Togo).

associations de juristes ou des centres de formation à la magistrature, voire des Ecoles Nationales d'Administration, ... proposent une formation spécialisée. Il s'agit là le plus souvent de formations continues de courte durée, non diplômantes. Ces réseaux travaillent souvent en liaison avec des centres de ressources et d'accueil existants dans les pays visés.

### **La fréquentation des télécentres**

Dans la majorité des pays africains, on assiste à un extraordinaire développement des télécentres.

D'une enquête menée dans les télé-centres de Nouakchott il ressort que l'utilisateur type est un jeune homme de 25 ans qui dépense 6650 UM par mois (soit 150FF) pour ses études et pour se divertir au moins une fois par semaine. Les cybercentres sont surtout fréquentés par des hommes (79%), qui utilisent le courrier électronique (39%), la navigation sur le net (35%), et le dialogue (25%). 59% sont des étudiants d'une moyenne d'âge de 20 ans.

Les salles multimédia des centres culturels qui proposent la consultation de sites à des conditions gratuites ou avantageuses font toujours l'objet d'une fréquentation élevée de la part des jeunes.

L'UNESCO, au sein de son programme majeur de communication et information, œuvre depuis 1996 pour promouvoir l'établissement de télécentres communautaires polyvalents (TCP) en Afrique, en coopération avec des partenaires internationaux tels que l'IUT et le TCP en Afrique et encore au sein de l'«Initiative Afrique à l'Ere de l'Information coordonnée par le CEA. Dans ces centres, notamment à Malanville au Bénin et à Tombouctou au Mali, le rôle éducatif est au premier plan, surtout comme appui pour les enseignants dans le secteur non-formel aussi bien que formel. Plus récemment, ce modèle a été élargi pour intégrer la radio communautaire et les fonctions TCP au sein des centres multimédia communautaires (CMC) dans un programme phare mené dans le cadre du Partenariat mondial pour le Savoir (GKP). Ces activités visent à réduire la fracture numérique auprès des publics défavorisés : au premier chef les ruraux, mais aussi les pauvres des régions urbaines, les groupes défavorisés et surtout, avec la radio, les illettrés.

### **3. 4. Exploration de la Toile**

On trouvera en annexe 4 le résultat d'une exploration des sites, de plus en plus nombreux, qui sont dédiés, pour tout ou partie, à l'EDAL en Afrique francophone. Ces sites

consacrés à la formation sont loin d'être les plus nombreux : l'éducation est, nous l'avons dit, en retard par rapport aux autres domaines de l'activité humaine.

Tous ne sont pas basés en Afrique, un grand nombre sont hébergés au Nord.

Ils sont le fait d'instances internationales (Organisations des Nations Unies, Opérateurs de la Francophonie, ...), d'institutions de Fad, d'ONG pionnières en matière de promotion des TIC, et d'agences de coopération.

Chaque programme conduit en partenariat avec une Agence d'aide et de coopération ou avec un bailleur de fonds a son site (UVA, AUF, etc.).

Il existe un très gros effort pour créer des télécentres, des centres de documentation et d'apprentissage, pour offrir un accès à des ressources ou à des formations. Beaucoup fonctionnent comme centres de ressources sans proposer de prestations spécifiques. Nombreux sont ceux qui oeuvrent dans le domaine de la santé (AUF, Réseau Anaïs, Genève, Montpellier,..), en matière de Droit et en formation aux nouvelles technologies. Certains proposent des cours en ligne.

Il est difficile de récapituler d'une manière précise les remarques qui peuvent être faites à l'issue d'une exploration approfondie des sites repérés. Mais l'offre de ressources et de formation est importante et bouillonnante : elle prend presque des allures de portail de la connaissance, ou de bibliothèque virtuelle au service de l'apprentissage libre. Ces sites constituent une sorte de maillage libre, non planifié, capable d'offrir un point d'appui voir un soubassement à d'autres actions.

Notons encore que certains pays ne sont cités par aucun site (Comores, Seychelles) et certains sites du Nord (OCDE, Europe) ne font pas référence à l'Afrique francophone lorsqu'ils évoquent leurs actions internationales conduites au-delà des pays membres .

## IV Constats

### 4.1. Présence de l'EDAL dans les différents pays d'institutions délivrant une formation à distance (tableau récapitulatif)

en colonnes, les pays concernés,  
en lignes, les principaux programmes de formation cités

Formations	Béni	BK	Bur	Caf	Ca	CI	GA	Gu	Gui Equ	Mad	MI	Ma	Ile Ma	Ni	Sn	Tch	Tog
UNIV fad										+							
Univ mixte	+	+			+	+						+			+		
INADES		+	+		+	+										+	+
ISPEC	+	+	+	+	+	+	+				+		+	+	+		+
FRANCE	+	+						+	+	+	+	+			+		+
CANADA	+	+			+	+		+					+		+		+
SUISSE					+												
BELGIQUE			+														
ESPAGNE																	
AUF		+	+		+	+	+			+	+				+	+	+
UVA	+	+	+										+	+	+		
CEP	+					+									+		
CNUCED	+	+									+						
SISCO		+			+							+					

Ce tableau ne doit pas faire illusion : au total, EDAL reste en Afrique francophone relativement peu important et il est tout autant justifié de parler de dispersion que de variété.

On constate cependant, une montée en puissance des formations de quatrième génération, qui constitue la plus grande et la plus importante percée de l'EDAL en Afrique francophone au cours du demi dernier siècle. Mais les formations proposées sont encore, pour la majorité des actions, conduites par des opérateurs étrangers.

### 4.2 Essai de quantification

Madagascar est le seul Etat qui ait mis en place une université à distance accueillant un nombre significatif d'inscrits : le CNTEMAD regroupe plus de 7300 apprenants en 1999, soit 26% des effectifs de l'enseignement supérieur public (27 974 inscrits en 1999). Fort de cet effectif, il reste la seule référence significative en matière de FAD délivrée par un opérateur national.

La situation malgache constitue une exception, les autres opérations concernent des effectifs beaucoup plus limités.

Les autres actions significatives émanent toutes de programmes sous- régionaux, tels ceux mis en œuvre par l'INADES , l'ISPEC, l'AUF, l'AVU, RESAFAD ou encore la Banque Mondiale. Leur importance quantitative est toute relative : par exemple, l'AVU a accueilli 24 000 apprenants au cours des trois dernières années, soit 8 000 par an, répartis dans 25 sites universitaires de 15 pays d'Afrique subsaharienne, totalisant plus de 900 000 étudiants. C'est dire que l'AVU accueille actuellement moins de 1% des effectifs de l'enseignement supérieur.

Le nombre des apprenants qui s'inscrivent à des institutions étrangères est difficile à cerner : on sait que 2 000 sont inscrits au CNED, mais il reste difficile d'évaluer le nombre des apprenants qui s'inscrivent individuellement à telle ou telle formation en ligne délivrée par un opérateur nord américain ou européen : nous savons seulement que la pratique existe.

Au total, au niveau quantitatif, notre estimation aboutit à un total d'utilisateurs de la FAD inférieur à 300 000 inscrits, dont moins de 5 000 utilisent l'Internet. L'Afrique francophone reste ainsi la lanterne rouge en matière d'EDAL, loin derrière l'Afrique anglophone (plus de 600 000 inscrits pour l'Afrique du Sud) et les autres continents (pour les seules universités ouvertes, plus de 5 millions d'inscrits en Chine, 2,5 millions en Corée du Sud, 1 220 000 inscrits en Thaïlande...).

### **4.3 La variété des situations**

Tous les pays ne sont pas concernés au même chef par l'Enseignement à distance et l'apprentissage libre.

Il convient aussi de prendre en compte la situation existant dans certains pays qui connaissent ou ont connu une période de troubles (Congo, RDC, Rwanda, Burundi,..) ou encore la taille de certains Etats (Comores, Seychelles) pour y expliquer l'absence quasi totale d'une offre de formation à distance.

Au-delà, l'offre de formation à distance conséquente et représentative ne se rencontre guère que dans la moitié des Etats francophones (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Ile Maurice, Mauritanie, Sénégal et Togo).

Toutes les catégories de publics sont concernées par l'offre de formation existante (supérieur, formation continue, pré universitaire, ... ).

Cette offre repose sur l'utilisation de méthodologies diversifiées : si on trouve encore beaucoup de formations

basées sur la correspondance, y compris dans des initiatives récentes comme à Madagascar, on constate aussi l'existence de cours en ligne tant dans les campus numériques de l'AUF que dans les CED de la Banque Mondiale.

Le soutien à l'apprentissage y revêt des formes diverses, allant de quelques rares regroupements pour les formations par correspondance à un accueil personnalisé en centre de ressources où l'apprenant trouve poste de travail, documentation et tutorat.

Très rares sont les Etats où les autorités éducatives ont traduit leur volonté politique d'agir en ce domaine dans un plan d'action précis qui définisse les priorités, propose une programmation et organise l'information et la concertation entre opérateurs nationaux.

#### **4.4 Traits spécifiques de l'espace africain francophone en matière d'EDAL**

De cette revue de l'ensemble de la situation se dégagent également certains traits qui sont particuliers à la situation de l'éducation en Afrique francophone et qui expliquent l'inégalité de développement de la FAD.

##### **4.4.1 La centralisation :**

Il n'y a pas d'université autonome entièrement consacrée à la FAD ni de ressources spécifiques au sein des universités. Toute initiative, comme le développement d'un département de formation à distance, reste soumis au bon vouloir politique et financier de l'autorité de tutelle, c'est à dire le ministère de l'Education, voir la Présidence de l'Etat.

##### **4.4.2 La gratuité des formations :**

Les formations, et notamment les formations post-secondaires sont à l'exception de modiques frais d'inscription, gratuites : de ce fait les institutions de formation ne peuvent couvrir, même partiellement, leurs frais.

La notion d'apprentissage libre n'appartient pas à la culture administrative : pour bénéficier d'une bourse, l'étudiant doit justifier de son inscription dans un enseignement présentiel. Alors que dans le monde anglo-saxon il est normal de considérer la formation comme un investissement, on considère dans les pays francophones non seulement l'accès aux formations supérieures comme un droit, mais encore comme une source de revenu.

##### **4.4.3 Le faible développement institutionnel de la FAD**

A la différence encore de l'ensemble anglophone, la francophonie ne dispose pas de l'équivalent de l'Université ouverte à même de proposer ses propres diplômes.

L'équivalence des diplômes et les accords entre universités françaises (ou canadiennes) et africaines laissent peu d'espace à l'innovation. Les formations diplômantes sont rattachées à celles dispensées dans telle ou telle université (voir expérience du Résafad) par tel professeur titulaire de chaire : elles constituent donc une extension ou au mieux une alternative au cours présentiel.

La modestie de la demande de formation à distance interdit également de lancer un équivalent du CNED dans chaque pays, tant les coûts unitaires deviendraient vite prohibitifs.

#### **4.4.4 Les résistances culturelles**

Certains auteurs<sup>13</sup> expliquent encore cette faiblesse de la demande par un contexte culturel africain peu favorable à l'introduction de l'Internet.

Ce contexte culturel est décrit ainsi : « Alors qu'au Nord on valorise le travail productif, la performance, le goût du risque, l'esprit de compétition, la rationalité, le positivisme et au plan affectif, le besoin d'accomplissement, pour l'africain du Sud, le travail n'est pas une fin en soi mais un moyen pour la socialisation d'un individu.

Avoir des marques extérieures de richesse, partager avec sa communauté et sa famille son bien-être social, scolariser ses enfants, sont les marques d'un succès social. Participer aux obsèques, figurer aux fêtes villageoises, placer dans son milieu professionnel des amis, des parents, recevoir et distribuer des cadeaux ou des services, sont les moyens et les signes d'une intégration réussie.

Les individus sont recrutés non pas en fonction de leur efficacité et de leur rentabilité, mais en fonction de la solidarité et des liens subjectifs avec les dirigeants. La réussite n'est pas liée à un travail acharné, mais est la résultante de la conjonction de forces occultes favorables ».

C'est dans ce contexte culturel que l'Internet va transmettre une nouvelle manière de penser les relations au savoir, une nouvelle gestion des rapports entre les individus qui auront tous potentiellement la même chance d'avoir les mêmes informations.

« Les nouvelles technologies véhiculent une nouvelle manière de penser les relations au savoir, une nouvelle

---

<sup>13</sup> Claudine LEBORGNE-TAHIRI, in Universités et Nouvelles Technologies en Afrique de l'Ouest francophone



gestion des rapports entre les individus, alors que la confiscation de l'information est en Afrique est une pratique courante pour assurer le pouvoir.

Les TIC, en permettant l'accès de tous à l'information modifient les rapports hiérarchiques. la productivité liée au temps prend une place importante. La formation à distance accompagnée par l'Internet introduit l'autonomie, le libre arbitre, la performance, bousculant de ce fait certaines valeurs communautaires ».

Les choses évoluent<sup>14</sup> : « Il existe de plus en plus une prise de conscience d'une situation nouvelle, laquelle fait émerger et adopter de nouveaux concepts ou de nouvelles valeurs. Le concept d'individu dans sa motivation, ses aspirations personnelles, son désir de se réaliser commence à déborder la notion de communauté globale et solidaire »

#### **4.5 Caractéristiques de l'offre de formation existante**

Nous noterons :

##### **4.5.1 la prédominance des contenus importés par rapport aux contenus nationaux**

Les formations dispensées par le CNTEMAD, l'INADES , l'ISPEC ont été conçues sur place, avec des contenus de formation endogènes africains.

Mais la majorité des opérateurs ont recours à des contenus importés. Ces contenus sont essentiellement ceux du Nord.

Longtemps en Afrique francophone, ce furent des contenus en provenance de la France et de la Francophonie qui furent en position de monopole, alors que l'on constate aujourd'hui une mondialisation au niveau de la fourniture des programmes, lesquels sont de plus en plus d'origine nord américaine et anglophone.

##### **4.5.2 l'importance de l'intervention des Agences d'Aide et des coopérations**

Il n'existe pratiquement pas de formation importante qui ne soit pas soutenue par un financement extérieur.

Parmi les réalisations significatives récentes, seul le CNTEMAD a été conçu au départ sans aucune aide extérieure

---

<sup>14</sup> « L'INADES a créé en 1991 un réseau documentaire sur le développement. Pour obtenir l'accord des autorités, l'INADES dut donner l'assurance que son réseau ne se poserait ni en concurrent de l'information détenue par le ministère du développement, ni ne chercherait à donner une image politique négative du pays, ni ne mettrait à la portée de tout un chacun la documentation des administrations » La situation, a depuis, bien évolué..

par une équipe nationale avec des contenus nationaux. La plupart des autres programmes reposent sur une initiative venant de partenaires extérieurs nombreux et variés (coopérations bilatérales, Francophonie, Banque Mondiale, autres bailleurs,...) apportant, au delà de l'idée, appui technique et financement.

Au bénéfice de cette situation, il faut sans doute porter le caractère sous régional de nombreuses formations.

A l'inverse, une contrepartie plus négative de cet apport réside dans la non pérennité des projets, voire des institutions. Par exemple les formations initiées par l'AIF dans le cadre de l'Université d'été pour la formation des professeurs français de collège, qui visait à la création ou au développement d'institutions nationales de formation à distance dans une dizaine de pays se sont arrêtées lorsque l'Agence a cessé son financement, et rares sont les équipes qui s'étaient constituées qui ont pu continuer à utiliser leurs compétences acquises.

#### **4.5.3 la montée en puissance récente de l'utilisation des TIC et de l'Internet.**

L'enjeu du recours aux TIC induit un riche débat à partir de sites web qui se multiplient sur la toile. L'exploration que nous avons faite (cf. annexe 3) montre que les applications sont plus nombreuses en matière de développement, de production et d'économie (e-commerce), de culture et de société, que dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Et l'offre de formation à distance existante apporte une démonstration, s'il en était besoin, qu'en matière de TIC comme dans toutes les activités humaines, l'éducation ne constitue pas un moteur de l'innovation.

#### **4.5.4 l'absence de banques de données et de programmes africains francophones**

Le faible développement de la formation à distance et le recours massif à des contenus étrangers expliquent l'absence de banques de programmes et de banque de données relatives à des contenus africains francophones.

#### **4.5.5 l'absence d'implication des enseignants chercheurs**

Bien peu de chercheurs du Sud, en dehors de rapports d'experts, se sont penchés sur l'Enseignement à distance et sur l'Apprentissage libre. Cette absence de recherche est manifeste dans toutes les bibliographies déjà publiées que nous avons pu consulter (cf. annexe 2).

## 4.6 La fragilité de l'offre

Le grand degré de dépendance vis-à-vis de partenaires extérieurs apportant un financement, qui caractérise la majorité des opérateurs et des institutions de formation à distance, constitue un facteur important de la non pérennité des programmes, lesquels restent limités dans le temps, puisqu'ils prennent fin en même temps que le financement externe.

L'absence d'engagement financier suffisant des autorités éducatives fragilise les institutions nationales. L'exemple du CNTEMAD est très significatif.

Le CNTEMAD a été créé en 1992 pour faire face à une situation conjoncturelle difficile : accueillir les effectifs cumulés de trois promotions de bacheliers pénalisés par les troubles survenus au sein des universités, et faire face à une demande accrue à la suite de la suppression du service national. L'Etat accorde alors à l'Etablissement une subvention de fonctionnement globale et prend en charge partiellement les frais de scolarité de 8096 étudiants sur 9306 inscrits.

L'effectif se stabilise autour de 8 000 inscrits de 1995 à 1998, pour se fixer à quelque 7 000 de 1999 à 2001.

Face aux grèves des enseignants et des étudiants, l'Etat a été amené à augmenter les bourses et les salaires. Dans le même temps, d'un côté, il diminuait le nombre d'étudiants CNTEMAD pour lesquels il prenait partiellement en charge les frais de scolarité (3 590 en 1998 au lieu de 8096 en 1993). D'un autre côté, au sein des universités traditionnelles, le pourcentage des boursiers est passé de 13,5% en 1991 à 25% en 1999, ce qui constitue un second facteur d'incitation des jeunes à préférer des études présentielles .

La formation en bureautique introduite dans la formation longue en Droit et Gestion, l'ouverture des formations professionnalisantes à quelque 1300 étudiants se heurte au nombre de micro ordinateurs disponibles (30 pour l'ensemble des formations en 2001).

Cette situation s'est traduite par un triplement des coûts unitaires des étudiants CNTEMAD, passant de 178 000 Francs malgaches en 1993 à 500 000 en 1999, et a entraîné une augmentation notable des frais d'inscription et des écolages (passant de 217 000 francs malgaches en 1997 à 703 000 en 2002).

Ceci limite dangereusement les capacités concurrentielles du CNTEMAD dans un contexte d'une libéralisation de l'enseignement à Madagascar.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : les étudiants sont attirés par la bourse qu'ils peuvent obtenir dans une université présentielle et par des coûts d'inscription et d'écolage plus faibles. Il s'ensuit une chute d'effectifs notable (7 000 en 1999 au lieu de 9300 en 1993) ainsi qu'un vieillissement des inscrits, l'âge moyen passant de 25 à 28 ans.

Cette tendance à la baisse des effectifs du CNTEMAD se produit à un moment où de nouveaux investissements sont à prévoir pour le recours aux TIC permettant notamment une amélioration du tutorat aussi bien pour la prise en charge du recyclage des travailleurs des provinces autonomes que pour la mise en place d'un enseignement supérieur de qualité.

**Cette revue de l'offre existante nous conduit à une interrogation majeure : existe-t-il réellement une demande en matière de formation à distance?**

Pour répondre à cette question, il y aura sans aucun doute lieu de situer le développement de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre, et plus généralement l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation et la formation, dans une nouvelle perspective.

Alors qu'hier, l'enseignement à distance était souvent perçu comme un pis-aller et au mieux comme un système alternatif à l'enseignement présentiel, aujourd'hui, au lieu de l'opposition de deux systèmes concurrentiels, il convient de jouer la carte de la complémentarité, voire de l'intégration.

Les nouvelles technologies et l'Internet permettent en effet de réduire les nombreuses lacunes des systèmes de formation existants. Elles fournissent, au-delà d'éventuelles formations nouvelles, bien d'autres apports, comme une amélioration des conditions d'étude et de gestion, le partage de ressources, l'accès à un matériel de formation libre de droits et à une infinité de sources d'information, un soutien en ligne, la réalisation de projets coopératifs à distance, etc.

Les nouvelles technologies constituent ainsi une occasion de modernisation du système éducatif qu'il faut saisir, en soulignant que méthodes présentielles et méthodes de l'EDAL se complètent et s'interpénètrent.

## V. Une demande faible mais de grands besoins

A l'évidence, l'EDAL n'a pas connu, en Afrique subsaharienne francophone, le développement constaté dans d'autres régions, et en particulier en Afrique subsaharienne anglophone, où la pratique de la FAD est beaucoup plus répandue : 36% des étudiants de l'Afrique du Sud font leurs études à distance. Cela est paradoxal en raison du retard et de l'insuffisance constatés à tous les niveaux des systèmes d'éducation et de formation.

Cette situation s'explique en particulier par les caractéristiques de l'offre que nous avons analysées en première partie (par la disparité des cibles et l'hétérogénéité des formations qui résultent d'un saupoudrage au lieu d'une politique systématique, par des contenus peu adaptés souvent d'origine non africaine, par la prégnance du modèle français en la matière, par le retard du secteur éducatif face aux emplois des TIC en Afrique subsaharienne).

Parmi les facteurs économiques et éthiques, il est utile de revenir ici sur certains aspects particulièrement importants pour ce qui est de l'Afrique francophone :

- la notion de service public d'enseignement : comme en France, l'enseignement, à tous les niveaux, primaire, secondaire et supérieur est un service **public** et **gratuit**, alors qu'il est payant et plus souvent privé en milieu anglophone. On attend de l'Etat non seulement la gratuité des formations à distance, mais aussi un accès gratuit à l'ordinateur pour les étudiants comme c'est le cas dans les lycées,
- les coûts sociaux de l'enseignement supérieur (notamment les bourses) qui représentent dans la plupart des Etats une dépense égale à celle de l'enseignement proprement dit. Seul, l'étudiant inscrit dans une université présentielle peut obtenir une bourse, voire un présalaire, ainsi qu'une couverture sociale pour son conjoint et ses enfants.
- la difficulté, qui est réelle, du travail à domicile. D'une part les habitations privées ne sont pas conçues pour ménager des places permettant de travailler dans de bonnes conditions de confort (éclairage, bruit, etc.), et d'autre part la vie sociale en famille n'est pas favorable à l'isolement de tel ou tel groupe ou de tel ou tel individu.

On comprend que dans ces conditions l'étudiant ne soit pas attiré par une formation à distance qui en principe ne lui accorde pas de bourse et lui impose souvent des frais de scolarité plus élevés, voire des transferts de coûts supportés par l'établissement dans l'enseignement présentiel.

Pour pallier le manque de moyens financiers des apprenants pour acquérir leur propre poste de travail et en assurer les coûts de fonctionnement (électricité, papier, encre, frais de connexion et de téléphone), les opérateurs d'EDAL commencent à proposer, dans la mesure de leurs moyens, des centres de ressources où l'apprenant trouvera un poste de travail, où il pourra consulter des documents et où il pourra encore rencontrer un encadreur ou un tuteur qui sera à même de lui apporter un soutien complémentaire.

Mais ces efforts restent limités, tant par le nombre de places disponibles que par leur localisation (souvent dans de grands centres ou des centres universitaires), et les horaires qui ne permettent pas toujours aux salariés d'y accéder.

Il y a là une solution à développer, car ces centres n'offrent pas seulement un accès, ils sont en eux-mêmes source d'apprentissage par les échanges qu'ils permettent entre utilisateurs et avec les tuteurs.

Les difficultés que rencontre la mise en œuvre de formations à distance accompagnées par Internet sont recensées dans l'ouvrage sur l'enseignement à distance comportant des études de cas d'universités réparties sur l'ensemble du continent que publie par le Bureau régional de l'Unesco (BREDA). Les freins les plus souvent évoqués sont les suivants :

- la volonté politique n'est que très rarement traduite en plans d'action (on reste souvent au niveau des vœux pieux) ;
- comme nous l'apprennent les études faites dans le Nord, les coûts engendrés par une FAD efficace ne sont pas nécessairement moindres que ceux des formations en présence. Mais la nature des investissements, la répartition et l'évolution des coûts sont différentes. Or une approche économique fait défaut dans les services de planification ;
- les investissements nécessaires, très élevés, devraient justifier une approche sous-régionale qui reste souvent difficile à mettre en œuvre ;
- le plaquage sans précautions de systèmes et de documents venus du Nord entraîne le refus, les blocages ou reste inefficace ;

- l'apport de documents étrangers menace le développement d'une expertise nationale encore fragile ;
- la résistance à l'innovation : les enseignants sont très hostiles ou indifférents, très rarement favorables. Ils craignent généralement à la fois un surcroît de travail et un appauvrissement de leur rôle. Quant aux étudiants, outre la motivation économique déjà signalée, ils ne veulent pas de la FAD, qui ne leur offre pas toujours de diplômes équivalents ;
- l'absence de débouchés pour les étudiants est toujours mise en avant ;
- en tant que marché, la formation est une donnée nouvelle, difficile à appréhender et à prendre en compte.

L'offre non francophone est beaucoup mieux diffusée, présentée, « marketée », probablement parce qu'elle est plus souvent d'origine privée. Cet aspect est loin d'être négligeable. Il est renforcé par le constat déjà évoqué que la formation dans le système nord américain est un service que l'on achète quoi qu'il arrive, et qui a donc un coût, en présence comme à distance, qu'on a déjà « budgeté ».

Cependant les besoins immédiats sont énormes. Ne serait-ce que pour l'accès à la documentation, aux livres et aux sources d'information qui constitue en Afrique un problème insoluble. Le livre est cher et n'est pas à la portée des apprenants ni des institutions, les bibliothèques universitaires et les centres de documentation sont presque vides.

Il faudrait sans doute étudier comment assurer la documentation à l'aide du courrier électronique et à partir de la consultation de l'Internet. Quel est le coût de la duplication d'un mél par rapport à l'acquisition d'un livre ? Au-delà de la constitution de bibliothèques virtuelles, comment assurer l'accès des apprenants à des postes de travail à un coût réduit (centres d'Accès à l'information de l'AUF, centres culturels des coopérations bilatérales, télécentres et cybercafés...) ?

Bien d'autres faiblesses et difficultés de l'enseignement présentiel pourraient ainsi trouver un début de solution dans un emploi plus généralisé de la quatrième génération d'EDAL. Ceci renforce la nécessité de raisonner aujourd'hui en termes de complémentarité entre formation présenteielle et formation à distance.





## **VI. Les TIC, moteurs de l'EDAL**

Les TIC provoquent, au niveau de la formation initiale académique, un large débat : l'accès à Internet va-t-il, là où il existe ou là où il va exister, être intégré sans remettre en cause les quatre piliers habituels de l'enseignement (un enseignant, une discipline, une classe, une heure de cours) ?

Va-t-il, comme dans les différentes activités humaines, profondément modifier l'organisation de la production et permettre en particulier de transformer l'enseignement, pour notamment le mettre plus en phase avec les besoins professionnels ?

La très modeste présence des TIC dans l'enseignement traditionnel ne facilite pas le passage naturel à une situation bimodale. La crainte de voir la machine remplacer le Professeur est toujours présente chez nombre d'enseignants, et l'Internet n'est pas encore mobilisé par toutes les universités nationales publiques en Afrique francophone.

Cependant de nouveaux développements sont en cours.

### **Les formations initiales**

Dans le cadre de réflexion induit par la mise en place de la décentralisation et l'aménagement du territoire, deux types de projets sont avancés dans nombre de pays : ils concernent d'une part la délocalisation de certains premiers cycles (comme en Guinée) et/ou la création de nouvelles universités (comme au Togo), ou encore, comme à St Louis du Sénégal le renforcement de celles existantes ; - et d'autre part, comme au Cameroun, où le trop plein de bacheliers n'ayant pas accès à l'université pose un problème insoluble dans le cadre des universités existantes.

La création de nouveaux centres universitaires ou la délocalisation de certaines formations d'universités existantes, tout comme les problèmes de validation des formations qui seraient faites à distance suscitent encore bien des difficultés qui ne sont pas encore surmontées et qui alimentent de nombreux débats.

Au Cameroun, en 2001, les Universités ne pouvaient, faute de place, accueillir plus de la moitié des quelque 31 000 nouveaux bacheliers, et la formation à distance est une solution envisagée.

Un premier pas législatif a été fait en mars 2001, la loi sur l'enseignement supérieur précisant que «l'enseignement à distance est reconnu et encouragé comme un mode alternatif

de développement de l'enseignement supérieur. Son organisation, son fonctionnement et son contrôle sont régis par des textes particuliers». Mais il reste encore bien du chemin à parcourir pour faire reconnaître par les ministères de la Fonction Publique et du Travail les diplômes obtenus par la formation à distance...

### **La formation continue**

Les besoins sont tout aussi importants dans ce domaine.

C'est en effet dans les formations qui visent au perfectionnement professionnel, ou encore à l'acquisition de nouveaux savoirs et de nouveaux savoirs-faire pour l'exercice de nouvelles responsabilités (formations dites de seconde compétence) que l'on trouve les exemples les plus significatifs d'utilisation des TIC et de l'Internet (AUF, UVA, Resafad, ...).

Le développement de ces formations est freiné moins par des raisons institutionnelles que par des insuffisances logistiques.

L'utilisation du courrier électronique et l'enseignement en ligne sont encore limités aux capitales et aux métropoles économiques. L'éloignement et la dispersion des populations, l'insuffisance du réseau téléphonique, le manque d'expertise au sein des institutions limitent encore le développement des formations accompagnées par l'Internet : le CNTEMAD, l'INADES en sont encore au stade de la recherche des moyens qui leur permettraient d'accéder au courrier électronique pour améliorer le tutorat sans augmenter de façon trop importante le coût des formations.

L'usage de la messagerie électronique, ne constitue pas à lui seul, même associé à de simples ressources en ligne, un système de formation à distance. Il faut encore offrir un environnement de services qui sont généralement absents des dispositifs existants.

Les apprenants sont très attachés au travail individuel dans le cadre d'un système compétitif qui ne fait pas place à un travail d'équipe. La pratique du travail collaboratif est assez peu répandue et la mutualisation des contenus reste difficile, même à l'intérieur des projets régionaux. Par exemple, dans le cadre de la formation des directeurs d'école initiée par Resafad, il a fallu beaucoup d'efforts pour arriver à la mise en commun des quelque 120 modules de formation produits par les différentes équipes.

## **L'absence d'un contexte favorable au développement des TIC et de l'EDAL**

Il convient de noter l'absence, en Afrique francophone, de certains facteurs susceptibles de créer une situation plus propice au développement des nouvelles technologies et donc de l'EDAL : en premier lieu l'insuffisance d'expertise nationale.

L'expertise existante en matière d'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation est le plus souvent localisée au niveau des laboratoires d'informatique des universités. Cette expertise n'est pas toujours disponible ni suffisante pour la conduite de projets qui ne relèvent pas strictement de l'Enseignement supérieur, et la reconnaissance statutaire en tant que spécialistes de l'informatique est difficile, car non prévue dans la hiérarchie. Il existe par ailleurs souvent un cloisonnement des institutions les unes par rapport aux autres, ainsi qu'une grande indépendance des différents niveaux d'enseignement, et ce cloisonnement rend difficile le recours à l'expertise existante. Autre raison : les spécialistes de l'Université et les techniciens formés tant sur place qu'à l'étranger sont souvent aspirés par le secteur parapublic ou privé ou, pour les plus actifs, par les instances internationales.

L'absence d'une expertise logistique suffisante nécessaire à la maintenance des matériels et des programmes et à la gestion des réseaux est un handicap certain qui fragilise tout projet de grande ampleur.

L'initiation et le perfectionnement de cadres en exercice au sein des différents départements ministériels ayant en charge l'éducation et la formation ainsi que la banalisation de l'emploi de ces technologies dans leur pratique quotidienne est un préalable pour la mise en œuvre de programmes d'envergure. Cette banalisation des pratiques n'est pas évidente : six équipes de planificateurs ont conduit en 2001 un travail collaboratif à distance dans le cadre du Séminaire Interactif des Responsables de la Planification ou SIRP organisé par Resafad. La conduite en commun d'une étude sur les classes multigrades utilisant un espace de travail collaboratif du portail EduSud, a montré toute la difficulté, technique mais aussi psychologique, des échanges et de la concertation conduits pourtant par des cadres qui sont par ailleurs entraînés dans leur service à utiliser quotidiennement les TIC

L'insuffisance et le manque de statut de l'expertise nationale ont pour conséquence un certain isolement professionnel. Alors qu'il n'existe pas moins de huit

associations de spécialistes et d'opérateurs en Afrique anglophone<sup>15</sup>, il n'existe pas de tels relais en Afrique francophone.

L'AIF avait créé dès 1990 un Consortium des Institutions Francophones de Formation à Distance, le CIFFAD, lequel, faute sans doute d'avoir pu constituer un forum des institutions du Sud, a été supprimé en 1999. En 1995, la tentative de création d'une association de spécialistes, l'ASSAFAD (Association des Spécialistes Africains de Formation à Distance), dont le siège était à Abidjan, n'a pas été couronnée de succès, l'association n'ayant jamais réellement fonctionné.

Alors que les TIC et l'EDAL sont porteurs d'espérance, les interrogations restent aujourd'hui encore aussi nombreuses que les certitudes.

Comment par exemple prendre en considération les dimensions suivantes :

-les infrastructures et les équipements :

quand et comment la communauté internationale va-t-elle se mobiliser pour résorber la fracture numérique et ne pas laisser un continent à l'écart de la société de l'information ? Le développement de l'Internet n'incombe pas à l'éducation, qui ne peut être qu'un utilisateur parmi d'autres;

-l'espace à desservir :

faut-il privilégier la couverture francophone, les projets et programmes sous-régionaux, et comment prendre en compte le rapport à l'anglais ?;

- la validation : quelles reconnaissances ? quels diplômes ?;

-les objectifs et les publics prioritaires :

amélioration des systèmes présents existants ou recherche d'alternatives, formation initiale ou continue, formation de formateurs, formation professionnelle ou professionnalisante plutôt qu'académique ;

-le temps.

Faut il privilégier d'emblée un emploi des TIC pour toucher de grands effectifs ou au contraire viser davantage le « narrowcasting » que le « broadcasting » en privilégiant un emploi intensif pour de petits groupes ciblés ?

---

<sup>15</sup>Associations nationales d'Afrique du Sud ( DEASA, NADEOSA) de Tanzanie (DEATA) du Ghana (GHADEA), du Zimbabwe (ZINADOL) et Zambie (ZADE), Associations sous régionales (WADEA et OLDEA).

L'absence d'une visée stratégique globale au niveau sous-régional et national est certainement la conclusion majeure qui ressort de notre bilan.



## **VII. Perspectives et Recommandations**

### **7.1 Fonctionnement du GTEDAL**

Une première observation concerne la structure et le mode de fonctionnement du Groupe de travail spécialisé en EDAL.

Le GTEDAL est un groupe de travail très particulier, très différent des autres groupes de l'ADEA dans la mesure où son champ d'investigation se situe au carrefour de nombreux autres groupes, comme ceux de l'enseignement supérieur, de la gestion des personnels enseignants, de l'alphabétisation et même encore celui des manuels scolaires. En d'autres termes sa vocation est d'être transversal.

Les recommandations qu'il sera amené à faire passent par ces autres groupes.

C'est dans un esprit d'intergroupe qu'il serait sans doute plus facile de conduire un programme d'activités découlant de l'étude en cours.

### **7.2 Compléments au programme de travail**

Cet état des lieux conduit à suggérer déjà un certain nombre de points qui devraient faire l'objet d'un complément au programme d'activité :

- partant des expériences de terrain, en complément des études existantes (COL, UNESCO, Banque Mondiale) un certain nombre d'études économiques devraient permettre de mieux armer les décideurs et les bailleurs, et ce pour toute application des TIC à même de contribuer à la modernisation du système éducatif et de l'appareil de formation.

Il s'agit de répondre à la question 'Combien ça coûte' pour chaque application possible des TIC ou mieux « est-ce que le rapport efficacité/prix est intéressant pour atteindre l'objectif fixé » :

- Documentation individuelle, accès de l'apprenant aux sources, comparaison entre le coût de la reproduction d'un mail et celui d'un livre,
- Documentation collective : Banques de données et de programmes,
- Travaux pratiques et simulations,
- Banques d'exercices, autoévaluation,
- Autoformation,
- Cours en ligne,

- Soutien à l'apprenant (tutoring, hot line, ...).

De telles études seraient précieuses pour le développement des institutions existantes (chiffrer par exemple le passage de la troisième génération à la quatrième), pour en créer de nouvelles et pour avoir une vue réaliste d'une possible modification de la répartition des dépenses.

Le recours aux TIC pour des formations accompagnées par l'Internet suppose par ailleurs une diversification des tâches dévolues aux enseignants et aux formateurs, ainsi qu'aux personnels de supervision pédagogique que sont directeurs, Inspecteurs et chefs d'établissement. On sait que l'EDAL entraîne l'apparition de nouveaux métiers . Par contre il reste un point d'ombre concernant l'adhésion des personnels à cette nouvelle réalité. Ici, une recherche sur les stratégies de motivation serait sans doute la bienvenue.

### **7.3 Prolongement de l'état des lieux par des études de cas**

Une seconde proposition au groupe de travail concerne la poursuite même de la présente étude et de son prolongement par des études de cas.

Plus que d'enseignement à distance tel que conçu hier en seul terme d'alternative ou de substitution, il est raisonnable de prévoir aujourd'hui le développement progressif, sous des formes variées, de formations accompagnées par l'Internet

Certes des précautions sont à prendre et il y a lieu sans doute de favoriser une montée en puissance progressive, pour d'abord consolider ce qui existe, améliorer l'existant et se préparer à une transformation plus profonde.

Les études de cas envisagées devraient à cette fin concerner les secteurs et les institutions les plus porteuses d'avenir. Les formations universitaires et la formation continue des cadres en exercice (notamment les formations dites de seconde compétence) semblent correspondre à des besoins prioritaires, de même que des actions éducatives plus diffuses en direction des publics les plus défavorisés devraient être encouragées. Une expertise nationale en matière d'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation est indispensable.

Ces orientations nous amènent à proposer 3 séries d'études de cas.

Une première série approfondirait certains aspects spécifiques des expériences en cours : l'impact de l'impulsion politique, le travail en réseau pour le développement de



l'expertise nationale ou pour un partage des savoirs, la transition d'une formation par correspondance aux nouvelles technologies :

1. L'Enseignement à Distance et l'Apprentissage Libre (EDAL) dans un pays, le Sénégal
  - un Président avec des projets (plan de développement économique, Université du futur,...)
  - une conjoncture favorable
2. Une initiative de développement de l'expertise nationale : le réseau africain de formation à distance (RESAFAD)
3. Un réseau de partage des connaissances au niveau post secondaire : l'Agence Universitaire Francophone (AUF)
4. Une institution, le Centre de Télé enseignement de Madagascar (CNTEMAD )
  - Comment et où introduire les Technologies de l'Information et de la Communication sans mettre l'institution en péril ? Comment faire accéder le centre aux technologies de la 4<sup>ème</sup> génération ?

Une seconde série serait consacrée à des domaines d'application de l'enseignement à distance dans des secteurs peu documentés jusqu'à présent :

1. La formation dans le domaine de la santé :
  - perfectionnement postuniversitaire, agents infirmiers etc..
2. Le perfectionnement professionnel
  - grande entreprise, construction automobile, tourisme
3. Les centres communautaires multimédia ruraux.

Une troisième série explorerait les promesses de la coopération régionale :

1. L'enseignement à distance et l'apprentissage libre dans un pays bilingue, le Cameroun, en vue de contribuer à une compréhension des problèmes concernant la coopération régionale,
2. Etude de la mise en œuvre des nouvelles technologies dans un pays francophone en sortie de crise et s'orientant vers une approche anglophone, comme le Burundi.

#### **7.4 Recommandations à l'intention des planificateurs**

Enfin, l'ADEA constitue un lieu d'échanges entre responsables éducatifs et bailleurs qui pourrait être utilement mis à profit pour faire passer un certain nombre de messages porteurs des recommandations générales suivantes :

-Développer l'existant, en favorisant la structuration des institutions de FAD en associations nationales ou sous-régionales, comme cela existe en Afrique anglophone. (La seule association sous-régionale existante, l'ASSAFAD, n'a jamais été opérationnelle).

-Prendre les mesures concrètes pour promouvoir le multilinguisme et l'accès universel au cyberspace en vue de favoriser le développement d'une société de l'information équitable et multiculturelle, comme l'a proposé l'UNESCO à sa dernière Conférence Générale.

-Assurer une cohérence dans les multiples programmes des bailleurs, Etats ou ONG, aux approches parfois radicalement orthogonales qui affaiblissent plus qu'elles n'aident le projet éducatif. Pour cela il faut définir une stratégie nationale adaptée au contexte et aux besoins et avoir le courage de n'accepter que les projets renforçant cette stratégie.

-Développer une expertise nationale en matière d'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation.

-Encourager l'usage des logiciels libres et de contenus pédagogiques libres de droit d'usage. Avoir également une réflexion sur les standards pour la production de contenus, pour favoriser la réutilisation et l'interopérabilité.

-Encourager la production originale de contenus de formation, et veiller à ce que l'importation sans adaptation de contenus du Nord ne menace pas les expertises nationales naissantes.

-Déployer cette approche au niveau sous-régional et s'appuyer sur les réseaux existants au Nord. Aujourd'hui, aucun pays francophone d'Afrique subsaharienne n'a d'équipe assez solide et nombreuse pour assurer seul un tel projet.

-Encourager les travaux de recherche des universitaires. En particulier un observatoire des usages devrait constituer une priorité pour les enseignants chercheurs en sciences de l'éducation et pour les instituts spécialisés.

## CONCLUSION

Au total, en Afrique subsaharienne francophone, l'enseignement à distance reste peu important, très dispersé et trop dépendant de l'extérieur. En clair, il est marginal et peu intégré aux dispositifs et aux politiques nationales ou sectorielles de formation.

Malgré tout le bruit et toute la pression de la « société de l'information », on peut douter que de la simple poursuite des tendances actuelles viennent et le salut des systèmes éducatifs et le succès du nouveau plan 'Education Pour Tous', souhaité et aidé par la communauté internationale à l'issue du Forum de Dakar.

Inversement, force est de constater que l'Enseignement à Distance et l'Apprentissage Libre vivent le temps le plus fort qu'ils aient connu au cours du demi-siècle écoulé. La percée qui se fait jour est réelle, tout au moins au niveau des préoccupations, des projets et des discours.

Plusieurs facteurs contribuent à créer une conjoncture favorable : le nouveau plan EPT qui concerne non plus le seul primaire, mais l'ensemble du système éducatif, la mobilisation de la communauté internationale, une croissance qui redevient positive dans certains pays, la remise de la dette pour les pays les plus pauvres au bénéfice de l'éducation, la mise au point de plans décennaux et les planifications stratégiques qui les accompagnent. L'autorité politique a aujourd'hui le moyen d'opérer des choix. Ces choix, contextualisés, doivent être faits en fonction d'un bilan, d'une stratégie et d'un échéancier.

Il est très important que les décideurs politiques accordent un intérêt croissant à la formation à distance comme moyen pour satisfaire les besoins prioritaires. Il faut en effet, pour avancer, des investissements pour les infrastructures, des personnels formés, une expertise nationale suffisante à même constituer le noyau dur des nouveaux développements. Ces avancées des formations à distance devront être conduites en synergie avec l'ensemble des autres secteurs concernés pour être efficaces.

Mais pour que ce saut technologique, espéré et annoncé, se traduise dans la réalité, l'engagement des seuls décideurs politiques ne suffit pas. Pour vaincre les difficultés rencontrées et surmonter les obstacles et les résistances, il faut aussi une mobilisation des acteurs économiques (la banque et le tourisme sont déjà directement concernés), celle encore de la société civile et du secteur associatif (de nombreuses ONG font un remarquable travail d'information,

les associations de parents d'élèves construisent leur propre réseau de communication), celle enfin des forces culturelles pour faire émerger de nouvelles valeurs.

Certaines précautions sont nécessaires : le Nord est entré avec la mondialisation dans une logique forte de « marchandisation » de l'éducation et de la formation. Cette logique, malgré la présence des aides diverses qui vont à l'éducation et à la formation, ne peut s'appliquer à l'Afrique, encore beaucoup trop fragile pour éviter les pièges de la dépendance, voire d'une nouvelle colonisation culturelle.

Le saut technologique doit s'accompagner de la prise de conscience que les technologies importées véhiculent aussi des valeurs qui ne sont pas nécessairement celles de l'Afrique profonde : pour cela, il faut également renforcer les capacités de recherche et de réflexion au sein des universités.

Il est aujourd'hui nécessaire de parier sur un développement maîtrisé et raisonné des technologies de l'information et de la communication pour combler la fracture numérique de façon à faire passer le continent africain et notamment les pays francophones d'un statut de consommateur à celui d'acteur dans le « village planétaire » en construction.

En conclusion, avec la venue de la société de l'information, de nouvelles perspectives s'annoncent de manière concrète et positive.

Un nouveau contexte se met en place non seulement pour l'éducation avec l'enseignement à distance, mais plus généralement, grâce une acculturation progressive des technologies de l'information et de la communication, pour le développement.

Ainsi, plutôt que d'enseignement à distance conçu en seuls termes d'alternative ou de substitution, il est raisonnable de parier aujourd'hui sur la multiplication, sous des formes variées et souvent novatrices, de formations accompagnées par l'Internet pour satisfaire des demandes émergentes pour des capacités nouvelles et changeantes. Les technologies aidant, c'est le virage que prennent en ce moment les systèmes éducatifs du Nord : c'est l'occasion pour entraîner le Sud dans cette dynamique

Cet appel aux nouvelles technologies, plus qu'une contrainte technocratique subie ou imposée, doit désormais devenir un facteur favorable qui, en conjonction avec d'autres mesures, devrait permettre au continent africain de mieux

atteindre les objectifs que vont adopter les ministres de l'éducation lors du prochain MINEDAF programmé fin 2002.



## **Tables des Annexes**

### **ANNEXE I**

#### **RAPPEL DE QUELQUES DONNEES STATISTIQUES**

### **ANNEXE II**

#### **Résumé de l'étude conduite pour l'ADEA en\_1997**

### **ANNEXE III**

#### **BIBLIOGRAPHIE**

### **ANNEXE IV**

#### **WEBOGRAPHIE**

### **ANNEXE V**

#### **CONTRIBUTEURS ET PERSONNES RESSOURCES CONSULTEES**

## **Annexe I: Rappel de quelques données statistiques**

Nous avons rassemblé les données statistiques dans trois tableaux.

Le premier, intitulé *Données relatives à la situation de l'Education en Afrique francophone subsaharienne* est consacré à l'enseignement pré-universitaire. Il rassemble un certain nombre d'indicateurs présentés dans une note d'accompagnement.

Les deux tableaux suivants concernent les effectifs et la formation à distance au niveau de l'enseignement supérieur. Ils sont empruntés à la publication du Groupe de Travail sur l'Enseignement tertiaire de l'ADEA, « Enseignement tertiaire à distance et technologie en Afrique subsaharienne à distance » due à William Saint (1999) :

*« Projections d'inscriptions dans l'enseignement tertiaire pour l'Afrique subsaharienne », par pays,*  
*« Séquence de développement des capacités dans l'enseignement à distance en Afrique subsaharienne ».*

Il ressort de ces éléments statistiques – qui vont être affinés et actualisés pour la préparation en cours des plans d'action nationaux et sous régionaux pour le suivi du Forum de Dakar- que *les effectifs de chacun des niveaux d'enseignement devraient en gros doubler dans les dix prochaines années.*



## Tableau N° 1

### **Quelques données relatives à la situation de l'éducation en Afrique francophone subsaharienne**

<b>Notes</b>	<p>Les taux bruts de scolarisation (TBS) du Congo sont ceux de 1990 Les effectifs du premier degré 1990 et 2010 sont sur 7 niveaux pour le Rwanda Les effectifs du premier degré 1990 et 2010 sont sur 5 niveaux pour la France La totalisation des effectifs pour le 1° et le 2° n'a été faite que pour 17 pays</p>
<b>Sources</b>	<p>Rapport Mondial sur l'Education. Editions 1993 et 1995 UNESCO Statistical profile of education in subsaharian Africa, (DAE/IIEP) UNESCO 1994 Annuaire statistique UNESCO 1994 et 1995 Tendances et projections des effectifs scolaires par degré d'enseignement, par âge, par sexe, 1960-2025 (évaluées en 1993) Division des statistiques, UNESCO 1993 World population Data Sheet 1991, Population Reference Bureau, WashingtonDC L'éducation en chiffres 1992, Ministère de l'éducation nationale, Paris Education et Formation, n°39, novembre 1994, Ministère de l'éducation nationale, Paris Rapport sur le stage de planification de Ouagadougou ACCT-GRETAF, novembre 1995</p>

	POPULATION			PNB/h 1992		TBS 1992		Pop âge scolaire ld°1992 milliers	EFFECTIFS (en milliers)				EFFICACITE			DEPENSE D'EDUCATION			DUREE ANNEE SCOLAIRE 1990		papier pour imprime rie 1990 Kilo/hab	Ecoles 1992
	1995 totale millions	1995 % urb	2010 millions	PPA \$US	PNB \$Us	G	F		premier d°	second d°		Coeff. Effic. 1990	EVS 5ème année %G	%F	Total %PNB	1° PNB	par élève PPA	Jours	heures			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
<b>OUEST</b>																						
BENIN	5,4	30	8,3	1500	410	88	44	812	475	857	80	126	0,45	54,5	29,1	-	-	-	160	960	0,17	2 904
BURKINA	10,4	15	14,5	730	290	47	30	1474	504	896	99	256	0,64	31,2	22,6	2,7	21	153	-	-	0,07	2741
COTE D'IVOIRE	14,3	39	23,1	1640	670	81	58	2087	1415	2806	392	761	0,62	53,3	37,8	-	-	-	-	-	0,70	7249
GUINEE	6,5	29	9,3	-	510	57	27	997	347	618	86	153	0,60	57,4	27,0	2,4	12	-	204	1020	0,05	2849
MALI	9,4	22	15,0	500	300	32	19	1487	341	618	79	145	0,47	28,1	20,8	2,8	-	-	-	-	0,05	1514
NIGER	9,2	15	14,8	740	300	39	21	1280	369	677	77	182	0,75	-	-	-	29	70	170	1020	0,03	2656
SENEGAL	8,3	39	12,2	1750	780	67	50	1233	708	1117	181	329	0,76	56,1	40,7	4,2	18	315	180	1008	0,60	2454
TOGO	4,4	30	7,4	1100	400	122	81	652	652	1166	126	287	0,46	-	-	6,7	12	137	180	1008	0,17	2594
<b>total</b>	<b>67,9</b>		<b>104,6</b>						<b>4811</b>	<b>8755</b>	<b>1120</b>	<b>2239</b>										<b>24 961</b>
<b>CENTRE</b>																						
BURUNDI	6,4	6	9,5	750	210	76	62	942	633	1006	44	120	0,70	49,6	42,0	3,7	14	105	228	874	0,20	1418
CAMEROUN	13,5	41	21,2	2300	820	109	93	1944	1964	3285	500	899	0,58	57,3	55,2	3,1	11	253	190	1140	0,50	6763
CONGO	2,5	58	3,2	2450	1030	148	125	-	503	-	183	-	0,40	-	-	-	-	-	-	-	0,20	1623
GABON	1,3	73	1,9	-	4450	174	166	-	210	-	51	-	0,46	-	-	-	7	-	-	-	1,07	1024
RCA	3,2	39	3,9	1040	410	88	55	455	352	549	52	82	0,51	56,1	36,5	2,0	10	104	240	1080	0,07	986
RWANDA	7,8	5	10,4	770	250	78	76	1443	1100	2074	70	158	0,59	59,7	60,6	3,8	16	123	234	1326	0,03	1710
TCHAD	6,4	22	9,3	710	220	80	38	937	570	841	64	176	0,54	45,6	15,5	2,3	10	71	234	1170	0,03	1868
ZAIRE	44,1	29	69,1	-	-	78	61	6997	4357	9006	1066	1907	0,64	75,2	43,9	-	-	-	-	-	0,13	10819
<b>total</b>	<b>85,2</b>		<b>128,5</b>						<b>9689</b>	<b>16761</b>	<b>2030</b>	<b>2323</b>										<b>26211</b>
<b>EST</b>																						
COMORES	0,5	29	0,9	-	510	81	69	103	65	140	15	36	0,34	-	-	4,1	10	-	-	-	0,35	275
DJIBOUTI	0,6	77	0,9	-	780	39	30	88	32	32	10	21	0,80	-	-	3,8	-	-	240	1030	0,06	66
MADAGASCAR	14,8	22	23,3	720	230	77	74	1971	1571	2902	340	483	0,36	38,4	34,8	-	6	43	-	-	0,37	13624
SEYCHELLES	0,1	50	0,1	-	5480	-	-	-	15	-	4	-	0,85	-	-	8,5	9	-	-	-	9,46	26
<b>total</b>	<b>16,0</b>		<b>25,2</b>						<b>1683</b>	<b>3074</b>	<b>369</b>	<b>5126</b>										<b>13991</b>
<b>TOTAL Général</b>	<b>169,1</b>		<b>258,3</b>						<b>16183</b>	<b>28590</b>	<b>3519</b>	<b>9688</b>										<b>65 163</b>
France	58,1	74	61,7	19200	22300	107	105		4217	3600	5800	5500	0,97	-	-	-	40	4050	180	972	55,80	34338

Le tableau réunit quelques indicateurs relatifs à la situation éducative des pays francophones d'Afrique subsaharienne.

Il présente une vue d'ensemble sur la progression démographique (colonnes 1-3), les ressources (PNB par habitant, colonnes 4,5) ; les effectifs d'âge scolaire du premier degré, les effectifs du premier et du second degré scolarisés et la projection pour 2010 (colonnes 6-12), des mesures de l'efficacité du système éducatif (colonnes 13-15) ; les dépenses publiques par élève pour le premier degré 16-18 ; la durée de l'année scolaire (colonnes 19-20) ; la consommation de papier d'imprimerie par habitant (colonne 21) et enfin le nombre d'écoles élémentaires public et privé (colonne 22).

Les mêmes données pour la France permettent une meilleure appréhension de la nature spécifique des problèmes en Afrique subsaharienne : le modèle français, avec des effectifs stabilisés voire décroissants et une dépense par élève entre 30 et 100 fois supérieure, ne peut pas servir de référence.

### **Population**

Pour l'ensemble des 20 pays concernés par le tableau, les Nations Unies estiment que la population va passer de 169 millions en 1994 à 258 millions d'habitants en 2010, soit un accroissement de 89 millions ou de 53 % en quinze ans. L'urbanisation va continuer à croître ce qui renforcera encore la demande d'éducation.

Cette forte pression démographique explique qu'au cours de la dernière décennie, le taux d'accès à l'enseignement primaire a baissé même si, en termes absolus, les effectifs ont augmenté. L'augmentation n'a pas suivi l'expansion démographique.

### **Pouvoir d'achat**

Le PPA, le nouvel indicateur de la Banque mondiale, est une estimation du PNB par habitant fondée sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). Il donne une image plus approchée de la réalité économique pour les pays où l'économie non monétaire joue un rôle important. Le pouvoir d'achat varie selon les pays d'un peu moins de 2 fois jusqu'à plus de 3 fois de la valeur du PNB.

### **Effectifs**

Les taux bruts de scolarisation (TBS) rapportent les effectifs totaux de l'enseignement du premier degré, quel que soit l'âge des élèves, à la population du groupe d'âge scolarisable (dont les effectifs figurent à la colonne suivante). Ces taux bruts

prennent en compte les redoublants et tous ceux qui ont dépassé l'âge théorique et peuvent donc dépasser 100 %.

Pour les pays francophones, la moyenne de ce taux est de 77 % pour les garçons et de 57 % pour les filles. L'effort à faire pour assurer une scolarisation totale est donc important, surtout s'agissant de la scolarisation des filles qui marque un très grand retard.

Les effectifs du premier degré devraient passer, selon ces projections, de 15,5 millions en 1990 à plus de 28,5 millions d'élèves en 2010 pour les 17 pays de l'échantillon pour lesquels les données sont disponibles. Ceci correspond à une croissance de plus de 80 % en vingt ans, sans pour autant, dans certains pays, rattraper entièrement le retard de scolarisation du fait de l'expansion démographique.

Quant aux effectifs du second degré, ils passeraient de 3,3 millions en 1990 à 6,1 millions en 2010 pour les mêmes 17 pays, soit une progression de 85 %.

### **Efficacité**

Le coefficient d'efficacité est une mesure de l'efficacité interne du système, c'est à dire des acquisitions des élèves telles qu'elles se traduisent par leur progression dans le cycle d'études. C'est le rapport entre le nombre théorique d'années élèves qu'aurait mis une génération d'élèves pour achever le cycle d'études primaires, s'il n'y avait eu ni abandons, ni redoublements, (ici six ans), et le nombre d'années que cette génération y a effectivement consacrées. Ce coefficient est compris entre 0 et 1 (efficacité maximale).

Pour les 20 pays de l'échantillon, ce coefficient varie de 0.34 à 0,80 soit une amplitude de plus de 2. Cette variation n'est pas corrélée aux dépenses par élève. Une augmentation de quelques points de l'efficacité interne devrait libérer des places pour accueillir de nouveaux élèves par l'effet mécanique de la diminution des taux de redoublement.

L'espérance de vie scolaire jusqu'en 5<sup>e</sup> année de primaire (EVS5) est un nouvel indicateur mis au point par l'AIF. Il tient compte à la fois de la probabilité pour un enfant d'accéder à l'école et de la probabilité de survie jusqu'en 5<sup>e</sup> année primaire. Il prend en compte l'efficacité externe. Cet indicateur est une mesure approchée du minimum de 4 années d'études qui a été fixé à Jomtiem (1990) et aux Assises de l'Afrique de l'UNESCO. L'EVS5 mesure aussi, par différence avec un taux de 100 %, la proportion des garçons et des filles qui n'atteignent pas le niveau de la 5<sup>e</sup> année.

Sauf pour deux pays de l'échantillon, l'EVS5 est inférieur à 50 % pour les filles, et inférieur à 59 % pour les garçons. Plus de la moitié des enfants d'âge scolarisable n'atteignent pas la cinquième année.

### **Dépenses publiques par élève du premier degré**

Dans la plupart des pays, la part du PNB consacrée aux dépenses publiques d'enseignement (colonne 16) est bien inférieure au 5 % recommandés par les Assises de l'Afrique. Une étude récente des budgets pour l'éducation dans les pays de l'ex zone Franc CFA donne des chiffres qui indiquent une réduction parfois forte (Congo) de la part du PNB affectée à l'éducation dans certains pays entre 1990 et 1995, et une hausse parfois significative (Gabon) dans quelques autres.

Cependant la part par élève du premier degré en pourcentage du PNB habitant est relativement plus élevée que dans d'autres régions. Elle varie entre 6 % et 29 %, ce qui n'est possible qu'en raison de la sous-scolarisation. L'augmentation des effectifs amènera inéluctablement une diminution des ressources publiques disponibles pour chaque élève. Malgré les forts pourcentages du PNB affectés aux dépenses par élève du premier degré, la parité en pouvoir d'achat se situe entre 215 et 1575 francs français (43 et 315 dollars), ce qui imposera de plus en plus un appel à la contribution des familles.

### **Durée de l'année scolaire**

La durée de l'année scolaire prise en compte, en jours et en heures, est la durée officielle. La durée réelle de l'année scolaire est souvent très inférieure du fait des rentrées scolaires retardées, des grèves, de l'absentéisme des maîtres et des élèves.

### **Consommation de papier d'imprimerie par habitant**

Cet indicateur montre surtout le faible développement des forces éditoriales et des capacités d'impression, et, *a contrario*, l'importance de l'importation en matière de livres et manuels scolaires.

Tableau 2 - Projections d'inscriptions dans l'enseignement tertiaire pour l'Afrique subsaharienne

	1	2	3	4	5	6	7
PAYS	INSCRIPTIONS DANS LE TERTIAIRE 1996	POPULATION 1996	PROJECTION DE POPULATION 2010	POPULATION AGEE DE 18 A 23 ANS EN 2010	RATIO D'INSCRIPTION DANS LE TERTIAIRE 1995 (ou dernière année)	INSCRIPTIONS DANS LE TERTIAIRE 2010 (au RBI actuel)	INSCRIPTIONS DANS LE TERTIAIRE 2010 (RBI + 50%)
BENIN	14 055	5 563 000	8 330 000	1 016 260	3,1	31 504	47 256
BURKINA FASO	8 911	10 780 000	15 928 000	1 895 432	1	18 954	28 431
BURUNDI	4 256	6 221 000	8 924 000	1 079 804	0,9	9 718	14 577
CAMEROUN	36 000*	13 560 000	19 820 000	2 279 300	2,2	50 145	75 217
CONGO	13 806	2 668 000	3 911 000	465 409	6,5	30 252	45 378
COTE D'IVOIRE	52 228	14 015 000	18 976 000	2 390 976	4,5	107 594	161 391
GABON	4 655	1 106 000	1 566 000	169 128	2,8	4 736	7 103
GUINEE	8 151	7 518 000	10 428 000	1 209 648	1,2	145 162	21 774
GUINEE EQUATORIALE	*	410 000	574 000	67 158	0,2	134	201
MADAGASCAR	26 715	15 363 000	23 469 000	2 839 749	2,1	59 635	89 452
MALI	*	11 134 000	16 733 000	1 974 494	0,8	15 796	23 694
MAURICE	6 746	1 129 000	1 306 000	118 846	6,5	7 725	11 587
NIGER	*	9 465 000	14 751 000	1 696 365	0,7	11 874	17 811
R.C.A.	3 684	3 344 000	4 492 000	534 548	1,4	7 484	11 226
Rép. Dém. Congo	93 266	46 812 000	69 782 000	8 373 840	2,3	192 598	288 897
RWANDA	2 200 *	5 397 000	9 716 000	1 185 352	0,5	5 927	8 890
SENEGAL	24 081	8 532 000	12 241 000	1 432 197	3,4	48 695	73 042
TCHAD	3 446	6 516 000	9 186 000	1 047 204	0,6	6 283	9 425
TOGO	11 639	4 201 000	6 082 000	735 922	3,6	26 493	39 740

SOURCE

Annuaire statistique 1998 de l'UNESCO (1,5)

Révision 1996 des perspectives démographiques mondiales de l'Organisation des Nations Unies (2, 3, 4)

Note : utilisation de valeurs médianes variantes

Calculs de l'auteur (6, 7)

(\*) données non disponibles dans l'annuaire statistique de l'UNESCO. Les chiffres suivis d'une astérisque ont été extraits de données de la Banque Mondiale

Tableau n°2

Tableau n°3

Séquence de développement des capacités dans l'enseignement à distance en Afrique subsaharienne

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
PAYS	Cours corresp. Tertiaires	Univ.a une unité d'ED	Projet donateur existant	Unité ED existe au Min. Educ.	Unité rech. ED à l'Univ.	Fourn. Privée ED existante	Cours ED par radio existant	ONG impliquée dans ED	Univ. Est prest. serv. Internet	Doc. Strategie existant	Ass. Nat de l'ED existante	Cours d'univ. sur l' ED	Cours d'ED télédiffusée	Université ouverte existante	TOTAL
CAMEROUN	1	1	1	1	1	1	1		1				1		9
MAURICE	1	1	1	1	1	1	1		1	1					9
COTE D'IVOIRE	1	1	1	1	1		1	1					1		8
MADAGASCAR	1	1	1	1	1		1			1					7
SENEGAL	1	1	1	1				1	1			1			7
BURKINA FASO	1	1	1	1			1	1							6
TOGO	1	1	1	1	1			1							6
BENIN	1	1	1	1				1							5
TOTAUX	8	8	8	8	5	2	5	5	3	2	0	1	2	0	57

- Légende**
- 1 - Des cours par correspondance de niveau tertiaire sont fournis dans le pays.
  - 2 - L'université possède une unité responsable de l'enseignement à distance
  - 3 - Il existe un projet d'enseignement à distance soutenu par des donateurs
  - 4 - Le Ministère de l'Education possède une unité charg'e de l'enseignement à distance
  - 5 - L'université possède une unité de recherche sur l'enseignement à distance
  - 6 - Il existe un prestataire privé de cours d'enseignement à distance
  - 7- Des cours d'enseignement à distance sont diff usés à la radio
  - 8 - une organisation non gouvernemental e fournit des cours d'enseignement à distance
  - 9 - L'université est prestataire de services Internet agréé
  - 10 - Le gouvernement a mis au point un document stratégique formel pour l'enseignement à distance
  - 11 - Il existe une association professionnelle nationale des éducateurs à distance
  - 12 - Un cours de niveau universitaire sur la théorie et les méthodes de l'enseignement à distance est enseigné
  - 13 - Des cours d'enseignement à distance sont diff usés à la télévision
  - 14 - Une université ouverte opérationnelle existe dans le pays

## **Annexe II : Résumé de l'étude conduite pour l'ADEA en 1997**

### **LA FAD En Afrique francophone et lusophone**

#### **1 - Etat des lieux et réalité de la FAD aujourd'hui**

##### **1.1.Synthèse générale des expériences passées, en cours d'exécution et en préparation**

A travers les actions et expériences de FAD identifiées et analysées, et bien qu'elles soient extrêmement diversifiées et plus ou moins significatives (quant à la durée, au nombre d'individus touchés, aux objectifs visés, à la place occupée dans le système éducatif...), il est possible d'établir un certain nombre de constats valables pour la majorité des pays, et de dégager les constantes majeures.

##### **Politique nationale en matière de FAD**

A l'exception de Madagascar et de Maurice, où une véritable politique de la FAD a été définie par les autorités politiques et éducatives nationales et mise en œuvre ces dernières années, et mis à part les cas qui concernent le Programme d'Education Télévisuelle de Côte d'Ivoire (PETV), et l'expérience de la DIFOP au TOGO, force est de constater qu'un grand nombre des expériences passées ou en cours d'exécution ont été menées jusqu'ici de façon plus ou moins ponctuelle, aléatoire, voire improvisée, souvent en ordre dispersé, sans véritable planification ni coordination. La plupart visent en effet à répondre de façon conjoncturelle à certains besoins spécifiques et limités de formation. Beaucoup font figure de pratiques au coup par coup et d'expérimentations sans lendemain.

##### **Objectifs et publics visés par les expériences de FAD identifiées**

A l'exception du Congo, de Djibouti et de Madagascar qui ont directement ciblé le niveau de l'enseignement supérieur en abordant la FAD, les autres pays africains ont lancé leurs premières expériences de FAD pour répondre aux besoins pressants de qualification des maîtres du primaire en cours d'emploi. Dans plusieurs pays (Burkina, Centrafrique, Mauritanie, Tchad), certains programmes ont également pour objectif la préparation aux examens professionnels (du type Certificat d'Aptitude Pédagogique / CAP).



L'objectif général étant d'améliorer la qualité et les performances de l'éducation au niveau primaire, les cadres (inspecteurs, conseillers pédagogiques, directeurs d'école) font également l'objet depuis quelques années d'une attention particulière et bénéficient de programmes de perfectionnement à distance dans plusieurs pays comme, par exemple, dans le cadre de la phase pilote du projet RESAFAD.

La seconde population cible la plus fréquemment visée par la FAD (au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad) se compose des enseignants du secondaire en cours d'emploi dont le niveau académique dépasse la plupart du temps à peine le baccalauréat, et dont la formation professionnelle s'est faite le plus souvent « sur le tas ».

Deux expériences de FAD ont pour cible les cadres et les formateurs de l'enseignement technique et professionnel :

- le Centre Pédagogique universitaire (CPU) au Bénin assure à distance la formation continue des enseignants de ce secteur.

- l'Institut Pédagogique de l'Enseignement technique et professionnel (IPNET/P) en Côte d'Ivoire, en partenariat avec l'Université du Québec à Trois Rivières, forme les cadres de ce secteur à l'administration et à la gestion des établissements dont il a la charge.

En ce qui concerne la formation initiale au niveau universitaire, deux expériences intéressantes et significatives ont été recensées :

L'une vise actuellement la formation initiale académique et professionnelle de professeurs scientifiques de collège. C'est celle qui est menée à Djibouti (pays qui ne dispose d'aucune structure universitaire) en partenariat avec une Université française.

L'autre est menée par le Centre National de Télé-Enseignement de Madagascar (CNTE/MAD) dans les filières " Droit " et " Gestion " (8100 inscrits en 1997) vise actuellement la formation initiale académique et professionnalisante des nouveaux bacheliers (niveaux bac + 2, bac + 3, Bac + 4, BAC+5), ainsi que celle des adultes engagés dans la vie professionnelle soucieux de se perfectionner ou d'acquérir une promotion sociale (fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, magistrats, au total 40 % de la cohorte des étudiants). Cette expérience réussie, la première initiative universitaire de cette importance dans un pays

francophone du Sud, pourrait servir de cadre de référence pour certains pays africains confrontés à des problèmes identiques . Elle offre effectivement la possibilité de tester en vraie grandeur une solution alternative permettant un désengorgement des universités et une expansion du dispositif d'enseignement supérieur au moindre coût.

### **Méthodes et médias utilisés**

Trois grandes étapes jalonnent l'histoire de la FAD en Afrique francophone et lusophone, ce qui n'est guère étonnant puisqu'elle a été fortement influencée par les actions menées et l'expertise acquise dans ce domaine sur les autres continents, et a suivi, certes avec un certain décalage dans le temps, le même type d'évolution.

Au cours de la première étape, les expériences les plus anciennes, comme par exemple celle qui a été menée par l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville de 1970 à 1990, renvoient à la catégorie des " cours par correspondance ". Les seuls supports pédagogiques utilisés étaient de simples photocopies (cours et devoirs avec corrigés), mais ils n'étaient le plus souvent que de simples calques de ceux de l'enseignement traditionnel en " face à face ". Leur diffusion était assurée par courrier postal. L'interactivité et les services rendus aux apprenants étaient quasiment inexistantes.

Une deuxième étape, dans laquelle on peut ranger la majorité des expériences recensées dans l'étude, est marquée par l'évolution progressive des méthodes et des médias utilisés. La pédagogie repose toujours essentiellement sur l'écrit, mais cette fois les supports sont conçus et produits spécialement pour l'auto-apprentissage. Ils sont parfois accompagnés de documents sur cassettes sonores, plus rarement sur cassettes vidéo. Un système de tutorat, généralement en groupe et plus ou moins fréquent et régulier, est de plus en plus souvent mis en place

Plusieurs pays ont eu également recours aux médias de masse pour soutenir les apprenants et les sortir de leur isolement,

- par la radio (Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Mauritanie, Tchad)
- par la télévision (PETV de Côte d'Ivoire des années 70-80).

Une troisième étape, qui a démarré tout récemment, voit la naissance d'une nouvelle génération d'expériences répondant à des besoins spécifiques et touchant des publics bien ciblés, fondées sur des pédagogies interactives et innovantes grâce à l'introduction progressive des NTIC dans les dispositifs de FAD.

C'est notamment le cas

- du projet de recherche TELESUN de l'Union européenne, dont l'objectif est de tester un système de télé-enseignement multimédia entre six Universités dont une africaine : celle de Yaoundé1 ;
- du programme FORST de " Formation à la Recherche en Santé du Travail ", piloté par l'Université canadienne Mc GILL, et qui repose sur une stratégie de FAD renforcée par une communication soutenue entre enseignants et étudiants grâce au réseau INTERNET ;
- de l'expérience de télé-enseignement scientifique menée à Djibouti en partenariat avec un centre de télé-enseignement universitaire français, et qui utilise largement les ressources du multimédia et du réseau INTERNET pour la communication et les échanges pédagogiques ;
- du projet RESAFAD.

### **Les dispositifs de FAD (moyens humains, techniques, matériels et financiers)**

Le nombre relativement élevé d'expériences (passées ou en cours) recensées dans l'étude ne signifie pas pour autant qu'il existe un centre spécialisé, opérationnel, intégralement dédié à la FAD et doté des moyens humains, techniques, matériels et financiers indispensables, dans chacun des pays concernés.

Seuls 2 pays sont dans ce cas : il s'agit de Madagascar, avec le Centre National de Télé-Enseignement (CNTE) et de l'Ile Maurice, avec le Collège des Ondes (MCA). Dans tous les autres pays, les actions de FAD sont menées par des Institutions conventionnelles (généralement un Institut Pédagogique National ou une Ecole Normale Supérieure), comportant un service ou un département de FAD, le plus souvent sans budget autonome, et sans personnel entièrement affecté à la FAD.

### **1.2 - Eléments de problématique communs à l'ensemble des pays de la zone**

A partir de l'éventail des expériences et des cas étudiés, un certain nombre de facteurs pertinents semblent devoir être mis en évidence si l'on veut rendre compte des phénomènes de succès ou au contraire d'échec, voire d'abandon de certains projets, et pour dégager les grandes tendances et les éléments de problématique communs.

### **Facteurs essentiels qui expliquent le succès de certains systèmes de FAD**

La seule expérience importante et significative, est celle du Centre de télé-enseignement universitaire menée à Madagascar.

Lancée en 92 sous la pression de contraintes internes pénalisantes (notamment capacité d'accueil universitaire insuffisante, faible rendement du système, inadaptation des formations...), et pour répondre à la nécessité urgente d'adapter les formations à la demande du secteur économique, l'expérience de formation complète à distance, depuis la capacité jusqu'au magistère en " droit " et " gestion ", conduite par le CNTE a été mûrement réfléchi, préparée, planifiée et organisée avant sa mise en œuvre, avec un soutien politique national fort, sans l'apport d'aucune aide extérieure, avec les seuls " moyens du bord ".

Les évaluations externes qui ont déjà pu être effectuées mettent en évidence les facteurs de succès du système:

- le mode d'organisation de la structure est léger et s'appuie sur un réseau maillé de centres de ressources répartis sur l'ensemble du territoire ;
- les supports écrits sont spécialement conçus pour ce mode de formation et facilitent l'auto-apprentissage ;
- les centres de ressources de proximité organisent un suivi fréquent et régulier qui stimule et entretient la motivation des apprenants tout au long de leur parcours d'apprentissage ;
- le calendrier des activités est parfaitement respecté ;
- le système est administré et géré de manière rigoureuse ;
- les diplômes délivrés par le CNTE sont reconnus par la fonction publique malgache au même titre que ceux qui sont délivrés par l'enseignement universitaire traditionnel.

### **Difficultés rencontrées et facteurs d'échec manifeste**

Toutes les difficultés qui ont entravé le bon déroulement de la plupart des expériences recensées, et qui sont évoquées dans les documents de référence, sont pratiquement identiques à celles qui faisaient déjà l'objet de discussions et de recommandations au séminaire organisé sur la FAD par l'UNESCO à ARUSHA en 90, ce qui prouve que la situation n'a guère évolué positivement depuis. Elles sont grandement responsables du fait que beaucoup d'actions, en dépit de leur intérêt certain, restent de très faible portée et sont souvent sans suite.

Ces difficultés, toutes pénalisantes pour les programmes de FAD mais dont l'importance a souvent été négligée, peuvent être résumées de la manière suivante :

- absence de réelle politique nationale jusqu'ici et de soutien effectif des autorités éducatives ;

- manque de planification et d'organisation rigoureuse des activités ;
- ressources humaines insuffisantes pour l'administration et la gestion du système de FAD ;
- non disponibilité du personnel souvent affecté prioritairement à d'autres tâches ;
- manque de véritable formation des acteurs de la FAD dont la plupart n'ont pas la maîtrise des principes de base de la conception, de la production, et de l'édition des supports de cours, des devoirs et corrigés types, et du suivi des apprenants sur le terrain ;
- manque de concertation entre les différentes institutions au niveau national, certains programmes se faisant parfois concurrence au lieu de favoriser la synergie et la mise en commun des ressources et des compétences ;
- communications difficiles, voire incertaines avec les apprenants, souvent dispersés sur de vastes territoires (faiblesse des circuits postaux, réseau routier précaire, manque de liaisons téléphoniques ...), d'où la quasi impossibilité de respecter le calendrier des activités fixé dans le plan d'exécution des programmes ;
- structures décentralisées trop faibles et manquant de moyens matériels et financiers pour organiser les sessions de regroupement périodiques prévues, et qui s'avèrent pourtant indispensables pour la concertation et le suivi des apprenants, afin d'entretenir leur motivation et de s'assurer qu'ils ne perdent pas pied dans leur parcours d'apprentissage ;
- manque de complémentarité et de cohérence entre les différents supports pédagogiques utilisés ;
- peu ou pas d'autonomie financière accordée aux Institutions d'où des lenteurs et des lourdeurs administratives dans la mise en place du financement des projets, et de manière générale, inadéquation entre les ressources financières affectées à la FAD et le coût réel des opérations ;
- faiblesse des procédures d'évaluation ;
- absence d'encouragement, de reconnaissance et de validation par les pouvoirs publics des FAD suivies dans la carrière des enseignants.

## **2- Evolution prévisible de la FAD à court et moyen terme et perspectives ouvertes à l'enseignement supérieur et à la recherche**

De nombreux facteurs positifs incitent à penser que la situation de la FAD qui prévaut actuellement dans les pays d'Afrique francophone et lusophone devrait évoluer très favorablement à court et moyen terme, et qu'une réelle politique nationale en la matière devrait voir le jour dans un certain nombre de pays.

Quatre de ces facteurs paraissent particulièrement décisifs et méritent d'être soulignés :

- le contexte de réforme profonde dans lequel se trouvent plongée la majorité des universités africaines,
- la récente prise de conscience qui se manifeste de la part des autorités politiques et éducatives sur les enjeux de la société de l'information et sur les potentialités que représentent la FAD et les NTIC pour l'éducation, la formation et la recherche,
- la progression rapide de l'accès à INTERNET en Afrique,
- les récentes initiatives importantes prises au plus haut niveau pour la mise en oeuvre de projets majeurs intégrant cette nouvelle donne.

### **Les réformes en cours dans les Universités d'Afrique francophone**

Toutes les Universités africaines sans exception luttent actuellement pour sortir d'une décennie de crise qui les a profondément affectées : des réformes sont mises en chantier depuis 1992 pour restructurer et adapter les Universités à la demande économique et aux besoins du développement national, et améliorer qualitativement le système tout en diminuant les coûts de la formation.

Pour relever ce défi et faire face aux enjeux qui caractérisent la société de l'information, un certain nombre d'Universités africaines envisagent d'intégrer dans les réformes en cours la FAD et l'utilisation des NTIC, à la fois pour l'accès à l'Information Scientifique et Technique, et comme l'une des solutions alternatives au système universitaire classique de formation initiale et continue, notamment pour faciliter le développement de formules d'enseignement universitaire délocalisé.

## **Forte prise de conscience des autorités politiques et éducatives sur les enjeux de la FAD et des NTIC**

Aucun pays africain n'échappe actuellement à la grande effervescence qui règne autour du phénomène INTERNET et de l'avènement de la société globale de l'information. Des structures permanentes de concertation se créent, et les coopérations bilatérales et multilatérales se renforcent et se conjuguent parfois autour de projets communs visant à développer ce secteur devenu hautement prioritaire.

De plus, des séminaires et ateliers spécialisés sont régulièrement organisés par différents organismes (ACCT, AUPELF-UREF, ORSTOM, UNITAR, UNESCO, etc.) au bénéfice des responsables des établissements universitaires, des grandes écoles, et des enseignants-chercheurs, pour les informer sur l'importance que revêt INTERNET pour l'enseignement supérieur et la recherche, pour les former à l'utilisation des serveurs et des sites, et leur faire acquérir la maîtrise des NTIC.

### **Le développement d'INTERNET en Afrique francophone et lusophone**

Le développement d'INTERNET dans les pays d'Afrique francophone a surtout débuté par le biais de la coopération technique, notamment grâce au réseau RIO de l'ORSTOM et au réseau REFER de l'AUPELF-UREF.

L'USAID, conjointement avec la NASA et le PNUD, développent de leur côté un projet, " l'Initiative LELAND ", destinée à créer pour 20 pays africains (dont un certain nombre de pays francophones qui ont adhéré au projet) une passerelle d'accès à l'infrastructure mondiale de l'information).

Par ailleurs, un certain nombre d'autres projets visent précisément le développement des autoroutes de l'information au profit de l'éducation, de la formation et de la recherche, comme notamment :

- UNINET, qui vise à offrir la connexion INTERNET à certains réseaux universitaires ;
- RINAF de l'UNESCO, dont l'objectif est de favoriser le développement des réseaux nationaux pour accroître l'accès à la science et à l'éducation, et la mise en œuvre de projets régionaux d'éducation à distance;
- HEALTHNET, initié par des ONG américaines, pour l'échange d'informations et la recherche dans le domaine de la santé ;

- UNITAR (de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche) en Agronomie, en Hydrologie ;
- etc.

Un fonds spécial important a été récemment dégagé par la Conférence des Ministres francophones chargés des inforoutes pour la mise en œuvre d'un plan d'action dont vont bénéficier tous les pays d'Afrique francophone. L'un de ses objectifs prioritaires est la démocratisation de l'accès aux inforoutes, une attention particulière étant portée aux secteurs de l'éducation, de la formation et de la recherche.

Les services d'accès à INTERNET sont installés - ou le seront à très court terme - dans presque tous les pays, au moins pour le courrier électronique.

L'offre INTERNET s'étoffe donc de jour en jour sur l'ensemble du continent, et les sites se multiplient, soit dans le cadre d'accords de développement, soit dans le cadre associatif ou commercial ( Presse et Radio-TV, Informatique et Télécom, Gouvernements, Organismes officiels, Tourisme, etc.).

Dans certains pays, et tout particulièrement au Sénégal qui a été pionnier en l'occurrence, on constate une dynamique prometteuse des fournisseurs de services, et une progression très rapide des utilisateurs du réseau grâce à des tarifs de connexion très compétitifs.

Cependant, on ne doit pas minimiser un certain nombre d'obstacles au développement optimal de l'accès au réseau INTERNET qui restent encore à lever (coûts trop élevés des télécommunications locales et des ordinateurs multimédias, insuffisance des infrastructures téléphoniques et des équipements de transmission de haut niveau, etc.).

### **Les innovations et les projets majeurs qui devraient être mis en œuvre à court et moyen terme**

Parmi les nouveaux projets qui devraient être mis en œuvre et qui sont répertoriés il convient de citer :

- L'Université Virtuelle Africaine " (UVA)

Ce projet, lancé par la Banque Mondiale à l'échelle de l'Afrique subsaharienne en 96, dans la perspective d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur dans les disciplines essentielles est basé sur l'utilisation des télécommunications interactives. La phase pilote devait démarrer à la mi-98 dans les 6 pays francophones (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo) qui ont adhéré au projet avec des



programmes de niveau 1er cycle en mathématiques, physique et soins de santé.

La phase pilote, entièrement gratuite, doit permettre de tester et de valider la méthodologie mise en œuvre ainsi que les contenus des cours dispensés, avant de pérenniser le système d'UVA dont la viabilité sera assurée grâce au recouvrement des coûts des formations qui seront à la charge des étudiants.

- UNISAT et le projet " d'Université Virtuelle Francophone " de l'AUPELF UREF

Dans le domaine de la FAD, UNISAT, l'Université par satellite diffuse des formations diplômantes de 3<sup>ème</sup> cycle, dont plus de 300 étudiants de 14 pays d'Afrique francophone, enseignants, chercheurs, praticiens ou responsables de projets de développement ont déjà pu bénéficier. Dans le champ de l'Information Scientifique et Technique (IST), le réseau des centres SYFED-REFER offre un système d'accès au savoir, quelle que soit la localisation de sa source et de sa cible. 12 Universités d'Afrique francophone hébergent actuellement un centre SYFED-REFER et bénéficient de ses services, et d'autres centres sont en projet.

Projets de création de " Réseaux universitaires pour l'enseignement et la recherche ", comme

- au Burkina Faso : dans le cadre de la " stratégie de développement d'une société de l'information ", une importante initiative a été prise par les autorités politiques et éducatives en faveur de la création d'une " Cité virtuelle des Sciences et des techniques ".

- au Sénégal : l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a lancé un vaste projet " Université Réseau d'Information ", dans le cadre de son programme général visant à améliorer et à renforcer le niveau et la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche au Sénégal. L'ambition des promoteurs du projet est de doter l'UCAD d'un centre d'excellence de haut niveau technologique, qui devrait être un véritable foyer de recherche, de diffusion du savoir et d'accès à la connaissance

## **Annexe III: Bibliographie**

Notre revue de la littérature existante a comporté le repérage et l'analyse de quatre types de documents :

- des **documents de terrain**, émanant des opérateurs et relatifs aux programmes en cours ;
- des **documents de planification ou de développement**, émanant de certaines agences d'aide ou d'organismes intergouvernementaux ;
- des **bibliographies spécialisées**, mises au point par des centres de ressources documentaires ;
- enfin, un échantillon des **publications** les plus récentes.

### **III.1 Les documents de terrain**

Une des particularités de l'Afrique francophone réside dans le fait qu'il n'existe pratiquement pas de documentation accessible décrivant les opérations au plus proche du terrain et de l'action.

Les documents de première source, rendant compte de tel ou tel programme ou de telle ou telle expérimentation sont très rares. Lorsqu'ils existent, le plus souvent sous forme de bilans ou de comptes rendus annuels, ils ont une diffusion confidentielle et ne sortent pratiquement pas de l'institution qui les a produits.

Cette situation s'explique sans doute par le fait que les praticiens n'ont que rarement le temps et le goût de décrire leur action.

Au delà et surtout, l'EDAL ne constitue pas en Afrique francophone un objet de recherche. Dans les bibliographies générales publiées sur la formation à distance, il n'existe pratiquement pas d'ouvrage cité correspondant à un travail d'enseignant chercheur africain.

Enfin, il n'est pas exagéré de parler de rétention de l'information par les opérateurs qui le plus souvent répugnent à communiquer toute information quantitative.

Pour réaliser notre photographie, nous avons pallié ce manque en interrogeant ou en faisant interroger les responsables institutionnels. Si certains n'ont pas hésité à

nous communiquer leurs rapports d'activités et à exposer leurs difficultés (comme le CNTEMAD<sup>16</sup> ou l'AUF) nombreux sont ceux qui se limitent à donner des renseignements qualitatifs. Ainsi il ne nous a pas été possible d'obtenir avec précision les effectifs de l'INADES, de l'IPSEC, mais aussi de certains centres de l'UVA ou de Centres de Formation de la Banque Mondiale.

Cette tendance à la rétention est encore plus nette lorsqu'il s'agit de communiquer le montant des participations demandées lors de l'inscription ou les coûts unitaires par apprenant.

### **III.2 Les documents de planification**

Un certain nombre d'organismes internationaux publient par contre régulièrement des documents de synthèse sur l'EDAL. Les Organisations des Nations Unies et au premier rang l'UNESCO, les instances de la Francophonie, la Banque Mondiale, l'ADEA, publient ainsi régulièrement une riche documentation référencée et de grande qualité, qui constitue la base de toute nouvelle compilation, et dont nous avons tenu le plus grand compte.

#### **NATIONS UNIES**

##### **ECOSOC**

**' PANEL ON HIGHER EDUCATION IN AFRICA IN THE INFORMATION AGE'**, New York, mai 2001

Les documents préparatoires et le rapport du colloque organisé par ECOSOC en vue de préparer le panel tenu à Genève en juillet 2001 sur 'Le rôle des Nations unies pour soutenir les efforts des pays africains en vue de parvenir à un développement durable' nous ont été communiqués par l'UNESCO.

##### **PNUD**

**RAPPORT MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2001'**, publié en français par De Boeck et Larcier, Bruxelles.

Le PNUD prône le développement des technologies comme moyen de faire reculer la pauvreté dans le monde et constate les insuffisances du développement de l'Internet en Afrique.

##### **UNESCO**

---

<sup>16</sup>1 EFFECTIFS DES APPRENANTS PAR FILIERE, SEXE ET SITUATION AU TRAVAIL 1998 – 2001, CNTEMAD, 26 pages, reçu le 20 décembre 2001

En 1990 , lors du Séminaire sous régional tenu à Arusha sur le thème de la Formation à distance, l'UNESCO lançait le projet d'un « Compendium » répertoriant pour chaque pays du continent les institutions et les pratiques. C'est l'AIF qui a traité la situation de l'Afrique francophone et qui a publié, en 1997, le compendium sur son site de l'INTIF.

En 2001 le bureau régional de Dakar, le BREDA, prépare deux publications dont le manuscrit nous a été communiqué :

**'LA GESTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR A DISTANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE'**

qui comporte une revue générale de l'enseignement supérieur à distance, et 12 études de cas.

**'GUIDE TO THE DEVELOPMENT OF LEARNING MATERIALS FOR DISTANCE EDUCATION'**

résultat d'une série d'ateliers d'experts.

Ces deux ouvrages seront disponibles début 2002.

**FRANCOPHONIE**

Le Secrétariat Général de la Francophonie a organisé deux comités de programmes réunissant les opérateurs de la Francophonie (AIF, INTIF,/FFI, AUF, TV5) et des experts nationaux pour préparer le programme d'activités 2002/03 dans le domaine de la Formation à distance ( en novembre 2000) et des Nouvelles Technologies (en février 2001).

Outre les contributions des opérateurs, les comptes rendus et les recommandations, il existe pour chaque thème un rapport d'ensemble pour préparer les discussions :

**'ENSEIGNEMENT A DISTANCE ET FRANCOPHONIE : BILAN ET PERSPECTIVES'**

Rapport introductif de Jean René BOURREL (Directeur du développement du CNED)

**'LES INFOROUTES EN FRANCOPHONIE**

,

Rapport introductif de Ken LOHENTO (Président de l'ONG Oridev)

## **ADEA**

Le groupe de travail sur l'enseignement tertiaire a publié en 1998 une revue de la FAD en Afrique subsaharienne

### **'L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR A DISTANCE EN AFRIQUE'**

Vue générale et annuaire des programmes , Roberts et Associés, Toronto

L'information relative à l'Afrique francophone avait été l'année précédente, en 1997, rassemblée par le Ministère Français des Affaires Etrangères

### **'FORMATION A DISTANCE AU NIVEAU DE L 'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE FRANCOPHONE ET LUSOPHONE',**

par Régine THOMAS avec la collaboration de Jean VALERIEN

En 1999, le groupe de travail Enseignement supérieur publiait une nouvelle synthèse

### **'ENSEIGNEMENT A DISTANCE ET TECHNOLOGIE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE'**

par William SAINT, édité par la Banque mondiale.

## **BANQUE MONDIALE**

Lors de la réunion constitutive du GTEDAL tenue à l'Ile Maurice en avril 2000, la Banque mondiale a diffusé un document de travail

### **'ETUDE STRATEGIQUE SUR LES TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT A DISTANCE DANS LES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE'.**

Ce document expose les projets de la Banque pour soutenir les stratégies proposées pour l'utilisation de la Formation à Distance.

### **III.3 Les bibliographies spécialisées**

De nombreux centres de documentation proposent une documentation spécialisée en matière de FAD et de TIC, soit donnant lieu à publication, soit interrogeable à distance sur

un site Internet, soit encore composée à la demande par interrogation de leur banque de données.

Nous avons plus spécialement consulté les bibliographies suivantes :

## **UNESCO/IPE**

L'interrogation de la Banque de données à partir de « Enseignement à distance en Afrique francophone au sud du Sahara » donne 19 références.

## **CIEP de SEVRES**

Bibliographie sur les nouvelles technologies ( septembre 2001) consultable sur le site [www.ciep.fr](http://www.ciep.fr)

## **TECHNE (Centre de ressources spécialisé en éducation)**

L'interrogation de la banque de données donne 70 références pour « FAD et NTIC » et 48 références pour FAD en « Afrique subsaharienne francophone ».

Très peu de références utilisables : les ouvrages cités en rapport avec la situation africaine concernent surtout les médias presse, radio et télévision.

## **Bibliographies existant dans certains ouvrages**

L'analyse des bibliographies présentées dans certains ouvrages est riche d'enseignements. Nous signalerons plus particulièrement deux exemples :

- l'ouvrage collectif publié sous la direction de Thierry KERSANTI et François LAROSE, 'Les TIC au cœur des pédagogies universitaires' comporte, avec plus de 600 références, la plus riche bibliographie existant en langue française sur le domaine.
- la publication de William SAINT sur 'L'enseignement à distance dans l'enseignement supérieur' à la suite de l'étude ADEA conduite en 1997 est une illustration de la situation existante au plan de la recherche et des publications en Afrique francophone subsaharienne. L'ouvrage comporte une bibliographie sélective et pertinente de 56 références : deux seulement sont en langue française :
  - la première est un rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde en 1998/99, intitulé 'Le savoir au service du développement' ;
  - la seconde est l'annuaire statistique 1998 de l'UNESCO.

### **III.4 Quelques publications récentes**

**2001**

**‘LES TIC...AU CŒUR DES PEDAGOGIES UNIVERSITAIRES’**

Thierry KERSANTI et François LAROSE et Coll. , Presses de l’Université du Québec

Diversité des enjeux pédagogiques et administratifs  
Une très riche bibliographie.

**‘TOUT SAVOIR POUR E-FORMER’**

de Christophe Parmentier et Fouad Arfaoui, aux Editions d’Organisation, Paris, 220 p.

L’ouvrage porte sur les fondements de la formation en ligne en France.

**‘L’INTERNET, SON WEB ET SON E-MEL EN AFRIQUE’**

de Raphaël Ntambue TSHIMBULU aux Editions de l’Harmattan, 356 p

Une synthèse des principales publications et idées sur l’insertion des TIC EN Afrique

**‘LES NTIC ENJEUX POUR L’AFRIQUE’**

de François OSSAMA, aux Editions l’HARMATTAN

**‘LES TIC DANS LA FORMATION DES ENSEIGNANTS’**

« Au delà du modèle canonique de la relation «élève maître : les TIC ou comment faire circuler les signes de la présence »  
Geneviève Jacquinet, De BOECK, Bruxelles, sous presse

**‘EDUCATION ET TRAVAIL, DIVORCE OU ENTENTE CORDIALE’**

PEREZ S. et STROBEL O., Paris, l’HARMATTAN, Collection Education Comparée

Le chapitre 4 traite des enjeux des Technologies de la communication.

**‘SE PREPARER POUR LE MONDE RESEAUTE...UN GUIDE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT’**

CIDIF

<http://thot.cursus.edu/rubrique.asp?no=16081>

**‘INDICATEURS DE BASE SUR L’INTEGRATION DES TIC DANS LES SYSTEMES EDUCATIFS EUROPEENS’**

Faits et chiffres, rapport 2000/01, Eurydice.

Consultable sur le **site**

[www.eurydice.org/Documents/TICBI/en/Frame.Set.htm](http://www.eurydice.org/Documents/TICBI/en/Frame.Set.htm)

**‘UNIVERSITES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES EN AFRIQUE DE L’OUEST FRANCOPHONE’** Passé, présent et avenir, par Claudine LEBORGNE-TAHIRI, BREDA-UNESCO

**2000**

**ENJEUX DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION EN AFRIQUE**, ouvrage collectif sous la direction d’Annie CHENEAU-LOQUAY, aux Editions Karthala  
L’applicabilité des TIC dans la construction du développement.

**E-FORMATION : NTIC ET REENGINEERING DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**, aux Editions Dunod, Paris 179 p,  
Les enjeux de l’introduction des NTIC dans la Formation Professionnelle

**LA FORMATION A DISTANCE : UNE LOGIQUE DE SERVICES OU UNE LOGIQUE DE DIFFUSION ?**

Anand RUMAJOGEE.  
Thèse de doctorat SOUTENUE à Paris 8, portant sur l’expérience mauricienne .

**‘TECHNOLOGIES ET EDUCATION : CONTRIBUTION A L’ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES’**

DE Hélène PAPADOUDI, Paris, PUF, 240 p

**1999**

**‘LA FORMATION A DISTANCE’**

Revue Internationale d’Education N° 23 Septembre 1999, Paris, CIEP

**‘LA FORMATION A DISTANCE DES PERSONNELS CHARGES DE L’ADMINISTRATION DE L’EDUCATION EN GUINEE’**

de Djénabou BALDE, mémoire de DEA en Sciences de l’Education, Université de Caen

**‘LA FORMATION A DISTANCE : ENJEUX, PERSPECTIVES, ET LIMITES DE L’INDIVIDUALISATION’**

de Annie JEZEGOU, Paris, l’HARMATTAN, 183 p

**‘AUTONOMIE ET APPRENTISSAGE, L’INNOVATION DANS LA FORMATION’**

de M. BARBOT et G. CAMAYARI , Paris, PUF



**‘GUIDE DU MULTIMEDIA EN FORMATION’**

sous la direction de Jacques NAYMARK, Paris, RETZ

**1998**

**‘POLITIQUE NATIONALE : Ateliers nationaux**

Délégation à l’informatique (DELGI) du Burkina Faso

**‘LES TECHNOLOGIES NOUVELLES’**

Jean Charles BUROU et Coll. CIEP, revue internationale de l’Education p 21/26

**‘VERS UNE INDUSTRIE DE LA CONNAISSANCE’**

de Jacques PERRIAULT, in Sciences Humaines n° 87 octobre 1998

**1997**

**‘L’AFRIQUE A L’HEURE DES INFOROUTES’**

J P DENIS et O SAGNA, Universités., 1997, 18

**‘ACTES DE LA CONFERENCE DES MINISTRES  
FRANCOPHONES CHARGES DES INFOROUTES’**

ACCT

**‘GUIDE POUR LA PREPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE  
DE POLITIQUES NATIONALES DE FORMATION A  
DISTANCE’**

de Jean VALERIEN, Paris, AIF

## **Annexe IV : Webographie**

### **IV .1 Un exemple : Quelques pointeurs sur des données concernant l'Internet en Afrique**

Voici une sélection de sites relatifs à la situation et au développement d'Internet en Afrique

Portail africain Woyaa :

[\*\*http://www.woyaa.com/indexfr.html\*\*](http://www.woyaa.com/indexfr.html)

Portail africain Mbolo :

[\*\*http://www.mbolo.com\*\*](http://www.mbolo.com)

Internet en Afrique SYFIA N°133

[\*\*http://www.syfia.com/premiere/sommaireinternet.asp\*\*](http://www.syfia.com/premiere/sommaireinternet.asp)

L'Afrique a-t-elle besoin d'Internet ? Le Monde Interactif

[\*\*http://interactif.lemonde.fr/dossier/0,5611,2858-5481--0,FF.html\*\*](http://interactif.lemonde.fr/dossier/0,5611,2858-5481--0,FF.html)

Ensemble d'articles et d'études ANAIS

[\*\*http://www.anais.org\*\*](http://www.anais.org)

Connectivité à Internet en Afrique M. Jensen

[\*\*http://www3.wn.apc.org/africa/afstat-f.htm\*\*](http://www3.wn.apc.org/africa/afstat-f.htm)

Internet en Afrique Francophone (programmes, bibliographies, organisations)

[\*\*http://www.passdev.net/pratique/internetafriquefranco.htm\*\*](http://www.passdev.net/pratique/internetafriquefranco.htm)

IDIA, un Indicateur du développement de l'Internet en Afrique (1997-2000)

[\*\*http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/IDI/IDI1.htm\*\*](http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/IDI/IDI1.htm)

Les déterminants de la diffusion d'Internet en Afrique par Bernard Conte

[\*\*http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/DT\\_48/dt48.pdf\*\*](http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/DT_48/dt48.pdf)

Centre de Ressources Internet de l'Initiative Leland (USAID)

[\*\*http://www.usaid.gov/regions/afr/leland/resfrench.htm\*\*](http://www.usaid.gov/regions/afr/leland/resfrench.htm)

Etude sur la diffusion francophone d'Internet du CIDIF

[\*\*http://www.cidif.org/diffusion/diffusion.pdf\*\*](http://www.cidif.org/diffusion/diffusion.pdf)

Les enjeux d'Internet en Afrique, M. Daouda, Africultures N°23

[http://www.africultures.com/articles/articles\\_francais/internet/enjeux.htm](http://www.africultures.com/articles/articles_francais/internet/enjeux.htm)

Le développement de l'Internet en Afrique (ADEA)

[http://www.adeanet.org/newsletter/Vol11No2/fr\\_9.html](http://www.adeanet.org/newsletter/Vol11No2/fr_9.html)

L'Afrique entre dans l'ère d'Internet, ITU

[http://www.itu.int/africainternet2000/Documents/Internetafe\\_f.html](http://www.itu.int/africainternet2000/Documents/Internetafe_f.html)

Enjeux des technologies de la communication en Afrique (A. Chéneau-Loquay et al.)

<http://www.africanti.org/resultats/documents/enjeux.htm>

Un observatoire sur les systèmes d'information les réseaux, et les inforoutes au Sénégal

<http://www.osiris.org>

## **IV.2 Le sommaire du journal THOT, livraison du 6 Janvier 2002**

Le sommaire de la livraison du journal Thot du 6 janvier 2002 illustre bien la richesse de l'information présentée.

### **Afrique : des cours, des ressources et des institutions**

Par **Martine Jaudeau** -

L'Afrique prend maintenant de plus en plus de place sur la Toile : campus numériques, travail collaboratif, Internet à l'école... De belles opportunités d'entendre sa voix et de partager sa culture, sa littérature et son histoire.

Voici quelques-unes de nos meilleures nouvelles de l'année :

#### Initiation à Star Office : un cours gratuit et africain

Star Office opère sous Linux. Le cours, la suite logicielle (traitement de texte, chiffrier et messagerie) et le système d'opération sont gratuits.

#### Pour apprendre à connaître et à localiser les pays d'Afrique

Des minutes et des heures de plaisir avec Africa Map et Interactive Map of Africa. Allez-y faire un tour, c'est facile et instructif

#### Evva : cours sur l'apprentissage collaboratif à distance

Fruit de la formation virtuelle au DUTICE

#### Mauritanie : Une formation à distance particulière et efficace

On parle très peu de la Mauritanie dans Thot. Mais une femme attire l'attention par son amour pour les Tic et sa pratique bien singulière de la formation à distance.

#### Maroc : Le Centre national de documentation en ligne

Le CND vient de mettre ses données en ligne. Le site comprend un moteur de recherche et des outils de veille informationnelle.

#### Cours en ligne sur le GPL (Gaz Pétrole Liquéfié), une alternative énergétique en développement

Une autre retombée pratique du programme DUTICE

#### Apprendre l'histoire africaine sur le net

L'Internet permet maintenant à tous d'accéder aux sources historiques du continent noir. De la préhistoire à nos jours.

#### L'Université Virtuelle africaine passe en vitesse supérieure

La phase pilote de juillet 2001 a pris fin. 24000 apprenants inscrits à ce jour.

#### Littératures orales africaines : l'Araignée sur la toile

L'ambition ? Héberger toutes les littératures orales africaines. Et insister sur les genres oraux non connus, tels que les injures, les épitaphes et les termes d'adresse..

#### Sénégal : un exemple à suivre en Afrique !

La société sénégalaise de téléphone vient de prendre des mesures salutaires pour favoriser l'utilisation des NTIC à l'école.

#### L'Afrique en forum avec le Nord : une Expérience de Mosaïque du monde

Les écoles africaines participent désormais sans complexe à des forums et échangent certains éléments de leur culture

avec leurs camarades du Nord. Excitant.

Ntic en Afrique Noire : quatre études simultanées sont commises.

Le concept de Ntic attire la recherche. Des groupes se créent, des études commanditées, des sites naissent pour le développement africain des Ntic. Mais certains y croient fermement. Heureusement.

LegisTunisie, la base de données du droit tunisien sur le Web  
Code de travail, droit constitutionnel, code pénal, code commercial etc. tout est dans

LegisTunisie, la base de donnée du droit tunisien .

Le réseau MARWAN (MAROC Wide Area Network )est déjà opérationnel.

Un réseau dédié à l'éducation, à la formation et à la recherche.

Universités africaines : un cédérom pour revoir la pédagogie

L'évolution des technologies implique de nouvelles pédagogies.

L'Afrique y réfléchit depuis des années. Avec l'Unesco.

Au Burundi, un nouveau campus numérique ouvre ses portes

L'Afrique Centrale compte un quatrième campus numérique : celui du Burundi dont l'officialisation vient enfin de prendre effet.

Madagascar : l'Agence Universitaire de la Francophonie étend sa toile

Quelques mois après le Burundi, c'est au tour de l'Île de Madagascar d'ouvrir, dans les prochaines semaines, les portes d'un Campus numérique

Maroc-éducation : De plus en plus d'établissements équipés et connectés

Le Ministère de l'Education marocain signe un second accord pour équiper plus d'établissements scolaires et de formation à Internet.

Le droit (africain) à distance, et sur la toile

En bouleversant l'échange de l'information, les Ntic révolutionnent toutes les ramifications de la société. Il faut cependant connaître ses droits et le droit. Un site y est totalement consacré.

L'Afrique orale sur le net

La tentative de commettre les archives sonores et les ressources documentaires sur la tradition orale africaines existe depuis longtemps. Le Rubicon est franchi. Indulgence requise.

Sénégal : L'Université du Futur Africain prend forme. Avec l'Unesco

Le directeur général de l'UNESCO annonce que le BREDA assurera le suivi du dossier de l'Université du Futur Africain.

Des ressources Internet dans le secteur de la santé au Maroc et au Maghreb

Des ressources, des bases de données médicales, des statistiques, c'est aussi de la formation.

## **IV. 3 « Promenade » sur le web à la rencontre de l'EDAL....**

Voici le résultat d'une exploration de la toile, pour montrer la richesse et la diversité des sites.

### **AFRIQUE**

[www.educaf.org](http://www.educaf.org)

Le portail de l'éducation en Afrique propose les sections suivantes: Etablissements, Problématiques, Enseigner et appuyer, les Partenaires, Exploration géographique.

Education supérieure en Afrique : Des liens vers un certain nombre d'institutions d'éducation supérieure en Afrique, classées par pays. Pour l'Afrique francophone, on trouvera des liens vers des universités et écoles supérieures dans les pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.

Une recherche par mot clés, formation à distance, donne :

Ecole des bibliothécaires, archivistes et documentalistes L'EBAD est un établissement inter-Etats implanté à Dakar ; elle développe un projet de formation à distance avec la coopération française (FORCIIR).

Ecole supérieure d'ingénierie technologique L'Esitech est une école de formation à distance via Internet implantée à Brazzaville qui donne accès aux carrières des nouvelles technologies telles l'électronique, l'informatique, les télécommunications et l'automatique.

[www.edusud.org](http://www.edusud.org)

Portail du projet de coopération français et francophone Resafad : site très complet, beaucoup de brèves, des informations sur la formation à distance, des cours en ligne, etc.

### [Tertiary Education Commission](#)

Créée en 1988, la TEC est un organisme mauricien spécialisé dans la promotion de l'enseignement tertiaire, notamment par le biais de la formation à distance (FAD).

## Université virtuelle africaine

L'UVA est un programme expérimental de formation à distance financé par la Banque mondiale et de nombreux partenaires. 'Aux dernières nouvelles, l'expérimentation n'était guère concluante... Mais le site est très riche.'

[http://www.refer.org/togo\\_ct/edu/sup/cfad/cfadplus.htm](http://www.refer.org/togo_ct/edu/sup/cfad/cfadplus.htm)

### Centre de Formation A Distance (CFAD).

Les programmes de formation sont décrits comme suit:

L'Université du Bénin à Lomé, à titre expérimental, propose deux sortes de formations : formation diplômante et formation à la carte

-Programme de formation diplômant

L'objectif primordial de cette formation est de préparer les aspirants aux examens classiques en vue de l'obtention d'un diplôme. Elle s'adresse aux jeunes bacheliers et aux travailleurs désireux de poursuivre les études supérieures alors même qu'ils n'ont pas la possibilité de profiter de la formation présentielle assurée par l'UB.

- Formation à la carte

La formation à la carte offre à ses aspirants la possibilité de choisir les domaines dans lesquels ils désirent se perfectionner ou acquérir des connaissances supplémentaires

Le retour au site d'accueil Togo contact renvoie au centre Syfed-Refer de Lomé qui présente plusieurs rubriques dont Education, Recherche, Economie, Culture, Fonds documentaire, Association Coopération.

<http://www.educaf.org>

Site sur l'éducation en Afrique, qui offre plusieurs rubriques : Problématique des TICE en Afrique, répertoire des établissements (Ecoles Lycées, Universités, listes sont par pays), les Partenaires (institutionnels, OSI, ONG..., par pays), exploration par pays (Sénégal, Mali, Burkina...).

A partir de la rubrique ONG, le mot-clé fad aboutit au projet de Télé enseignement de Djibouti qui est décrit dans toutes ses composantes, y compris les questions de programmes et de diplomation, de production, de gestion, de coûts. Le projet est mis en place dans le cadre de la coopération franco-djiboutienne pour pallier l'absence d'établissements d'enseignements supérieur à Djibouti.

<http://www.anais.org/>,

Le site indique des liens par pays : Belgique, Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Cameroun, France, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal, Suisse.

Pour chacun, une recherche est possible par arborescence sur les Associations existantes :

Par exemple, l'association ORIDEV pour le Bénin ;- pour le Burkina-Faso, RECIF/ong-BF, Association YAM-PUKRI, Toile du Sahel, RIFOD ;- pour le Cameroun, Anais-Cameroun, Agro-PME ;- etc.

Par exemple : pour le Mali, le site de l'antenne Anais-Bamako informe sur l'état de l'Internet dans le pays (historique, vision politique, activités, perspectives), les stratégies d'information en Afrique et les opportunités de l'Internet au mali.

Pour le Bénin : le site ORIDEV propose deux bases de données sur les usages des TIC pour le développement au Bénin. La première répertorie des fiches d'expériences sur les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication en Afrique. Ces expériences, recueillies sur le terrain, ont pour but d'appuyer les discussions.

La rubrique Formation indique par exemple que l'unité d'exécution du programme Formation de ORIDEV est la Cellule de Services de Proximité mise en place dans le cadre des projets du réseau ANAIS. Composée de techniciens et formateurs ayant des compétences diverses en ce qui concerne la formation à l'utilisation de l'ordinateur, de l'Internet, de certains logiciels, la mise en œuvre de réseaux et de serveurs, la maintenance des matériels informatiques et l'installation de logiciels divers, elle est chargée d'exécuter le programme Formation de l'association et d'accompagner les acteurs de développement pour optimiser leur action sur le terrain.

Les formations se font quelques fois dans les locaux de ORIDEV mais aussi dans les locaux des groupes cibles. Un certain nombre de formations ont lieu dans le cadre du Club TIC mis en place par ORIDEV, ouvert au public (activités principales : conférences, visites d'institutions des TIC, formation au multimédia).

**<http://www.anais.org/SITES/BAM2000/ateliers/a7recherchesantedutravail.html>**

Ce site fait partie du réseau Anais « Bamako, les passerelles du développement ».

Il présente une formation à distance par Internet pour la recherche et la spécialisation en Santé au Travail en Afrique francophone (projet 'Forst' regroupant cinq pays africains (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Maroc, Sénégal).

<http://www.africanti.org>



Africanti se présente comme un projet de recherche en partenariat entre organismes de recherche européens et africains, qui observe l'implantation sociale et spatiale des TIC, pour voir si celles-ci se développent dans le sens d'un service universel ou plutôt pour une fraction de la population.

Le plan du site offre la possibilité de se déplacer sur les objectifs, la problématique, les résultats (il s'agit de publications), la vie du projet (étapes des travaux) et les liens.

Les travaux sont menés de manière interdisciplinaire (économie, géographie, sociologie, droit). Ils associent une approche sur l'offre d'équipements et de services et une approche sur la demande dans un secteur économique stratégique, celui des échanges.

On focalise l'analyse sur un espace régional, celui du Sénégal et de ses voisins (Guinée, Mali) où se joue une intégration au quotidien ou 'par le bas', alors que l'intégration formelle est encore peu développée. Mais des enquêtes seront également menées dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest - La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Bénin - afin d'obtenir une vision plus générale et comparative des usages en cours et des besoins futurs (équipement, formation, information) pour développer ces technologies.

Résultats pratiques escomptés : une connaissance actualisée de l'avancée de la "société de l'information en Afrique" ; une évaluation des besoins et conditions du développement du commerce électronique en Afrique de l'Ouest pour améliorer les échanges commerciaux ; une évaluation des besoins en formation des milieux concernés ; la diffusion des savoir-faire et des connaissances par le moyen de publications.

<http://www.inades.ci.refer.org>

L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES) a été fondé en 1962 avec le statut d'ONG spécialisée dans la recherche et l'action sociale au service des populations africaines. Par diverses actions de formation et d'information, l'INADES contribue à la réflexion sur les problèmes de développement.

La première orientation fut le lancement d'un enseignement à distance en faveur du monde rural qui a donné naissance à un organisme indépendant et non confessionnel : INADES-Formation. Devenu international, il agit aujourd'hui dans 10 pays africains.

Autre programme, l'**ASMU**, Action Sociale en Milieu Urbain, engagée depuis 1985 dans une action d'animation au profit

des petits artisans d'un quartier populaire d'Abobo-Sagbé, au nord d'Abidjan : formation, installation et promotion de ces artisans et prise en compte des divers problèmes sociaux du quartier. Des livrets pédagogiques sont publiés.  
Objectif :

mettre au point une méthode d'animation, particulièrement en ce qui concerne l'emploi et la formation dans le secteur artisanal et informel.

INADES gère un centre de documentation **IDOC** qui accueille environ 1300 usagers par an, en majorité des étudiants en sciences humaines de l'Université d'Abidjan. Le fonds de 48.000 ouvrages et de 250 périodiques vivants est centré sur l'Afrique et les pays en développement.

Le centre gère plusieurs bases de données, dont une sur l'Afrique, une autre sur le fonds documentaire. Il est associé au réseau français **IBISCUS** et s'est ouvert à l'interrogation à distance (Minitel et Internet) en se raccordant avec le Centre AUF d'Abidjan.

<http://www.nua.ie>

Accès à l'Internet : sur les 500 millions d'internautes, seulement 4 en Afrique :

47 pays d'Afrique sur 54 ont un accès à Internet

Le problème majeur en Afrique est l'accès aux largeurs de bande qui permettent une interactivité internationale, en raison du coût élevé de la connexion d'environ 65 dollars US par mois.

<http://www.unctad.org/trainfortrade/hrd/clishou/img001.htm>

La formation à distance en Afrique, Situation et potentialités : 11 têtes de chapitres ou sous-titres.

Présenté par Claude Lishou, Université de Dakar

AEDEV

[http://www.aedev.org/fichiers/services/formation/form\\_afrique/index.htm](http://www.aedev.org/fichiers/services/formation/form_afrique/index.htm)

'Association E-Developpement'

L'objectif est d'encourager l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les pays du Sud et de les mettre au service du développement durable.

L'AEDEV propose d'apporter un soutien numérique aux structures à but non lucratif des pays du Sud notamment les

écoles, universités, associations, collectivités locales, établissements de santé.

AEDEV crée gratuitement le site Internet des structures à but non lucratif et prend en charge le coût de développement et de maintenance des sites Internet ainsi que leur référencement.

Propose une recherche d'informations et une documentation en ligne:

AEDEV prend en charge la recherche d'informations des structures à but non lucratif et fait économiser ainsi les coûts de communication et de traitement des informations.

Propose des formations gratuites : AEDEV recherche sur Internet des modules de formation gratuits et les met à disposition des internautes

Encourage le développement de télécentres et aide à les faire connaître.

Renvoie aux sites de référence sur les télé-centres en Afrique

[www.idrc.ca/acacia/telecentre.html](http://www.idrc.ca/acacia/telecentre.html)

[www.anais.org/](http://www.anais.org/)

<http://www.globenet.org/csdptt/><http://www.globenet.org/csdptt/>

African Experience with telecenters

[www.isoc.org/oti/articles/1000/benjamin.html](http://www.isoc.org/oti/articles/1000/benjamin.html)

Projet de Télécentre Communautaire polyvalent au Bénin

[www.globenet.org/csdptt/rapmisfevrier2001.htm](http://www.globenet.org/csdptt/rapmisfevrier2001.htm)

Les cybercentres au Bénin [www.anais.org/](http://www.anais.org/)

Le centre SONGHAI (une ONG béninoise) [www.songhai.org/](http://www.songhai.org/)

Telecentres -towards Universal Service (Gambia)

[www.sas.upenn.edu/African\\_Studies/Padis/Telmtics\\_Sawo.html](http://www.sas.upenn.edu/African_Studies/Padis/Telmtics_Sawo.html)

Mbolo, le guide du web africain <http://www.mbolo.com>

Woyaa, Africa Search <http://www.woyaa.com>

M@r, moteur de recherche sur Madagascar

<http://mcar.cjb.net/>

Madagascar:<http://www.misa.mg/transfer/syberkafe.htm>  
<http://www.sinergic.mg/cybercafe.htm>

### **Coopérations bilatérales**

<http://caerenad.teleq.quebec.ca/fr/FTP/Sites.cfm>

L'Ecole Normale Supérieure de l' Université Cheikh Anta Diop de Dakar, UCAD (trente établissements d'enseignement supérieur et de recherche) qui héberge une des chaires de l'Unesco en Sciences de l'Éducation en Afrique francophone a pour préoccupation la formation initiale et continue des professeurs de l'enseignement moyen et secondaire général et du personnel de contrôle et d'encadrement de l'éducation préscolaire et de l'enseignement élémentaire.

Avec le soutien de la TÉLUQ, l'ENS a développé une expertise dans l'utilisation de la formation à distance pour la formation des maîtres.

Travaux sur :

- l'adaptation ou le développement de programmes de formation à distance et élaboration de modèles d'encadrement.
- l'évaluation des apprentissages dans le contexte de l'éducation à distance,
- la formation scientifique des filles au Sénégal et la carrière des femmes enseignantes.

Participation au CÆRENAD : projet de développement d'un centre régional d'excellence en formation à distance.

Le lien avec CAERENAD indique que :

Le CÆRENAD, Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance, est un programme de coopération et de développement international qui réunit six établissements partenaires :

Universidade Federal de Mato Grosso, Instituto de Educação, Brasil,  
la Télé-université de l'Université du Québec (TELUQ),  
Canada  
Pontificia Universidad Católica de Chile, Centro de Educación a distancia TELEDUC, Chile  
Universidad Estatal a Distancia , Escuela de Ciencias Exactas y Naturales, Costa Rica  
University of Mauritius, Mauritius  
Université Cheikh Anta Diop (UCAD), École normale supérieure, Sénégal

Financement quinquennal de l'Agence canadienne de développement international

## **ACDI-CIDA**

La Télé-université agit comme établissement pilote. Le but est la mise en place d'un centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance. Pour ce faire, le centre mise sur l'enrichissement des compétences scientifiques et pédagogiques des partenaires, sur le partage de leurs ressources et de leur expertise et sur une utilisation optimale des technologies d'information et de communication pour l'éducation.

**<http://www.teluq.quebec.ca/webteluq/connaitre/cooperation.html#haut>**

Nous sommes sur la page coopération internationale de la télé-université du Québec

Les arborescences du site offrent les possibilités d'exploration suivantes : historique, mission, structures, financements, affiliations, clientèles, services aux étudiants et aux entreprises partenaires, technologies.

La page 'coopération internationale' comporte les rubriques suivantes : le développement conjoint de programmes de formation, la formation de spécialistes du télé-enseignement, l'inscription d'étudiants étrangers et le développement de réseaux d'enseignement à distance, les champs privilégiés de la Télé-université pour ses efforts de coopération internationale

Ces champs d'intervention sont les suivants :

Adaptation de programmes universitaires à des besoins locaux, Diffusion de programmes et de cursus crédités, Médiatisation de contenu, Formation de formateurs, Expertise-conseil en organisation du travail à distance ;

Développement de réseaux ( REFAD - Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada, CREAD - Latin American & Caribbean Distance Continuing Education, NADERN - North American Cooperation on Higher Education, COMRED - Concertation mondiale des réseaux d'éducation à distance).

**[www.tecfa.unige.ch](http://www.tecfa.unige.ch)**

'Technologies de Formation et Apprentissage' est une unité académique de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève.

Travaux sur les implications cognitives liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, aux

applications de l'intelligence artificielle à l'éducation, aux effets cognitifs des logiciels éducatifs, à la collaboration assistée par ordinateur, aux systèmes d'information en éducation, au multimédia, à l'apprentissage et à l'enseignement à distance.

Formation sanctionnée par un diplôme postgradué d'études supérieures en technologies éducatives en *Sciences et Technologies de l'Apprentissage et de la Formation*.

Public de troisième cycle : le cursus s'étend sur deux ou trois ans.

Tecfa participe à **EAD**, campus virtuel du diplôme universitaire en technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement

Parmi les cours offerts par Tecfa **Universanté** est un environnement virtuel pour enseigner la santé publique à Genève, Monastir (Tunisie), Yaoundé (Cameroun) et Beyrouth (Liban). Ce projet "Formation en santé publique sur les inforoutes francophone" regroupe des experts en santé publique, en éducation médicale et en technologies éducatives des 4 universités. Il s'inscrit dans l'effort de la **Francophonie** de stimuler la présence francophone sur la toile.

«En joignant l'apport de contenu en santé communautaire venant du Sud avec des outils technologiques développés dans le Nord, un véritable flux bidirectionnel sera instauré. Le résultat sera un centre international de référence sur la santé communautaire, accessible via les inforoutes francophones et géré de façon multilatérale»

En ce qui concerne en particulier le Cameroun (Yaoundé) :

Les enseignements se situent au niveau prégradué (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année) sous forme de cours de biostatistiques pour la 2<sup>e</sup> année, de cours/stages en épidémiologie et économie de la santé pour la 3<sup>e</sup> année et en systèmes de santé pour la 5<sup>e</sup> année.

"Formation en Santé Publique sur les Inforoutes Francophones" a été retenu par le Fonds Francophone des Inforoutes (FFI) pour un montant de 500 000FF, ce qui assure le financement du projet pour une période de 18 mois à partir de décembre 1999.

[www.iamm.fr/ist/fad/liens.html](http://www.iamm.fr/ist/fad/liens.html)

L'institut agronomique méditerranéen de Montpellier organise des universités d'été, propose des liens sur des sites de formation à distance, des actualités sur la formation à distance et donne la liste des organismes d'enseignement à distance (CNED, CIFFAD, AUPELF, TELUQ...).

S'adresse aux pays de la Méditerranée du Sud et de l'Est.

L'IAMM, centre de ressources est un centre d'appui au perfectionnement des cadres, pour la formation permanente des cadres de ces pays, et un centre multimédia d'information scientifique et pédagogique qui utilise des instruments modernes de communication pour faciliter l'accès à l'information scientifique, les échanges entre scientifiques, appuyer sur le plan pédagogique et technique la production de matériaux scientifiques et pédagogiques, et élaborer des techniques pédagogiques spécifiques.

[www.edusud.org](http://www.edusud.org)

Le site de Résafad se transforme et s'organise en un portail qui présente des informations (dossier, zoom, brèves) et propose de nombreuses ressources en ligne et des espaces de travail collaboratif à tous ceux qui oeuvrent en coopération avec l'Afrique francophone en matière de formation accompagnée par Internet.

La rubrique Ressources du site propose un lien sur formation : présentation de la formation des directeurs d'écoles avec des exemples de modules du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali et du Togo .

Le lien «cours NTIC» présente le diplôme d'université de formation à distance de communicateurs multimédia, co-validé par les Universités nationales et l'Université du Maine en France.

Le cours réalisé en coopération avec l'UNESCO pour cette formation se situe dans le cadre de l'ouverture d'une chaire sous régionale UNESCO de Formation à Distance ouverte à l'Université du Bénin à Lomé, Togo. Il est rédigé par un groupe d'auteurs du Nord et du Sud. Il porte sur les réseaux, les dispositifs et les méthodologies liés à l'usage des NTIC en formation initiale et continue. Ce cours est accessible en ligne, sans aucune réserve d'aucune sorte.

Edusud renvoie sur des portails du Nord et du Sud

Globenet

<http://www.globenet.org>

Portail général sur le développement avec une rubrique sur l'actualité.

A voir le projet "Ecoles sans frontières" dans " Solidarité internationale", la rubrique Ritimo : Réseau pour une terre d'avenir, avec des liens sur plusieurs projets nord/sud.

Multicontact :

<http://www.refer.org>

Plus de 600 adresses sur internet, sur l'enseignement primaire et secondaire ainsi que des projets et ressources dans les pays du sud.

Multimania :

<http://multimania.fr/explorer/annuaire/enseignement/enseignement/>

Beaucoup de sites proposés selon des catégories bien précises pour les enseignants.

A noter: ce moteur sert autant pour les pays du sud que ceux du nord.

Somalie <http://www.somalilandnet.com/>

Un moteur de recherche comporte une rubrique " Education " dans laquelle on trouve quelques ressources, des sites d'écoles.

Woyaa :

<http://www.woyaa.com>

Propose une sélection des meilleurs sites africains en éducation.

Recherche par pays africains ou par catégories de la page d'accueil et par mots-clés tels que : "éducation/formation" ou "éducation/universités".

(Pour ce site, l'arborescence par pays d'Afrique ne donne, sur la formation à distance, d'indications que pour peu de pays d'Afrique anglophone.

[www.ciep.fr/doc/biblio/ead.htm](http://www.ciep.fr/doc/biblio/ead.htm)

Ce site, page du site d'accueil, <http://www.ciep.fr/index.htm> propose une sélection bibliographique thématique effectuée sur les cinq dernières années (à l'exception de quelques documents de référence).

Pour chaque partie, un lien enseignement à distance avec les même arborescences : études générales, support, moyens et techniques, autoformation, autoapprentissage

la coopération en éducation

<http://www.ciep.fr/expertise/index.htm> avec différentes rubriques propose une gamme complète de compétences et de services en ingénierie éducative :

-Des capacités de conception, d'analyse, d'organisation, de pilotage et d'évaluation dans divers domaines d'intervention ;

-Les prestations de responsables de programmes et d'un réseau d'experts performants pouvant intervenir dans le monde entier ;

-Les savoirs et les savoir-faire les plus actuels et les plus efficaces en matière d'expertise, de conduite des systèmes éducatifs et d'actions pédagogiques ;



-Des partenariats et des relations avec de nombreux organismes nationaux et internationaux, en Europe et hors Europe ;

-De l'information sur des thèmes d'actualité relatifs à l'éducation dans le monde, sur les enjeux et les débats en cours.

En matière de coopération internationale, entre autres régions, sont concernées l'Afrique francophone et lusophone : Bénin, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Guinée, Sénégal, Mauritanie, Togo, RCA, Madagascar, Tchad, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali.

Exemples d'interventions : Évaluation du système éducatif à Madagascar, Analyse sectorielle en éducation au Sénégal et en Guinée, Audit du système éducatif à Djibouti, en Mauritanie.

La page <http://www.ciep.fr/doc/biblio/ries23.htm> Présente une bibliographie sur la formation ouverte et à distance (Revue internationale d'éducation de Sèvres n°23, septembre 99)

## **Francophonie**

[www.auf-francophonie.org](http://www.auf-francophonie.org)

L'Agence Universitaire de la Francophonie rassemble plus de 300 établissements d'enseignement supérieur, grandes écoles et conférences internationales de doyens et chefs d'établissements universitaires.

Mission : contribuer à la construction d'un espace universitaire francophone en étroite partenariat avec ses principaux acteurs : mise en commun des ressources universitaires développement en réseau, par la formation ouverte et à distance et les nouvelles technologies éducatives.

La présence sur le terrain permet de développer avec les universitaires de la région des partenariats au quotidien, qui trouvent leur forme juridique dans des conventions universitaires conduisant le plus souvent possible à une double diplomation.

Les programmes sont thématiques (langue française, francophonie et diversité linguistique, développement et environnement, aspects de l'état de droit), transversaux (nouvelles technologies et appropriation des savoirs), et de soutien (renforcement institutionnel et scientifique des universités, mobilité scientifique et universitaire, soutien aux réseaux et structures associatifs) et portent sur divers domaines (droit de l'environnement, économie du développement, gestion et entrepreneuriat, ville et urbanisme,

transitions démographiques, sciences de l'ingénieur, biotechnologies végétales et sécurité alimentaire, santé)

Publics- cibles :

étudiants de 2ème et 3ème cycles (particulièrement ceux du Sud) ;

enseignants-chercheurs francophones du Nord et du Sud ;

laboratoires de recherche et équipes de recherche des universités.

#### 4 Bureaux régionaux

Afrique des Grands Lacs : Burundi. Afrique centrale : Cameroun, Europe de l'ouest: France Océan indien : Madagascar, Afrique de l'ouest : Sénégal.

L'AUF collabore au sein du CRESA Forêt-Bois de Nkolbisson (Yaoundé) avec l'[Université de Dschang](#) pour la formation des cadres du développement rural et industriel. Avec le [Centre international de recherches médicales de Franceville](#) et un consortium où figurent des universités d'Afrique centrale et du nord, la collaboration porte sur la formation à la recherche dans les maladies infectieuses tropicales.

Par les antennes du campus numérique francophone, elle contribue à la diversification de la carte des formations avec, à Yaoundé, une offre de cours à distance en droits fondamentaux, droit de l'environnement et en médecine parasitaire tropicale assurés par des universités françaises ([Nanterre](#), Limoges, Pierre et Marie Curie).

- les Centres d'accès à l'information

Implantés à Ouagadougou (Burkina Faso), Conakry (Guinée), Nouakchott (Mauritanie), Lomé (Togo).

- les Campus numériques : Cotonou, Bujumbura, Yaoundé, Abidjan, Libreville, Antananarivo, Bamako, Dakar, N'Djamena . Un Campus Numérique Francophone est en cours de création à l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Modes de fonctionnement /

Salles de formation et d'autoformation disposant de toutes les ressources multimédia,

Infothèques pour l'accès à l'Information Scientifique et Technique pour les étudiants et les enseignants-chercheurs,

Centres de Ressources à la disposition des formateurs qui souhaitent mettre leurs contenus scientifiques et pédagogiques en ligne,

Laboratoires réseaux pour les académies CISCO.

[www.intif.fancophonie.org](http://www.intif.fancophonie.org)

Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (relevant de l'AIF) contribue au renforcement des capacités nationales et au développement des partenariats dans les domaines des nouvelles technologies de l'information et de la formation dans le cadre de la Francophonie.

Ce site présente le COMPENDIUM qui contient les descriptifs d'expériences en matière de formation à distance dans les pays francophones en développement et présente les institutions de FAD.

<http://intif.francophonie.org/produits/compendium/>  
[Bénin](#) (4 centres) - [Burkina Faso](#) (3 centres) - [Cameroun](#) (5 centres) - [Côte d'Ivoire](#) (2 centres) - [Guinée](#) (3 centres) - [Madagascar](#) (2 centres) - [Mali](#) (2 centres) - [Mauritanie](#) (1 centre) - [Niger](#) (4 centres) - [Sénégal](#) (7 centres) - [Tchad](#) (4 centres) - [Togo](#) (4 centres) - [R.D. Congo](#) (1 centres) -

Liste des ressources présentées en matière de FAD

-Observatoire des ressources francophones pour la formation à distance (ORFFAD)

-[Cédéroms du CIFDI](#) : 80 disques compacts reçus au Cifdi et édités par des organismes internationaux ou des éditeurs de l'espace francophone.

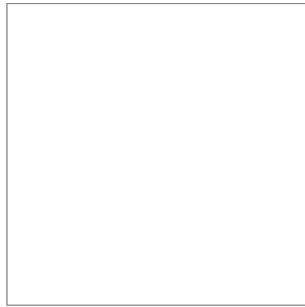
-[Les brèves de Thot](#) : base de données constituée des brèves de Thot, bulletin électronique de veille technologique de l'évolution de la formation à distance en Francophonie et hors Francophonie conçu pour favoriser l'actualisation des pratiques et la création de synergies.

<http://intif.francophonie.org/PAJE>

le projet PAJE vise à implanter dans plusieurs pays francophones d'Afrique des points d'accès à Internet dans des lieux fréquentés par les jeunes afin d'offrir dans l'espace francophone la possibilité de se familiariser avec les technologies de l'information.

Les projets sélectionnés : Burundi (ADEN (Association pour le développement et le bon environnement de la Nation), Bujumbura, Djibouti (Association AGIR), Tchad (APAD Association Action de Partenaires pour l'Appui au Développement), Gabon (Handicap sans frontières), Madagascar (Association pour le développement de Fianarantsao et ADAJEM (Association d'aide pour les jeunes de Mananjary), Côte d'Ivoire (Association Linux Afrique), Niger (Association Groupe Internet), Sénégal.

<http://thot.cursus.edu>



« Répertoire de la formation a distance »

Inventaire des formations à distance : Cours, tests, manuels et logiciels de formation via un moteur de recherche ou par listes des professions ou des sujets.

Des info et liens vers les offreurs de FAD.

Modalités d'inscription décrites .

Informations sur les produits.

LIEN sur THOT : « Nouvelles de la fad » :

Publication hebdomadaire en ligne consacrée à l'actualité et au développement de la formation à distance, financée par l'AIF et par Cursus.

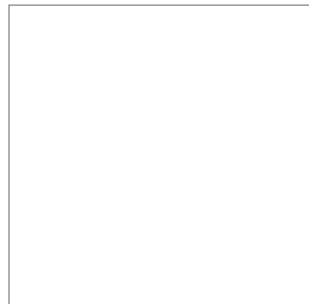
Des info sur les NTIC :

- Un cours multimédia interactif praTIC-O-praTIC gratuit pour mieux connaître les TIC

- Les microprogrammes de 2e cycle en ingénierie et en intégration pédagogique des TIC

- Pour apprivoiser et comprendre les nouvelles technologies

- Initiation à l'Internet et Intégration des NTIC dans l'enseignement.



- Intégration des NTIC dans l'enseignement

Public-cible : Pour les concepteurs et les conseillers pédagogiques, les responsables de formation, les scénaristes, les didacticiens et les pédagogues.

### **Les formations offertes**

175 plates-formes techniques de formation sont recensées par [Thot Cursus](#) (payantes ou gratuites)

Sont retenus les outils gratuits ou à faible coût.

Les principaux critères de choix d'une plate-forme de formation à distance, outre le coût, sont les conditions de création de cours, la gestion du rôle du formateur, la gestion du rôle du tuteur, les conditions d'apprentissage de l'étudiant, les outils de communication entre les intervenants, l'ergonomie des outils, l'intégration des outils, la gestion en mode connecté/déconnecté, les outils pour l'administration.

[http://www.comms.uab.es/inet99/inet98/4b/4b\\_2a.htm](http://www.comms.uab.es/inet99/inet98/4b/4b_2a.htm)

Présentation d'un ouvrage : 'Dynamiser les dispositifs de formation à distance dans les pays en voie de développement par le biais d'Internet : le cas du CIFFAD'.

Le site s'ouvre sur chacun des chapitres suivants : L'Agence de la Francophonie , Le Consortium international francophone de formation à distance - CIFFAD , Dynamiser un dispositif de formation à distance par les NTIC : vers un modèle... , Acceptabilité : les valeurs incontournables , Efficacité : une stratégie... l'intégration verticale et horizontale , Utilité et visibilité : des projets phares

<http://ciffad.francophonie.org/Nous-offrons>

Rubriques proposées :

Boîte à outils en formation à distance

Recherche dans l'Univers francophone de la formation à distance

Sites spécialisés en formation à distance

[http://ciffad.francophonie.org/Nous-offrons/3\\_boit\\_a\\_outil.html](http://ciffad.francophonie.org/Nous-offrons/3_boit_a_outil.html)

## **ORFFAD**

[Observatoire de Ressources francophones pour la Formation à Distance \(ORFFAD\)](#)

La rubrique sur les Sites spécialisés a pour ambition de devenir un guichet unique d'informations sur la formation à distance en francophonie :

- en présentant les éléments clés du dispositif de formation à distance (établissements, cours/programmes, supports/produits, expertises/personnes ressources) pour l'enseignement du et en français; et
- en favorisant le réseautage et la synergie personnes-personnes, personnes-ressources et ressources-ressources dans la francophonie.

ORFFAD comporte deux volets complémentaires : une base de données et un mécanisme d'animation et d'échange entre les utilisateurs.

#### Volet base de données

Il s'agit en fait d'une base de données relationnelle constituée autour de quatre bases complémentaires :

- la première inventorie les établissements de formation à distance de la francophonie (que la FAD soit leur domaine d'activité unique ou complémentaire);
- la seconde inventorie les cours/programmes offerts à distance de la francophonie;
- la troisième inventorie les supports/produits (livres, didacticiels, cassettes, vidéos, plates-formes Web, etc.) et les cours/programmes;
- la quatrième inventorie les personnes ressources de la formation à distance dans la francophonie.

#### Volet animation et échange.

<http://cifdi.francophonie.org/Corps/FTP/Sites.cfm>

#### Centre de documentation de l'AIF.

Différents sites sont proposés dont l'Afrique, la Formation à distance, les Organisations internationales, un répertoire de liens, les Technologies de l'information et de la communication.

Le site Afrique indique deux liens: celui de l'ADEA et celui de la Formation professionnelle et technique en Afrique : celui-ci référence 215 modules en français pour « Sherlock 2 ».

Le site Formation à distance offre 50 liens avec la formation et une rubrique Education et formation, qui propose de nombreuses arborescences dont une sur « Education Afrique » : qui indique : l'ADEA, éducaf org (éducation en Afrique) , la FAPE, le MINEDAF, et le SISED.

[www.francophil.net/fr/universites/unidiste-fr.html](http://www.francophil.net/fr/universites/unidiste-fr.html)

« La francophonie académique culturelle et scientifique »

Donne des informations sur la formation supérieure à distance, en citant et résumant les activités de différents organismes de formation à distance comme Coursus, le Campus électronique du CNED, la Télé-université du Québec (TELUQ), l'Université virtuelle africaine (UVA), et Rond point.

#### **Coursus**

Cursus permet de chercher des cours qui se donnent à distance sous diverses modalités, généralement sur Internet. Le catalogue peut être consulté par mot-clé, sujet, profession ou institution. Il comprend presque 2000 cours et formations, de niveau universitaire, collégial, technique ou de spécialisation. Certaines de ces formations sont offertes gratuitement, tandis que d'autres exigent le paiement de droits d'inscription.

### **Campus électronique (CNED)**

Le Centre National de l'Éducation à Distance (CNED) offre la possibilité d'étudier à distance de nombreux cours du système éducatif français, depuis l'éducation secondaire jusqu'au troisième cycle. Son site web *Campus électronique* donne tous les renseignements sur les formations disponibles, les conditions, les coûts, etc. Certains cours disposent d'un module de présentation ou d'exercices accessibles gratuitement en ligne, ainsi que de ressources complémentaires sous la forme d'hyperliens.

### **Télé-Université du Québec (TELUQ)**

La Télé-Université du Québec présente une série de programmes et de cours à distance, dont un certain nombre sur Internet. Elle offre aussi des tests de langue et des activités de perfectionnement. Un grand nombre de formations sont ouvertes aux non-qubécois.

### **Université virtuelle Africaine (UVA)**

Créée sous l'égide de la Banque mondiale en partenariat avec de nombreuses universités africaines, l'Université virtuelle africaine permet aux étudiants de l'Afrique sub-saharienne d'étudier à distance. Parmi les formations offertes, citons informatique, gestion, journalisme et langues. Le site se veut un campus virtuel. Il comporte les services d'une bibliothèque virtuelle.

### **Rond-Point**

Ce site guide les visiteurs vers des sites de cours créés par des professeurs universitaires qui utilisent le Web pour dispenser leur enseignement. La recherche se fait par discipline, par niveau et par institut d'enseignement.

Le retour sur la page d'accueil donne des informations sur les objectifs de 'francophile' :

Centre de ressources académiques, scientifiques et culturelles sur les pays francophones.

S'adresse en priorité aux chercheurs, professeurs et étudiants qui souhaitent faire des recherches ou continuer leurs études dans un pays de langue française.

A sélectionné, classé et commenté les meilleurs liens existant sur le Web francophone dans les domaines des sciences, de la culture et des médias, pour faire découvrir la richesse des nombreuses ressources francophones disponibles sur Internet.

<http://www.afides.qc.ca/FAD/intro.html>

Dans le but de contribuer à la formation du personnel d'encadrement dans les systèmes scolaires, l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) a conçu un matériel de formation qui allie les avantages de la formation à distance et de la vie associative.

Sous mandat de l'Agence de la Francophonie, des experts de l'AFIDES en formation à distance et en formation à la gestion scolaire provenant de trois continents (Afrique, Amérique et Europe) ont rédigé un ensemble de modules visant l'acquisition de connaissances, d'habiletés et d'attitudes reliées directement à la gestion quotidienne d'un établissement scolaire.

Stratégie : Formation mixte, qui associe formation présentielle et à distance.

## **Organisations internationales**

### **Banque Mondiale**

[www.Worldbank.org](http://www.Worldbank.org)

Nombreuses rubriques et liens proposés avec de multiples arborescences.

Un lien est proposé avec le Programme WorLD, d'assistance à l'enseignement dans la classe par internet. L'une des rubriques proposées 'Ecoles à travers le monde' se décrit comme un programme reliant élèves et enseignant d'écoles secondaires dans les pays en développement avec élèves et enseignants dans les pays industrialisés, pour la recherche collaborative, les programmes d'enseignement et d'apprentissage via l'internet.

Ici, l'arborescence par pays signale la présence du programme en Mauritanie et au Sénégal.



En Mauritanie, WorLD est présent dans six écoles, en ligne à Nouakchott.

Le Sénégal est l'un des pays pilotes du programme de WorLD : L'ensemble des établissements secondaires est en voie d'équipement.

Des cours en ligne sont proposés, dans l'enseignement tertiaire: marketing, gestion, espagnol.

Le site mentionne l'Université virtuelle africaine, UVA , qui se décrit comme une "université sans murs", utilisant les technologies modernes de communication et d'information pour permettre aux pays d'Afrique sub-saharienne d'accéder directement aux universités les plus réputées et aux meilleures ressources en matière d'apprentissage en Afrique et à travers le monde.

Par lignes téléphonique et e-mail, les étudiants sont en interaction en temps réel avec l'instructeur . Dans chaque centre d'apprentissage, des modérateurs guident les étudiants dans l'utilisation du matériel et ont un rôle de liaison avec les instructeurs.

L'UVA dispose d'une bibliothèque en ligne.

Plus de 10.000 étudiants ont une boîte aux lettres gratuite sur son site web.

Il est également mentionné que l'AVU s'étendra à davantage de pays pour toucher des étudiants, des enseignants et des professionnels, à travers les centres d'apprentissage dans les universités et organismes privés et professionnels, ainsi que ceux des ONG.

[www.AVU.org](http://www.AVU.org)

Cours offerts dans le passé : Bureautique, Commerce, Gestion économique et financière, Journalisme, Langues, Qualité des soins, (Cours préparatoires en chimie, biologie), Technologie de l'information (IT), Introduction à l'internet, Introduction à Word, Excel 97.

La phase pilote est terminée et l'offre de formation va se développer.

**UNDP**

[www.undp.org./hdr/french/2001](http://www.undp.org./hdr/french/2001)

L'UNDP met à disposition sur son site le rapport mondial sur le développement humain 2001.

Le site indique que les Technologies de la communication sont l'un des axes de la stratégie adoptée pour faire reculer la pauvreté de moitié d'ici 2015.

(Les liens proposés dans le dossier de presse, concernent les différents chapitres du rapport dont deux sur les nouvelles technologies de 4 et 5 pages respectivement).

### **UNESCO – BREDA**

<http://www.unesco.org>

Parmi les rubriques proposées, on trouve les sites Unesco de l'éducation, avec une arborescence sur « sites éducation dans le monde ».

Pour l'Afrique, sont cités Kenya, Sénégal, Afrique du sud et Zimbabwe.

Le BREDA a mis en place des programmes efficaces de formation continue et de recyclage des enseignants.

### **Activités prévues en 2001 :**

1. Conception, rédaction, validation et production des matériels multimédia d'enseignement et d'apprentissage pour la formation continue et le recyclage des enseignants,
2. Organisation de sessions de formation continue et de recyclage des enseignants,
3. Réseau virtuel multimédia pour le renforcement de l'apprentissage des Sciences, des Mathématiques et de la Technologie en Afrique Sub-saharienne.

### **Activités prévues en 2001 dans le cadre du réseau :**

- Elaboration d'un programme multimédia complet couvrant la totalité du programme de sciences et de mathématiques des deux dernières années de l'enseignement secondaire,
- Formation d'un groupe de spécialistes en production multimédia dans chacun des pays membres du réseau,
- Formation du personnel à l'utilisation des modules d'apprentissage en sciences et en mathématiques dans les écoles pilotes.

### **Enseignement à distance :**

Dans le cadre du suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, le BRENDA a organisé en 1999/2000 en collaboration avec le **Commonwealth of Learning (COL)**, trois ateliers de formation des formateurs à Harare, septembre 1999 ; Dar-Es-Salaam, octobre 1999 et Kampala, Mars 2000.

Deux publications sont imminentes, celle d'un guide pour les matériels d'apprentissage pour l'enseignement à distance et d'un ouvrage sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur à distance.

### **Union Européenne**

[http://europa.eu.int/information\\_society/eeurope/news\\_library/documents/index](http://europa.eu.int/information_society/eeurope/news_library/documents/index)

Plusieurs rubriques, dont 'Activités' donnent des arborescences sur « Education » : la vue d'ensemble concerne essentiellement l'Europe.

Pas d'informations trouvées en ce qui concerne l'Afrique francophone, pas plus sur l'éducation à distance que sur les nouvelles technologies.

[www.prometeus.org](http://www.prometeus.org)

PROMETEUS est un partenariat européen lancée en mars 99 sous le patronage de la Commission Européenne pour la production et la fourniture de technologies, de contenus et de services d'éducation et de formation en Europe.

Les compétences des professionnels sont réunies pour rapprocher le monde de la recherche et celui de l'utilisation concrète des technologies de l'apprentissage, de contenus et de services basés sur les TIC, et l'offre d'un accès multimédia à l'éducation et la formation pour les pays intéressés de l'union européenne.

Dans la liste des membres consultés, aucun pays d'Afrique.

[www.prometeus.org/news/PROMETEUS\\_newsletter10.pdf](http://www.prometeus.org/news/PROMETEUS_newsletter10.pdf)

Il s'agit de la lettre numéro 10.

Parmi les Liens proposés dans diverses sections de la Lettre, certains sont internationaux :

IAECED : critères et directives pour une éducation continue de qualité et programmes de formation en ligne gratuits (pour faire connaître des orientations en matière de formation à distance).

Des centaines de fournisseurs : tous aux Etats Unis.

IVETA “international vocational education and training association”

Encourager les liens professionnels entre éducateurs et formateurs professionnels internationaux, servir de lieu d’échange sur les problèmes et solutions dans le monde, aider au développement de la formation professionnelle en tant qu’entreprise internationale, aider à la diffusion de l’information sur l’enseignement et la formation professionnelle.

Les liens vers les organismes sont tous américains.

PROACTE

<http://proacte.com/challenge>

Programme cadre de recherche et de développement

un certain scepticisme sur les possibilités des institutions éducatives à s'adapter aux TIC

(Appel à contributions sur les priorités en matières de ressources et de politiques sur l’apprentissage assisté par la technologie)

**O C D E**

<http://www.oecd.org/oecd/pages/home/displaygeneral/0,3380,FR-home-0-nodirectorate-no-no-no-0,000.html>

De nombreux thèmes sont proposés, dont un sur l’Enseignement. Multiples rubriques, par exemple :

-Echanges d’étudiants dans les pays de l’OCDE,

-Capacités commerciales, éducation et formation : un article technique, le document n°179 « Croissance et Capital humain » de 41 pages, présente les données concernant un sous-groupe de 38 pays membres et non membres, et les efforts du centre de développement pour toucher d’autres pays en développement.

## **Annexe V: Contributeurs et personnes ressources consultées**

### **Rédaction**

Jean VALERIEN

Coordinateur du Programme Resafad

Etienne BRUNSWIC

Ancien directeur à l'Unesco, Consultant

Jacques GUIDON

Enseignant-Chercheur, Université de Nantes, co-coordonateur de Résafad

Jacques WALLET

Enseignant-Chercheur, Université de Rouen, co-coordonateur de Résafad

### **Documentation**

Valérie CADOR, Resafad

Tania CATZ, Documentaliste consultante

Nathalie COUDRE, Documentaliste consultante

### **Contributeurs et personnes ressources consultées**

BERNADETTE CHARLIER

Enseignant-chercheur Université de Mons

André BEAUCAGE

Directeur Institut Teccard Quebec

Richard CHARRON

Secrétaire Général AFIDES

Mamadou DIALLO

Directeur de Recherche ENS/UCADE Dakar

Papa Youga DIENG

Correspondant Résafad au Sénégal

Alioune DIAGNE

Enseignant-Chercheur ESP/UCAD de Dakar

Louis Martin ESSONO

Enseignant-Chercheur Université Yaoundé 1.

Jean Bernard FOURNIER

Directeur DID Quebec

Frédérique GAUDIN  
Directrice CNED International

Joëlle GORRIA  
Correspondant Resafad Guinée Equatoriale

Bengt KAYSER  
Enseignant-Chercheur UNIVERSITE de Genève

Zacharie KOALAGA  
Enseignant-chercheur Université de Ouagadougou

Kossi KUMAPLEY  
Correspondant Resafad Togo

Pierre Jean LOIRET  
Responsable de Programme AUF

Marianne POUMEY  
Enseignant-Chercheur Université de Liège

Pauline PROULX  
Directrice adjointe CCFD de Rosemont Québec

Norbert RALISON  
Directeur CNTEMAD

Anand RUMAJOGEE  
Commission Tertiaire Maurice

Norman RYAN  
Ancien Directeur de la planification MEN Québec, ancien  
Consultant responsable de la FAD à l'AIF

Francisco Komlavi SEDDOH  
Directeur Division Enseignement Supérieur, UNESCO

Juma SHABANI  
Spécialiste du Programme Enseignement supérieur, BREDA

Jean François TERRET  
Assistant Technique régional Resafad

Régine THOMAS consultante

Marie Paule THERY  
Correspondant Resafad Guinée

Yaranga TRAORE  
Resafad Mali

Guy WITTEBOLLE  
correspondant Resafad Bénin